

**TRAVAUX
ET DOCUMENTS
DE L'O.R.S.T.O.M.**

SYSTEME DE MIGRATION
ET CROISSANCE URBAINE
A PORT-VILA ET LUGANVILLE
(NOUVELLES-HEBRIDES)



Joël BONNEMAISON



ÉDITIONS DE L'OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER

RENSEIGNEMENTS, CONDITIONS DE VENTE

Pour tout renseignement, abonnement aux revues périodiques, achat d'ouvrages et de cartes, ou demande de catalogue, s'adresser au :

SERVICE DES PUBLICATIONS DE L'ORSTOM
70-74, route d'Aulnay, 93140 BONDY (France)

- Tout paiement sera effectué par chèque bancaire barré au nom de RÉGIE ORSTOM BONDY, ou par chèque postal (compte n° 9.152-54, Paris, RÉGIE ORSTOM BONDY).
- Achat au comptant possible à la bibliothèque de l'ORSTOM, 24, rue Bayard, 75008 PARIS.

I - CAHIERS ORSTOM

BIOLOGIE

ENTOMOLOGIE MÉDICALE ET PARASITOLOGIE

HYDROBIOLOGIE

HYDROLOGIE

Océanographie

Pédologie

Sciences Humaines

séries trimestrielles

Abonnement: *France* 120 F.
Etranger 156 F. 36,30 US dollars

GÉOLOGIE - *série semestrielle*

Abonnement: *France* 96 F.
Etranger 120 F. 28,00 US dollars

II - BULLETIN ANALYTIQUE D'ENTOMOLOGIE MÉDICALE ET VÉTÉRINAIRE

12 numéros par an
(15 fascicules)

Abonnement: *France* 115 F.
Etranger 130 F. 30,25 US dollars

Dans la même collection, nous vous signalons :

Analyse numérique des migrations vers les villes du Cameroun, d'Y. MARGUERAT
107 p. Travaux et Documents de l'ORSTOM n° 40) ISBN 2-7099-0358-X 40 F

Punaauia-Paea. Contact ville-campagne et croissance urbaine de la côte ouest de Tahiti, de J. FAGES. 96 p., 6 pl. fotogr. (Travaux et Documents de l'ORSTOM n° 41) ISBN 2-7099-0359-8 45 F

**SYSTEME DE MIGRATION
ET CROISSANCE URBAINE
A PORT-VILA ET LUGANVILLE
(NOUVELLES-HEBRIDES)**

Joël BONNEMAISON

Géographe ORSTOM

O.R.S.T.O.M.

PARIS

1977

« La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que « les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1er « de l'article 40).

« Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée « par les articles 425 et suivants du Code Pénal ».

© O.R.S.T.O.M. 1977
ISBN 2-7099-0439-X

INTRODUCTION

L'enquête qui suit a été effectuée à la demande des Résidences Britannique et Française sur la population migrante mélanésienne. Elle porte sur l'évolution de la migration au cours de ces dernières années et sur la croissance des zones urbaines de Port-Vila et de Luganville, notamment sur les aspects fonciers de cette croissance, et la situation socio-professionnelle acquise par les migrants.

L'accroissement des populations qui vivent dans les zones urbaines et péri-urbaines de Port-Vila et de Luganville constitue en effet aux Nouvelles-Hébrides le fait majeur de ces dernières années. La population urbanisée s'élevait en 1967 à 9.938 personnes, soit 12,9 % de l'ensemble de la population de l'archipel ; elle comptait 16.663 personnes en 1972, soit 18,7 % du total. A la lumière de la dernière estimation effectuée par le Bureau des Statistiques du Condominium en 1975, cette population s'élève aujourd'hui à 21.558 personnes, soit 22,3 % du total.

Cet accroissement rapide est en grande partie dû à l'augmentation de la population mélanésienne qui représentait en 1972 68 % de l'ensemble de la population urbanisée, et en particulier au gonflement des flux migratoires vers les villes. La rapidité avec laquelle croît la population urbaine doit-elle être considérée comme un indice de développement et d'évolution vers un type de société plus moderne : exode rural et dépeuplement des campagnes étant généralement considérés comme des caractères des sociétés en cours de développement ? Ou bien au contraire indique-t-elle non pas un dynamisme, mais une perte d'équilibre, génératrice de problèmes nouveaux : une certaine difficulté de la société insulaire se traduisant par un mécanisme de « fuite » vers la ville, fuite qui crée en retour de nouveaux et difficiles problèmes dans les zones urbaines ?

En d'autres termes, la migration vers les villes est-elle une forme de développement, porteuse de progrès ou bien le résultat d'une difficulté et d'un malaise dans les milieux ruraux insulaires ?

Pour répondre aux questions que pose la migration, une première enquête réalisée à Port-Vila des mois de mai à juillet 1973, a permis d'atteindre par questionnaires directs ou indirects, près de 700 salariés néo-hébridais sur leurs chantiers et lieux de travail. Une deuxième enquête en mai et juin 1974 a porté sur l'extension des lotissements-jardins à Luganville et s'est doublée d'une enquête auprès du personnel des principales entreprises publiques ou privées de la ville. Au cours de celle-ci, 507 salariés néo-hébridais ont bien voulu répondre à nos questions. L'étude qui suit présente sous une forme remaniée et abrégée le contenu des deux rapports ronéotés qui avaient conclu ces enquêtes sur le terrain : « Migration et création urbaine à Port-Vila » et « L'accès des Mélanésiens à la propriété dans les nouveaux quartiers de Luganville ».

Ce travail qui vient après un certain nombre d'études, en particulier celle de la SCET-COOP sur l'habitat social mélanésien réalisé par Christiane et Bernard VIENNE, sociologue de l'ORSTOM, cherche surtout à cerner au-delà des aspects migratoires proprement dits, les problèmes que pose l'insertion de la population migrante en milieu urbain : problèmes d'habitat, mais aussi problèmes sociaux et culturels.

*
* *

Au seuil de cette étude, nous tenons au préalable à remercier ceux qui par leur aide et leur compréhension l'ont rendue possible :

— Les salariés et habitants mélanésiens de Port-Vila et de Luganville qui ont répondu à nos questions avec bienveillance.

- M. Hubert GORON qui nous a largement ouvert les portes de son cabinet topographique et dont la parfaite connaissance du milieu urbain de Luganville nous a été, à plus d'un titre, infiniment précieuse.
- Le Bureau des Statistiques du Condominium, dont le recensement des populations urbaines de 1972 constitue l'une des bases de cette étude, en particulier C. PIERCE, qui a collaboré activement à notre enquête, et G. CHENAIS.
- M. Michel NOEL (Délégation Française de Santo et aujourd'hui Maire de Luganville).
- Nos collaborateurs lors des enquêtes sur le terrain : MM. Joseph CALO, moniteur de l'enseignement public, Alik NOEL du Service de l'Information de la Résidence de France, Mathias TABI, Inspecteur des Coopératives britanniques, Georges BULE, Attaché à la Délégation britannique de Santo, ainsi que MM. Ruben LASEKULA et Raymond BULETARE, habitants de Luganville qui ont aidé lors de l'enquête sur les lotissements-jardins.
- Les Services du Tribunal Mixte et le Service de la Conservation Foncière de Port-Vila (M. PRE), qui nous ont largement ouvert les portes de leur documentation.
- La Direction des entreprises et maisons de commerce qui nous ont facilité l'enquête auprès de leur personnel, en particulier à Port-Vila les entreprises SMET, SELB, Robert, Martinez, Caille, Vuvant, Mendana and Co., SMAT, Brand, Gubbay, Agathis, B.P., Ballande, Hebrida, les Hôtels du Lagon et Rossi, M. de Gaillande. A Luganville, la Société Portuaire, la Pêcherie de Palikolo, la conserverie Creugnet, B.P., Ballande, les Entreprises Migotti et Desplats ; enfin, MM. J. BERAUD, gérant des plantations SFNH, ainsi que M. et Mme A. RATARD, MM. LECERF, LEROY, J. RATARD, Mme C. NALO, etc.
- Les responsables et le personnel des administrations du Condominium, de la Résidence Britannique et de la Résidence de France qui, outre de nombreux renseignements, ont favorisé notre enquête.
- La Mission Catholique de Luganville et de Port-Vila, et tous ceux enfin qui de près ou de loin ont répondu à nos questions, nous ont conseillé et guidé lors des enquêtes auprès des entreprises et sur les lotissements de Port-Vila et de Luganville.

I - LE SYSTEME DE MIGRATION

I.1. LA MOBILITE CIRCULAIRE

A l'époque du recensement de 1967, la plupart des migrations vers Port-Vila ou Luganville s'inscrivaient encore dans un type migratoire bien particulier qui a déjà fait l'objet d'études en Océanie. Ce type de migration est en général qualifié par les géographes anglo-saxons de "circulaire" (1).

S'il fallait définir la migration circulaire par une formule simple, on pourrait dire que le migrant quitte son île "pour mieux y revenir". Ces migrations traditionnelles sont en effet courtes dans le temps, pas très éloignées en distance et sous le contrôle plus ou moins strict des milieux de départ. Elles expriment ainsi l'attachement à son sol d'une paysannerie qui hésite à s'expatrier trop longtemps hors de chez elle et ne perçoit l'aventure migratoire que comme un détour qui permet ensuite de mieux se réinsérer dans la communauté villageoise. En 1967, ce type de migration restait la norme pour plus des deux tiers des migrants.

a - Mobilité circulaire et structures de groupe

La migration circulaire ressort beaucoup plus d'une forme de mobilité que d'une migration au sens propre du mot. En ce qui concerne les Nouvelles-Hébrides, ses principales caractéristiques sont les suivantes :

- Il s'agit d'une migration "courte". Le migrant quitte son île pour une durée qui oscille entre 1 mois et 1 an, le temps de séjour moyen étant de 6 mois. Les moments principaux de retour dans l'île d'origine se situent en juillet ou en août - période de la préparation des jardins vivriers - ou peu avant les fêtes de Noël.
- Le facteur "distance" joue un rôle essentiel. Le migrant, surtout dans ses premières tentatives, reste dans un environnement proche. Jusqu'en 1967, la répartition des aires de migration entre Vila et Luganville s'effectue principalement en fonction de la commodité et de la proximité. La circonscription des îles du Nord émigre essentiellement vers Luganville, celles du Sud, du Centre et d'une partie du Centre-Nord, vers Vila. Seule l'île de Paama répartit à peu près également ses migrants entre les deux zones urbaines.
- Dans le cadre de la migration circulaire, les mouvements de départ vers la ville ne sont pas les seuls : la mobilité inter-insulaire ou d'une zone rurale vers les plantations européennes continue à être importante. Souvent, avant de se risquer en ville, le migrant traditionnel effectue un ou deux séjours dans une plantation. Les gens de Tanna par exemple commencent à travailler dans les plantations qui entourent Port-Vila avant de chercher un travail en ville. La migration vers la ville n'intervient qu'en deuxième mouvement.

(1) Voir CHAPMAN (1972), BEDFORD (1971 et 1972).

— La migration traditionnelle est organisée. Elle est rarement une aventure purement individuelle. Le migrant part rejoindre un frère, un cousin ou un groupe de la même origine que lui. C'est à eux qu'il s'adressera pour trouver du travail et pour se loger. Certaines entreprises urbaines deviennent dès lors — souvent inconsciemment — le lieu privilégié de regroupement des habitants d'un village ou d'un groupe de villages. Par nature, la migration traditionnelle tend à reconstituer des "compagnies", de taille restreinte, et parfois aussi de véritables "communautés urbaines", fondées sur l'origine commune et structurées avec plus ou moins de force par l'autorité d'un leader et les liens de parenté.

Compagnies et communautés constituent un système d'entraide efficace et recréent un milieu de relations sécurisant qui atténue les inconvénients du déracinement. Par là le migrant ne rompt jamais complètement avec son milieu d'origine : à l'intérieur de la communauté, les nouvelles en provenance de l'île, les messages circulent. Au premier rappel venu du village, le migrant quittera du jour au lendemain l'emploi qu'il a trouvé. La maladie de l'un de ses proches, une fête traditionnelle, la participation à un "meeting" villageois sont souvent des raisons impératives de retour dans l'île natale. Parfois ce sont les anciens et les chefs qui trouvent que l'absence a assez duré et ordonnent au migrant de revenir : pour se marier s'il est célibataire, pour s'occuper de ses enfants et faire un jardin vivrier s'il est marié, dans certains cas parce qu'on a appris qu'il se tenait "mal".

L'organisation communautaire tend par conséquent à renforcer les moyens de contrôle des milieux de départ.

— Par ailleurs les causes conjoncturelles de la migration sont diverses. Il s'agit en effet essentiellement de répondre à des besoins nouveaux. Le migrant part dans l'idée de gagner rapidement à l'extérieur l'argent nécessaire à la réalisation d'un projet précis. L'un des plus répandus est celui de pouvoir acheter les tôles ondulées qui permettront de recouvrir et d'élever les murs d'une maison conforme aux modèles nouveaux. L'achat de barbelés, de têtes de bétail constitue également une source de motivation assez généralement répandue. A Tongoa, il n'est pas rare que plusieurs frères, cousins ou jeunes hommes d'un même village partent ensemble quelques mois à Vila pour pouvoir ensuite offrir en se cotisant le "prix de la fiancée" réclamé à l'un d'entre eux par son futur beau-frère. Ces cas de migration en équipe sont fréquents dans la migration traditionnelle. Parfois c'est tout un groupe d'hommes qui part "en compagnie" acheter le matériel nécessaire à la construction du temple villageois, une voiture ou un bateau qui servira à la collectivité.

Enfin, il n'est pas rare que le départ d'un migrant n'ait d'autre but que celui de "découvrir" le monde extérieur : connaître "la ville", goûter ses dérivés — notamment une certaine liberté — constitue en soi un motif qui semble devenir de plus en plus puissant, en particulier chez les jeunes. Dans ce cas la migration répond à une curiosité avant de répondre à un souci économique ; les besoins viendront ensuite. Elle représente un peu dans les sociétés néo-hébridaises d'aujourd'hui ce que "l'initiation" était autrefois. Elle "débrouille" le jeune homme et le confronte avec l'extérieur. Elle est source de prestige et d'expérience.

b — Aspects démographiques de la mobilité circulaire

C'est donc l'importance des liens avec le village d'origine qui constitue le trait fondamental de la migration circulaire. De là proviennent le caractère relativement bref des séjours en ville, leur instabilité et aussi leur aspect communautaire. Pour le migrant retrouver "les siens" est une façon de rester en contact avec son village. Il ne noue que fort difficilement des relations extérieures à son groupe et se considère en ville comme "de passage". Il ne cherche donc pas à s'adapter, ni à "s'installer". Ses exigences tant en matière de logement que de salaire sont limitées.

Ce caractère temporaire et instable de la migration circulaire explique la jeunesse de la population migrante et sa forte dominante masculine. Dans la plupart des cas les femmes restent en effet au village, ainsi que les anciens ou les hommes mûrs pour qui le temps du "voyage" est passé. A cet égard, le recensement de 1967 révèle l'importance de la classe d'âge comprise entre 15 et 30 ans et les taux élevés de masculinité au sein de la population migrante. A Port-Vila, nous n'avons, pour ces chiffres, retenu que les personnes nées hors de l'île de Vaté. A Luganville, en l'absence de village suburbain, c'est toute la population mélanésienne qui peut être considérée comme migrante.

Tableau 1 : Structure par classes d'âge et sex-ratio de la population migrante à Port-Vila (1967)

	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>	<u>Total</u>	<u>%</u>	<u>Sex-Ratio (1)</u>
Moins de 15 ans	275	214	489	18,2	128
Entre 15 et 30 ans	947	498	1.445	53,7	190
Entre 30 et 45 ans	301	169	470	17,5	178
Plus de 45 ans	166	120	286	10,6	138
TOTAL	1.689	1.001	2.690	100	169

(1) Le sex-ratio correspond ici au nombre des hommes pour 100 femmes.

Tableau 2 : Structure par classes d'âge et sex-ratio de la population migrante à Luganville (1967)

	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>	<u>Total</u>	<u>%</u>	<u>Sex-Ratio</u>
Moins de 15 ans	366	291	667	26,2	126
Entre 15 et 30 ans	747	358	1.105	44,2	209
Entre 30 et 45 ans	313	169	482	19,2	185
Plus de 45 ans	165	95	260	10,4	173
TOTAL	1.591	913	2.504	100	174

Les chiffres des tableaux ci-dessus, s'ils confirment la jeunesse de cette population (56,1 % des hommes à Vila ont entre 15 et 30 ans, 46,8 % à Luganville) et le déséquilibre global du sex-ratio, laissent toutefois apparaître d'autres nuances. En effet, l'émigration, bien que plus faible, persiste au-delà de 30 ans et même de 45 ans, tandis que le déséquilibre du sex-ratio s'atténue dans les classes d'âges plus âgées. Par ailleurs la proportion d'enfants de moins de 15 ans – plus d'un millier au total – nés dans des îles extérieures est considérable. Ce chiffre s'explique en partie par l'importance de la fonction scolaire : les centres urbains drainent en effet dès cette époque un nombre important d'enfants scolarisés nés dans des îles extérieures. Mais il apparaît bien aussi qu'en dehors des migrants célibataires, des familles se sont installées dans les zones urbaines et que dès 1967 celles-ci constituent environ le tiers du nombre total de la population migrante. Cette proportion est du reste normale et entre dans le modèle de la migration circulaire. Chaque compagnie ou communauté est en effet formée d'un noyau stable de migrants, employés, ouvriers qualifiés ou fonctionnaires qui souvent travaillent en ville depuis de longues années. Autour de ces quelques "anciens", vivant en familles, gravite la masse instable des migrants temporaires qui partagent leur temps entre la "ville" et le village.

Cette migration, structurée et organisée sur les liens très forts qui la rattachent aux milieux de départ, a commencé à être débordée aux alentours de 1970 par l'apparition de nouvelles formes de migration.

I.2. VERS LA MIGRATION SAUVAGE

La migration "sauvage" est un terme général qui comprend à la fois les formes nouvelles résultant de l'évolution interne de la migration circulaire, et celles plus radicales qui proviennent de l'apparition d'un type nouveau de migrants, pour qui les liens avec le monde rural traditionnel sont beaucoup moins importants. Dans les deux cas, c'est la régularité des retours dans l'île d'origine et la permanence des structures de groupe qui sont mis en cause.

L'absence périodique des hommes jeunes et des adultes contribue en effet à affaiblir la cohésion communautaire des villages de départ. Celle-ci sera donc d'autant moins apte à contrôler, à retenir ou tout au moins à faire revenir de façon régulière le migrant "isolé" en ville. Par ailleurs, ce dernier, s'il trouve, au bout d'un certain temps, un emploi satisfaisant, s'habitue à la ville et fera venir sa famille ; ses enfants iront à une école de Port-Vila ou de Luganville. Dès lors les liens avec le village d'origine deviennent de plus en plus ténus : la migration n'est plus circulaire, mais se fixe sur le lieu d'immigration. L'histoire schématique des migrations de deux hommes originaires de Tanna permet de mieux comprendre le passage d'un type migratoire à l'autre.

— Le premier, Charley S., originaire des White Sands à Tanna, peut être considéré comme un migrant circulaire-type. Il part très jeune (15 ans à son premier voyage) travailler sur les plantations européennes d'Efaté, mais n'y fait que de courts séjours, entre lesquels il revient à Tanna et participe à la vie villageoise. La période de la guerre pendant laquelle Charley s'embauche comme docker pour le compte de l'Armée américaine constitue un tournant. Par la suite les séjours extérieurs vont en effet tendre à s'allonger ; il sert à la Milice Française pendant plus d'une année, puis sur des bateaux. Il est toutefois rappelé à Tanna à plusieurs reprises par les anciens du village pour s'occuper de sa famille et de ses enfants. Aujourd'hui contremaître sur une plantation proche de Port-Vila et "leader" coutumier de la communauté formée par les gens de Tanna à Vila, il pense rentrer bientôt définitivement chez lui, afin de reprendre la vie de la coutume et préparer les fêtes de son enterrement ("...cela coûte moins cher aux White Sands qu'à Vila..."). Charley, dont l'âge se situe aux alentours de 60 ans, reste essentiellement un homme de Tanna qui n'a guère acquis de qualification professionnelle. Il ne se sent pas chez lui à Vila et pense qu'il est bientôt temps de revenir là où sont les siens et où reposent ses ancêtres.

— Le cas de Peter K. est différent. Celui-ci a en effet 32 ans. Il est du même village de Tanna que Charley, mais d'une autre génération. Ses premiers "voyages" sont ceux d'un migrant circulaire : il travaille d'abord dans une plantation, puis comme manoeuvre et laveur de voiture. La brièveté de ses séjours et le nombre des emplois occupés dénotent une grande instabilité. Toutefois, à la faveur de l'un de ses emplois, Peter acquiert une qualification : "chauffeur de bull". Il part dès lors à Nouméa où il reste un an et demi. A son retour, il revient chercher sa femme à Tanna, puis s'installe à Vila où il trouve un emploi de chauffeur de taxi. Il fait alors "compagnie" avec huit autres man-Tanna de la région des White-Sands, et achète un terrain dans un lotissement périphérique de Vila. Peter qui, depuis 3 ans, n'est plus revenu dans son île, ne se fixe pas de date de retour. Il est en fait sorti du cycle circulaire. Le séjour à Nouméa et le moment où Peter a acquis une qualification professionnelle ont été les principales phases du passage d'un type migratoire à l'autre. Pourtant Peter, tout comme Charley, reste fidèle aux structures de groupe.

Sur les franges du mouvement circulaire, des formes de stabilisation apparaissent donc, variables selon les îles d'origine, les classes d'âge et surtout la qualification professionnelle des migrants.

A Port-Vila, cette stabilisation apparaît surtout marquée dans les zones de migration ancienne et massive, notamment dans les îles de Paama, Shepherds et du Nord-Vaté. Par contre la migration reste plus largement circulaire dans les grandes îles (Tanna, Malikolo, Ambrym, etc.) où elle ne constitue encore qu'un phénomène récent et relativement plus limité si on la compare avec le nombre des habitants qui restent dans l'île.

Toutefois et indépendamment de l'évolution interne du système migratoire qui tend de plus en plus à modifier le rapport entre les migrants qui reviennent régulièrement dans leur île et ceux qui se fixent pour des durées plus longues en zone urbaine, un certain nombre d'événements ont contribué, à partir de 1971, à faire apparaître un nouveau type migratoire.

L'année 1971 fut en effet marquée par le passage de plusieurs cyclones qui dévastèrent les jardins et cocoteraies d'îles petites ou moyennes déjà fortement peuplées (îles Banks, îles Shepherds, etc.). En outre, les cours mondiaux du coprah ont enregistré cette année là une chute particulièrement brutale et rapide. Acheté jusqu'alors sur une base moyenne de 10.000 F NH la tonne, le coprah a vu son cours descendre en 1971 à 2.000 F NH. Malgré une remontée éphémère en 1973, les cours ont rechuté par la suite pour plafonner aux alentours de 4.000 F NH en 1975. Dans les îles fortement peuplées où le coprah représente la seule ressource exportable, cette chute des cours a provoqué un grave problème de manque à gagner, et poussé au départ vers les villes un nombre important de petits et moyens "planteurs" néo-hébridais.

Cette crise des milieux ruraux a par ailleurs coïncidé en 1971 avec ce qu'on appelle à Port-Vila, le "Boom". L'investissement de capitaux extérieurs à l'archipel provoqua en effet dans la capitale du Condominium une forte fièvre des activités de construction et par là un pressant appel de main-d'œuvre peu ou moyennement qualifiée sur les chantiers de construction. Cet appel de main-d'œuvre permit de résoudre partiellement la crise rurale en réactivant les mouvements migratoires.

En dehors de cette conjoncture favorable aux migrations, des causes de fond ont également joué, notamment les premiers effets d'une scolarisation qui depuis quelques années est devenue intensive. De nombreux jeunes ruraux, scolarisés et par là familiarisés avec le monde moderne, ont cherché un emploi en zone urbaine. Pour la plupart de ceux qui ont acquis un certain niveau d'études, ou tout au moins la maîtrise d'une langue européenne, "vivre au village" semble en effet devenir de plus en plus difficile. Pour des raisons tant sociales que culturelles, ils cherchent dès que possible à partir en ville et ne s'insèrent plus dans les cadres traditionnels de la migration circulaire.

Il en résulte l'apparition d'un type nouveau de migration, que par opposition à la migration circulaire, nous appellerons "sauvage", c'est-à-dire sans règles. En effet, qu'il s'agisse de paysans-planteurs plus ou moins ruinés et poussés à la ville par la crise du coprah ou de jeunes scolarisés en quête d'emploi, tous ceux-là migrent individuellement ou en petits groupes, ne se fixant pas de date de retour. On ne part plus en ville dans l'intention de n'y effectuer qu'un passage relativement bref, mais pour y vivre tant que cela sera possible et tant qu'il y aura de l'argent à gagner.

Les liens avec le milieu rural et les structures de groupe qui caractérisaient la migration circulaire sont donc beaucoup moins explicites que dans le cas précédent. Ces nouveaux migrants cherchent en effet à s'intégrer au milieu urbain de façon individuelle et non plus par le biais d'une compagnie ; chacun recherche, autant que faire se peut, sa propre place au soleil. Les migrants "sauvages" apparaissent dès lors comme un agrégat d'individualités perdant peu à peu leurs liens avec la coutume et avec les milieux ruraux dont ils proviennent.

Pour les villages, ces départs de jeunes que l'on ne contrôle plus par les structures de groupe équivalent à une perte sèche. Messages et nouvelles ne circulent plus, ou de façon beaucoup moins régulière. On ne connaît souvent ni l'adresse ni le travail de celui qui est parti, on ne sait même s'il reviendra un jour : une rupture, plus profonde que la simple séparation physique, s'est produite à l'intérieur du flux migratoire entre les communautés rurales et ceux qui sont partis.

A l'heure actuelle, pour les quelque 7.500 migrants mélanésiens établis, provisoirement ou définitivement, à Vila ou à Santo, les formes nouvelles de la migration sauvage tendent à l'emporter de plus en plus sur celles de la migration circulaire. Toutefois certaines compagnies, certaines communautés restent toujours très structurées ; pour certaines îles, la mobilité circulaire et les liens de groupe restent de rigueur (Tanna), alors que dans d'autres îles ils se désagrègent (îles du Nord-Vaté). En réalité, il n'y a pas (ou pas encore) substitution d'un type migratoire à un autre, mais coexistence au sein du mouvement de deux systèmes qui tendent de plus en plus à devenir contradictoires.

De cette présentation des systèmes migratoires, trois catégories "idéales" de migrants peuvent donc être déduites :

- le migrant circulaire traditionnel, qui reste essentiellement un rural en "transit", dont les temps de résidence en ville apparaissent relativement brefs et dont l'insertion dans le milieu urbain se fait par le biais de structures de groupe contrôlés par le milieu de départ (exemple de Charley S.) ;
- le migrant "fixé" qui a souvent été d'abord un migrant circulaire, mais qui ayant acquis une qualification professionnelle, a fait venir sa famille et vit en ville pour des durées plus longues. Il reste en général fidèle à des structures de groupe dont il constitue souvent le noyau stable. C'est le cas par exemple de Peter K. qui bien que "fixé" en ville, reste un homme de Tanna et réside sur un terrain acheté en compagnie avec d'autres migrants de la même île ;
- enfin, le migrant "sauvage", dernier venu du système migratoire, dont les liens avec la coutume et les structures de groupe apparaissent beaucoup plus atténués et qui privilégie un mode d'insertion individuel en milieu urbain. Il ne se fixe pas de date de retour en milieu rural, mais son "destin urbain" apparaît aléatoire et dépendant de l'emploi plus ou moins stable qu'il pourra obtenir.

Parmi ces trois grands groupes de migrants, les deux premiers appartiennent encore au système de migration traditionnel. En effet et même si les migrants "fixés" résultent d'une évolution logique survenue au sein de la migration

circulaire, les uns et les autres restent malgré tout étroitement liés aux milieux ruraux d'où ils proviennent et continuent à vivre dans des structures de groupe fondées sur la communauté d'origine. C'est seulement le rythme des retours dans l'île natale qui varie d'un groupe à l'autre.

En revanche, le dernier groupe, dans la mesure où il manifeste une rupture avec les milieux de départ et les structures communautaires ressort d'un type nouveau encore très informel et dont on ne sait comment il évoluera. C'est au sens propre du mot une migration sauvage et une fuite vers la ville.

1.3. CHANGEMENTS DANS LES FLUX DE MIGRATION

Entre 1967 et 1972, la tendance à l'élargissement de l'aire géographique de la migration s'est clairement manifestée.

L'examen des chiffres du recensement effectué par MAC ARTHUR et YAXLEY en 1967 révèle qu'à cette époque, ce sont les îles petites ou moyennes proches des zones urbaines qui fournissent les contingents de migrants les plus importants. A Port-Vila, les migrants originaires de la petite île de Paama, des petites îles du centre de l'archipel (îles Sherpherds, Emaé, Makura, Mataso) ou des îlots du Nord de Vaté (Nguna, Emau, Leleppa, Moso, Pelé) représentent en 1967 42,5 % de l'ensemble de la population migrante pour une population globale qui n'équivaut pas à 10 % de celle de l'ensemble de l'archipel.

En revanche, les migrants provenant de quatre des principales grandes îles du Nord et du Centre Nord de l'archipel : Aoba, Pentecôte, Santo, Malikolo ne représentent que 19 % du flux migratoire pour une population qui s'élève à 43 % du total de l'archipel. Dans la circonscription des îles du Sud, Tanna, relativement éloigné, fournit toutefois dès 1967 un important contingent migratoire : 16,6 % du total pour une population de 10.367 personnes, (13,5 % de l'ensemble de la population mélanésienne de l'archipel).

En 1972, cette répartition inégale à l'intérieur des flux de migration s'est atténuée. Les îles petites et moyennes de l'environnement d'Efaté conservent leur prééminence, mais diminuent en valeur relative. Les migrants en provenance de Paama, des îles Shepherds et du centre et les petites îles du Nord Vaté ne représentent plus à la fin de 1972 que 38,11 % de l'ensemble migratoire, ce qui reste malgré tout considérable. De même Tanna dont la population émigrée à Vila a crû entre ces deux dates de 54 % (soit plus de 10 % par an), régresse légèrement en valeur relative : 15,7 % contre 16 % en 1967.

Inversement, les "grandes terres" du Nord qui, en 1967, ne participaient que faiblement aux courants d'émigration augmentent leur représentation. La part ajoutée de Pentecôte, Malikolo, Aoba, Santo, pour ne citer que celles-ci, remonte à 28 %.

Tout se passe par conséquent comme si entre 1967 et 1972 une tendance à l'élargissement des aires de recrutement de la migration vers Vila s'était clairement manifestée. Les petites îles proches de Vaté conservent leur prééminence et accroissent encore leur quota, mais elles perdent en valeur relative ce que gagnent des îles qui jusqu'à présent restaient à l'écart de la migration. La migration vers Port-Vila a donc eu tendance à faire tache d'huile et à rectifier les distorsions du modèle de 1967. Ces tendances apparaissent clairement dans les tableaux ci-après :

Tableau 3 : La population migrante établie à Port-Vila
selon les principales îles d'origine. 1967-1972

	1967		1972	
	Nombre de migrants	Pourcentage par rapport au total des migrants	Nombre de migrants	Pourcentage par rapport au total des migrants
Banks et Torrès	29	1,1	68	2
Santo+ îlots (Aoré, Malo, etc.)	116	4,5	223	5,3
Aoba	81	3,11	266	6,3
Malikolo + îlots	187	7,2	437	10,3
Ambrym	266	10,2	346	8,2
Pentecôte	183	7,0	334	7,9
Paama	332	12,7	390	9,2
Tongoa	369	14,2	520	12,3
Emaé	88	3,4	168	4
Makura	86	3,3	109	2,6
Ilots du Nord Vaté (Nguna, Emau, Leleppa Moso, Pélé)	255	7,1	357	8,4
Tanna	432	16,6	666	15,7

Tableaux 4 et 5 : Population migrante établie à Port-Vila
et accroissement du solde migratoire selon les circonscriptions d'origine. 1967-1972.

	Nombre de migrants	Pourcentage par rapport au total des migrants	Nombre de migrants	Pourcentage par rapport au total des migrants	Différence 1967-1972	Pourcentage d'accroissement	Accroissement moyen annuel
	1967	%	1972	%		%	
Circonscription des îles du Nord	231	8,91	587	13,9	+ 356	152	30
Circonscription des îles du Centre Nord	976	37,51	1.514	35,8	+ 538	51	10,2
Circonscription des îles du Centre (Efaté, Fila exclus)	919	32,61	1.323	31,3	+ 404	44	8,8
Circonscription des îles du Sud	546	21	804	19	+ 258	47	9,4
TOTAL	2.673	100	4.228	100	+ 1.555	58	11,6

L'extension des flux de migration à des îles plus éloignées a été d'autant plus rapide que la population de ces îles ne migrat jusqu'ici que faiblement vers Port-Vila. La capitale du Condominium accentue par là sa vocation "nationale"; tandis qu'à l'inverse l'aire de recrutement de Luganville reste confiné sur une dimension plus étroitement régionale.

En 1972, 1.630 habitants mélanésiens de Luganville (1) sur 2.627, soit 62 %, sont originaires de la grande terre d'Espiritu Santo ou d'une des îles de la circonscription du Nord, tandis que 836, soit 32 %, proviennent des îles du Centre Nord : les îles du centre et du sud ne fournissent par contre que 6 % des migrants. Entre 1967 et 1972, un détournement partiel des flux de migration s'est donc produit au profit de Port-Vila. L'aire de recrutement de Port-Vila se renforce en effet dans les îles du Sud et du Centre et s'étend de plus en plus vers les grandes terres du Nord et du Centre-Nord de l'archipel (Malikolo, Aoba, Pentecôte, Ambrym) jusqu'ici orientées vers Luganville.

Par ailleurs l'examen de la composition démographique des flux de migration fait apparaître deux importantes corrélations :

— Les chiffres du recensement de 1967 (2) révèlent qu'à l'intérieur des flux migratoires la jeunesse des migrants (c'est-à-dire l'importance de la classe d'âge comprise entre 15 et 30 ans) est liée étroitement au taux de masculinité (nombre des hommes par rapport aux femmes) :

Tableau 6 : Sex-ratio et importance de la classe d'âge comprise entre 15 et 30 ans au sein de la population migrante de Port-Vila (1967)

	<u>Nombre d'hommes sur la population totale en %</u>	<u>Nombre d'hommes âgés de 15 à 30 ans en %</u>
Circonscription des îles du Nord	68,1	58,9
Circonscription des îles du Centre Nord	64,5	56,9
Circonscription des îles du Centre (Vaté exclu)	55,2	50,0
Circonscription des îles du Sud	70,5	61,8

— D'autre part, l'examen des sex-ratio dans les flux de migration établis en 1972 prouve que les taux de masculinité sont plus élevés dans les îles où l'extension de la migration a été récente, en particulier lorsque le solde migratoire reste encore relativement mesuré par rapport à l'ensemble de la population sédentaire. Dans les grandes îles du Nord, la population migrante ne représente par exemple jamais plus de 5 % de l'ensemble de la population sédentaire. A l'inverse dans les îles de migration ancienne, comme les îles petites et moyennes du centre de l'archipel, où le solde migratoire par rapport à la population sédentaire représente partout plus de 15 % de celle-ci, le nombre des femmes tend à l'intérieur du courant migratoire à équilibrer celui des hommes.

(1) En raison d'un découpage différent de la zone urbaine entre 1967 et 1972 les chiffres de recensement des populations migrantes ne sont pas directement comparables entre ces deux dates.

(2) Le recensement de 1972 est malheureusement muet sur les classes d'âge de la population migrante.

**Tableau 7 : Evolution du sex-ratio de la population migrante
entre 1967 et 1972 à Port-Vila (selon la circonscription d'origine)**

	1967			1972		
	Hommes	Femmes	Sex-ratio	Hommes	Femmes	Sex-ratio
Circonscription des îles du Nord	158	74	213	407	180	226
Circonscription des îles du Centre Nord	630	346	182	1.015	499	203
Circonscription des îles du Centre (Vaté exclu)	469	380	123	707	616	115
Circonscription des îles du Sud	385	161	239	552	252	219
TOTAL	1.682	991	170	2.681	1.547	173

Les taux de masculinité les plus élevés se trouvent dans les îles qui ont connu entre 1967 et 1972 les taux d'accroissement migratoires les plus rapides :

**Tableau 8 : Taux d'accroissement annuel de la migration
et évolution du sex-ratio entre 1967 et 1972**

	Taux d'accroissement annuel de la migration en %	Sex-ratio 1967	Sex-ratio 1972
Aoba	45,5	200	269
Malikolo et îlots	26,6	201	280
Pentecôte	16,4	200	275
Banks et Torrès	35,4	119	377

Cette situation est exactement contraire dans les îles de migration ancienne où les taux d'accroissement ont été plus mesurés :

	Taux d'accroissement annuel de la migration en %	Sex-ratio 1967	Sex-ratio 1972
Tongoa	8,2	128	118
Paama	3,4	167	121
Ilôts du Nord Vaté	8	136	104

Cette double corrélation est significative. L'élargissement des zones de migration s'est accompagné d'un certain glissement du système de migration. Les îles dont la migration s'accélère mais reste mesurée, voient prédominer un type de mobilité surtout constituée par des mouvements d'hommes seuls, célibataires ou mariés, mais laissant leur famille au village. En revanche dans les îles de migration ancienne et massive, le système migratoire évolue de plus en plus vers des déplacements de familles entières dont la tendance naturelle sera de se fixer beaucoup plus long-

temps en zone urbaine. Il s'ensuit que si la fixation en zone urbaine d'un nombre de plus en plus élevé de migrants est inscrite dans la logique de la migration pour peu qu'elle dépasse un certain seuil numérique, la mobilité circulaire proprement dite n'existe dans ses formes les plus "pures" que dans les îles où les flux de migration restent mesurés et relativement récents. En outre, dans certaines îles où le degré de scolarisation est élevé et la résistance des structures coutumières affaiblies, le système "s'affole" et perd ses moyens de contrôle : la migration devient alors "sauvage" et sort du cycle circulaire pour évoluer vers les formes classiques d'un exode rural.

Dans un autre texte (1), nous nous sommes penché sur la recherche des causes du mouvement migratoire, notamment dans sa relation avec des changements survenus à l'intérieur de milieux ruraux dont l'équilibre social et agraire apparaît fragile. Nous reviendrons sur ce problème dans notre conclusion. Il reste maintenant à cerner au sein des zones urbaines le comportement de la population migrante et sa répartition dans le tissu urbain.

(1) "Changements dans la vie rurale et mutations migratoires aux Nouvelles-Hébrides". Cahiers ORSTOM. Série Sciences Humaines, vol. XI, 1974. Voir aussi "The impact of population patterns and cash-cropping in increased urban migrations in the New Hebrides", à paraître dans "Pacific view point" (Wellington, 1977).

II - SITUATION SOCIO-PROFESSIONNELLE DE LA POPULATION MIGRANTE A PORT-VILA

L'enquête directe à base de questionnaires effectuée à Port-Vila de mai à juillet 1973 auprès de la population migrante mélanésienne et les résultats plus généraux du recensement effectué en 1972 sur l'ensemble des deux zones urbaines par le Bureau des Statistiques du Condominium (1) permettent de donner une image assez précise de l'évolution de la main-d'œuvre néo-hébridaise dans la capitale du Condominium.

II.1. L'EVOLUTION DE LA MAIN-D'OEUVRE NEO-HEBRIDAISE A PORT-VILA ENTRE 1967 ET 1972

La population active mélanésienne est passée à 3.948 personnes en 1972 ; elle en comptait 1.700 en 1965 (voir H. BROOKFIELD). Le pourcentage de la population active salariée représente par rapport à l'ensemble de la population 47,2 %. Par ailleurs, Port-Vila étant devenu un centre scolaire important, le nombre des enfants mélanésiens scolarisés s'élève aujourd'hui à 1.784, soit 21,4 % de l'ensemble de la population. Le tableau qui suit donne la répartition entre actifs et non actifs.

**Tableau 9 : La population mélanésienne de Port-Vila :
Répartition entre actifs et non actifs en 1972 (2)**

	Salariés	Cultivateurs non rémunérés	Travailleurs ménagers non rémunérés	Enfants non scolarisés	Ecoliers	Autres
Hommes	2.693	110	801	48	1.007	149
Femmes	1.051	94	709	819	777	77
Total	3.744	204	1.510	867	1.784	226

En 1972, le chômage apparaît pratiquement inexistant : seules 71 personnes se sont déclarées sans emploi au moment du recensement, mais il est à craindre que ce chiffre ne soit beaucoup plus élevé aujourd'hui depuis le ralentissement des activités de construction.

Cette population active se répartit selon les différentes branches d'activité de la façon suivante :

(1) Voir : "Recensement de la population et de l'habitat à Port-Vila et Luganville (29 octobre 1972). Tome I et II. Bureau de la Statistique du Condominium (HANSLOW, CHENAIS, PIERCE).

(2) Service des Statistiques.

Tableau 10 : Evolution de la composition socio-professionnelle de la population mélanésienne de Port-Vila entre 1965 et 1972

Secteurs d'activité	1965			1972			% d'accroissement de la main-d'œuvre néo-hébridaise
	Néo-Hébridais	Autres	% des N-H par rapport au total	Néo-Hébridais	Autres	% des N-H par rapport au total	
Personnel des professions scientifiques et techniques	129	128	50,1	163	324	33,5	+ 26,3
Directeurs et cadres administratifs supér.	—	110	—	—	105	—	
Cadres administratifs moyens et employés de bureau	56	207	21,3	235	432	35,2	+319,6
Personnel commercial et vendeurs	56	79	41,4	180	166	52,0	+221,4
Services	415	53	88,7	849	143	85,6	+104,5
Agriculture	558	49	92,0	327	49	87,0	— 41,4
Ouvriers, Manœuvres, Conducteurs d'engins	546	222	71,1	1.898	606	75,8	+247,6
Indéfinis	—	—	—	27	16	—	—
TOTAL	1.760	848	67,4	3.679	1.841	66,6	+109

Sources : Service des Statistiques (1972), *The Population of Port-Vila* (BROOKFIELD, 1965)

Ces chiffres révèlent qu'en quelques années les mutations ont été profondes. En 1965, date où BROOKFIELD fit son enquête, le nombre des ouvriers restait inférieur au tiers du total des néo-hébridais actifs (31 %) ; les agriculteurs (pour la plupart habitants des villages suburbains et ouvriers des plantations périphériques) constituaient un bloc pratiquement égal, ensuite venaient les gens de service (23,6 %) pour la plupart domestiques. Le personnel d'administration restait faible, de même que le personnel commercial.

Les Néo-Hébridais travaillant à cette époque à Port-Vila étaient donc pour la plupart des manœuvres sans qualification, des plantons ou des domestiques, tandis que la population des villages suburbains demeurait encore dans le cadre de l'agriculture villageoise (jardins vivriers et coprah).

En 1972, les activités urbaines s'étant développées, la composition professionnelle de la main-d'œuvre mélanésienne manifeste un certain nombre de changements.

La part des ouvriers passe de 31 à 52 % ; celle des activités de service reste inchangée par rapport à 1965 (23,2 % contre 23,6 %), tandis que les "agriculteurs" descendent de 31,7 % à 8,9 %. En outre il y a une nette progression des cadres administratifs moyens ou subalternes et des employés de bureau.

Les villages suburbains ont donc rompu avec leur isolement et se sont intégrés au contexte port-vilien : hommes et femmes sont pour la plupart devenus salariés en ville, tandis que l'agriculture n'existe plus qu'à l'état de jardinage complémentaire (1).

(1) On doit toutefois noter l'importance de plus en plus grande prise par le marché de Port-Vila tenu et ravitaillé en produits frais par les habitants des villages d'Erakor, Mélé et Eratap. (J.M. Philibert et R.G. Ward. Comm. personnelle).

La plus grande partie de l'augmentation de la population active a été absorbée par le secteur secondaire. En outre, le développement à Port-Vila du secteur tertiaire, administratif et commercial, s'est traduit par une certaine ouverture des emplois de bureaux aux Néo-Hébridais.

Les Mélanésiens qui n'occupaient en 1965 que 21,3 % des emplois du secteur tertiaire de l'Administration, représentent aujourd'hui 35,2 % de l'ensemble du personnel. La progression a été également sensible dans le secteur commercial, puisque les Néo-Hébridais y occupent aujourd'hui 52 % des emplois qualifiés contre 41,4 % en 1965.

On peut voir là les premiers résultats d'une politique de scolarisation à grande échelle commencée il y a une dizaine d'années et aussi les fruits d'une politique administrative qui a cherché précisément à ouvrir ces emplois aux Néo-Hébridais.

Le développement urbain s'accompagne donc d'une certaine évolution de la main-d'œuvre mélanésienne. Celle-ci tend à se hiérarchiser et à acquérir une meilleure qualification : le nombre des journaliers a augmenté entre 1965 et 1972, mais aussi celui des ouvriers qualifiés, des "cols blancs" et des cadres moyens. Les emplois exigeant une qualification représentent aujourd'hui près de 25 % de l'ensemble des emplois occupés par les Néo-Hébridais en zone urbaine.

II.2. LA MAIN D'ŒUVRE DU SECTEUR PRIVE

A. LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION (1)

En 1967, l'industrie du bâtiment employait 163 Néo-Hébridais à Port-Vila, pour la plupart manœuvres ou ouvriers semi-qualifiés. Le recensement de 1972 nous apprend qu'à la fin de cette année, elle en utilisait 833. L'écart entre ces deux chiffres mesure le développement considérable des activités de construction.

Sur les 833 "gens du bâtiment" employés en 1972, on comptait 643 manœuvres et 190 ouvriers, spécialisés ou qualifiés : peintres en construction (64), maçons et cimentiers (51), charpentiers (50), conducteurs d'engins spécialisés, etc...

C'est en effet dans le domaine des activités de construction que Port-Vila a connu à partir de 1971 un véritable "boom". Lors de notre enquête, en juin 1973, alors que la fièvre des chantiers commençait déjà à s'atténuer, nous avons compté sur Port-Vila la présence de 30 entreprises de construction de taille fort inégale il est vrai. Les deux tiers d'entre elles étaient de création récente et n'employaient qu'un personnel restreint : souvent un chef de chantier ou maçon qualifié, assisté d'une dizaine de manœuvres. Pour la plupart, ces entreprises artisanales sont spécialisées dans le domaine de la construction de villas individuelles et ont été créées par de petits entrepreneurs de souche vietnamienne ou chinoise. On doit toutefois remarquer que trois d'entre elles, employant au total quantante ouvriers, ont été créées par des entrepreneurs mélanésiens. La plus importante, "Efaté Construction" travaille surtout à la construction de petites maisons individuelles dans les villages suburbains et est orientée vers une clientèle autochtone. Les deux autres sont par contre plus généralement orientées vers les marchés que leur ouvre l'Administration dans les îles : construction d'écoles, de coopératives, etc...

Quelques entreprises de taille moyenne, australiennes, néo-zélandaises ou même américaines (M.J. Builders, Mendana Cie, Fletcher, Pacific concrete, Sohoco, Ims) se sont établies récemment dans le sillage de projets immobiliers anglo-saxons. Toutefois les plus grosses entreprises, celles qui emploient en permanence plus de 50 personnes et pour deux d'entre elles plus d'une centaine, sont de création plus ancienne et de juridiction française (SMET, SELB, Martinez, Robert, etc...). C'est à elles que reviennent en général les gros chantiers (bâtiments administratifs, hôtels, etc...) (2).

(1) En 1975 la plupart de ces entreprises ont disparu.

(2) En 1975 par suite de la récession, beaucoup des petites ou moyennes entreprises ont fermé leur porte, certainement plus de la moitié. A l'heure actuelle les travaux commandés par l'Administration restent le principal débouché des entreprises de construction.

L'encadrement de ces entreprises est en général dense et fait appel à de nombreux éléments expatriés : chefs de chantiers et ouvriers qualifiés sont souvent italiens, un certain nombre d'ouvriers sont recrutés sous contrat aux îles Fidji et aux Tonga. Pour les 19 principales entreprises de construction de Port-Vila, la composition de la main-d'œuvre par ethnie d'origine, au moment de l'enquête, est la suivante :

Tableau 11 : La main-d'œuvre des entreprises de construction et de terrassement : degré de qualification et répartition ethnique (pour 19 entreprises)

	<u>Européens</u>	<u>Asiatiques</u>	<u>Autres Pacifiques (1)</u>	<u>N.H.</u>	<u>TOTAL</u>
Direction, cadres	20	8	3	3	34
Maîtrise et ouvriers qualifiés	49	14	90	32	185
Manceuvres semi-qualifiés et ouvriers spécialisés	—	—	32	109	141
Manceuvres	—	—	—	537	537
TOTAL	69	22	125	681	897

(1) Il s'agit en général d'ouvriers fidjiens, tongiens ou wallisiens.

Les Néo-Hébridais constituent la quasi-totalité des manœuvres et 78 % des ouvriers spécialisés ; par contre, leur proportion tombe à 17 % en ce qui concerne les ouvriers qualifiés et les cadres de maîtrise.

La forte présence d'éléments expatriés de souche océanienne s'explique par le fait que lors du boom des activités de construction, les besoins en main-d'œuvre qualifiée furent aggravés par les départs nombreux d'ouvriers néo-hébridais qu'attiraient à Nouméa des salaires plus élevés. Ces départs étaient d'autant plus graves qu'ils affectaient en général un personnel déjà qualifié et formé par les entreprises locales. Pour les remplacer, celles-ci firent appel à des ouvriers fidjiens ou tongiens recrutés sous contrat. Bien que certains d'entre eux ne soient pas plus qualifiés que les Néo-Hébridais, ils présentaient l'avantage d'être stables et, liés par leur contrat, de ne pouvoir quitter leur travail sans l'accord préalable de leur employeur.

Aujourd'hui le nombre des ouvriers d'origine extérieure tend à diminuer, d'une part parce que de nombreux ouvriers qualifiés sont revenus de Nouméa, de l'autre, parce que le ralentissement des activités de construction s'est accentué à la fin de l'année 1973.

A l'intérieur des trois plus grandes entreprises, l'éventail des salaires est le suivant :

Tableau 12 : Main-d'œuvre et masses salariales pour trois grandes entreprises de construction : masses salariales et qualification

	Néo-Hébridais	Autres	Total	Masse salariale mensuelle (F.NH)	Moyenne salariale mensuelle (F.NH)
Direction, Cadres	—	14	14	—	—
Maîtrise, ouvriers qualifiés	21	103	124	3.309.356	26.688
Ouvriers et manœuvres spécialisés	24	7	31	434.140	14.004
Manœuvres	298	—	298	2.376.891	7.976
TOTAL	343	124	465	6.120.387	13.105

B. LA MAIN-D'ŒUVRE NEO-HEBRIDAISE DES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION

Par enquête directe sur les chantiers des entreprises SMET, SELB, Martinez, Robert, Tanh, Caille, Vuvant, Rossi, M.J. Builders, Pacific Concrete, Gubbay, etc., nous avons interrogé 470 salariés néo-hébridais, ce qui donne un échantillon assez largement représentatif de cette main-d'œuvre et permet d'en dégager les caractères généraux.

a - Origine géographique

Tableau 13 : Main-d'œuvre néo-hébridaise : origine géographique et degré de qualification (classement par groupes d'îles)

	Manœuvres		Manœuvres spécialisés		Ouvriers qualifiés		TOTAL	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Banks, Santo et îlots	5	1,3	5	6,3	4	14,9	14	2,9
Aoba, Pentecôte, Malikolo et îlots, Maewo	109	30,7	20	25,3	7	25,9	136	28,9
Ambrym - Lopévi	22	6,0	5	6,3	3	11,1	30	6,4
Paama	25	6,4	2	3,6	—	—	27	5,7
Iles du Centre	144	40,0	36	45,0	6	22,2	186	39,3
Iles du Sud	40	10,9	6	7,6	2	7,4	48	10,2
Vila, Vaté, îlot Vila	19	5,5	5	6,3	5	18,5	29	6,15
TOTAL	364	100	79	100	27	100	470	100

— Avant l'essor des activités de construction, les entreprises recrutait en priorité leur personnel dans certaines îles du Centre : Tongoa, Emaé, petites îles du Nord-Vaté et pour le Sud de l'Archipel, Tanna.

Ces îles conservent aujourd'hui dans le recrutement des chantiers leur prééminence absolue. Par exemple, 50 % des manœuvres, 52 % des ouvriers spécialisés, 30 % des ouvriers qualifiés proviennent des petites îles du Centre

de l'Archipel. Ce sont en particulier les migrants originaires des îles Shepherds et des îles du Nord-Vaté qui fournissent les lots les plus importants de manœuvres et d'ouvriers spécialisés. Parmi eux, une place spéciale est à faire aux gens d'Emaé qui se sont spécialisés dans les métiers de maçon et de charpentier et que les entrepreneurs considèrent comme leur meilleure main-d'œuvre.

Cette permanence indique qu'une certaine stabilité existe entre les flux migratoires et les secteurs d'activité qui les absorbent. Les gens des Shepherds, qui pendant longtemps ont fourni l'essentiel de la main-d'œuvre des chantiers, gardent l'habitude de venir y travailler. Cette fidélité à un type d'activité est également une fidélité à l'entreprise. Le migrant qui, pour une raison ou une autre, cesse de travailler et repart dans son île, cherche, lors de son retour, à retrouver le travail qu'il avait dans l'entreprise qu'il a quittée.

— Cette permanence n'empêche pas l'émergence de facteurs nouveaux. L'accroissement du nombre des migrants en provenance des îles du Nord de l'Archipel se traduit en effet par une forte augmentation de leur représentation sur les chantiers (32 % des manœuvres, 31 % des ouvriers spécialisés, 40,7 % des ouvriers qualifiés). On note toutefois le degré de qualification déjà plus élevé de cette main-d'œuvre, dû en grande partie à la scolarisation ancienne de ces îles.

— Les migrants originaires de Tanna sont en réalité certainement plus nombreux sur les chantiers que ne l'indiquent nos chiffres : certains d'entre eux refusèrent en effet de répondre lors de l'enquête (1). On remarque parmi eux la faiblesse du nombre d'ouvriers qualifiés et la prédominance des manœuvres.

— Les migrants originaires de Vaté, en particulier de Port-Vila et de ses villages suburbains, sont en revanche peu représentés sur les chantiers de même que certaines îles de migration ancienne comme Paama.

Pour l'essentiel, le recrutement des chantiers de construction fait donc appel à une main-d'œuvre qui est fournie par la migration : 95 % des manœuvres, 94 % des ouvriers spécialisés et 82 % des ouvriers qualifiés sont nés à l'extérieur de Vaté.

b - Statut familial

Tableau 14 : Statut familial de la main-d'œuvre néo-hébridaise employée sur les chantiers de construction

Statut familial	Manœuvres		Manœuvres semi-qualifiés		Ouvriers qualifiés		TOTAL	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Célibataires	190	59,5	17	33,3	4	16,6	211	53,5
Mariés sans leur famille à Vila	64	20,06	12	23,5	3	12,5	79	20,05
Mariés avec leur famille à Vila	66	20,4	22	43,1	17	70,8	104	26,4
TOTAL	319	100	51	100	24	100	394	100

Plus de la moitié de cette main-d'œuvre est constituée de célibataires (53,5 %), et de chefs de famille ayant laissé leur femme et leurs enfants dans l'île d'origine (20 %), soit 73,5 % d'hommes seuls.

Les proportions sont plus élevées parmi les manœuvres non spécialisés (presque 80 % d'hommes seuls) ; elles diminuent par contre au fur et à mesure que le degré de qualification s'élève : les «hommes seuls» (célibataires

(1) L'enquête eut lieu en effet à l'époque où se produisaient à Tanna les premiers événements liés à la présence d'A. Fornelli. Beaucoup de man Tanna, par méfiance, se refusèrent alors à tout contact.

et mariés sans leur famille) ne sont plus que 56,8 % parmi les ouvriers spécialisés ou semi-qualifiés et 29,2 % parmi les ouvriers qualifiés.

— Cette distorsion entre le statut familial du personnel qualifié et celui du personnel non-qualifié révèle l'appartenance à deux types migratoires bien distincts. La prédominance des célibataires et hommes seuls parmi les journaliers indique en effet une forte proportion de migrants circulaires. A l'inverse le nombre plus grand d'hommes mariés résidant avec leur famille à Vila révèle chez les ouvriers qualifiés et certains ouvriers spécialisés une population plus stable, fixée ou en cours de fixation dans la zone urbaine.

c - Ancienneté et stabilité dans l'entreprise

Tableau 15 : Ancienneté dans l'entreprise de la main-d'œuvre néo-hébridaise employée sur les chantiers de construction et degré de qualification

Ancienneté dans l'entreprise	Manœuvres		Manœuvres semi-qualifiés.		Ouvriers qualifiés		TOTAL	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Moins de 6 mois	205	64,4	10	17,8	2	8,2	217	55,2
De 6 mois à 1 an	73	23,0	9	17,6	3	12,5	85	21,6
De 1 an à 5 ans	40	12,6	26	51,0	6	25,0	72	18,3
Plus de 5 ans	—	—	6	11,6	13	54,2	19	4,8
TOTAL	318	100	51	100	24	100	393	100

— Plus de 87 % des manœuvres employés sur les chantiers ont moins d'un an d'ancienneté dans l'entreprise où ils travaillent, 64 % d'entre eux moins de 6 mois. L'enquête a révélé par ailleurs que pratiquement 10 à 15 % de l'effectif des manœuvres se renouvelait chaque mois par suite de départs imprévus.

L'instabilité de la main-d'œuvre peu qualifiée apparaît donc ici réelle, ce qui n'a rien d'inattendu. Par contre, on obtient des chiffres diamétralement opposés en ce qui concerne le personnel néo-hébridais qualifié : 79 % des ouvriers qualifiés et 62 % des manœuvres semi-qualifiés travaillent dans leur entreprise depuis plus d'un an.

— Cette distinction reflète une réalité apparue tout au long de l'enquête : chaque entreprise de construction est constituée par un noyau plus ou moins grand d'ouvriers qualifiés ou semi-qualifiés extrêmement stables. Ceux-ci, d'une façon générale, s'occupent de l'embauche des manœuvres et de leur formation sur le tas. Les règles de solidarité dans le choix du recrutement apparaissent dès lors très puissantes, surtout lorsque l'offre sur le marché du travail tend à se rétrécir. De véritables groupes fondés sur l'origine commune et des liens de parenté tendent ainsi à se constituer au sein des entreprises et à se renouveler par cooptation. L'instabilité des individus est dans ce cas compensée par la permanence du groupe au sens large et plus particulièrement par celle des ouvriers semi-qualifiés ou qualifiés qui en constituent l'ossature.

d - Temps de résidence à Port-Vila

Si l'on porte sur un graphique, d'une part les années d'arrivée des migrants, de l'autre la fréquence cumulée du nombre des arrivées au cours de ces années, on obtient une courbe dont il est possible de déduire le temps médian de résidence des migrants, ainsi que le quartile inférieur et le quartile supérieur.

Tableau 16 : Temps de résidence à Port-Vila de la population migrante employée sur les chantiers de construction et degré de qualification (Echantillon portant sur 392 personnes)

Années de résidence à Port-Vila	Manœuvres	Manœuvres semi-qualifiés	Ouvriers qualifiés	TOTAL
Médiane	6 mois	3 ans 8 mois	10 ans 8 mois	8 mois
Quartile supérieur	1 an 5 mois	10 ans 5 mois	18 ans 5 mois	2 ans
Quartile inférieur	2 mois	1 an 2 mois	4 ans 8 mois	4 mois

Les temps médians de résidence apparaissent là aussi extrêmement contrastés selon le degré de qualification. L'enquête ayant été réalisée en juin 1973, on peut en déduire que plus de la moitié des manœuvres employés sur les chantiers sont arrivés durant l'année en cours, alors qu'inversement 54 % des ouvriers qualifiés étaient «fixés» à Vila depuis une époque antérieure à 1966.

e - Modes de logement

Tableau 17 : Modes de logement et degré de qualification de la population employée sur les chantiers de construction à Port-Vila

Modes de logement	Manœuvres		Manœuvres spécialisés		Ouvriers qualifiés		TOTAL	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Locataires	87	25,1	15	25,9	7	28,0	109	25,4
Logés par l'employeur	123	35,5	22	37,9	8	32,0	153	35,6
Hôtes gratuits	74	21,4	9	15,5	4	16,0	87	20,3
Propriétaires en communauté	47	13,6	4	6,9	—	—	51	11,9
Villages suburbains	5	1,5	4	6,9	2	8,0	11	2,6
Propriétaires individuels	10	2,9	4	6,9	4	16,0	18	7,9
TOTAL	346	100	58	100	25	100	429	100

Qu'ils soient manœuvres résidant pour quelques mois à Port-Vila ou bien ouvriers qualifiés, fixés depuis plusieurs années à Port-Vila, le logement ou plus exactement la difficulté de se loger reste la même. Ce qui révèle l'amplitude du problème.

La proportion des «propriétaires individuels» est en effet infime. Par contre 60 % des migrants sont soit locataires — ils se groupent en général à plusieurs pour louer une chambre —, soit logés par l'employeur, le plus souvent à titre gratuit, mais dans les deux cas, dans des conditions de logement et d'entassement souvent défectueuses.

Un peu plus de 20 % des migrants — en général les plus jeunes — sont accueillis à titre d'hôte par leurs parents déjà logés à Vila ; en général par une sœur ou par une belle-sœur travaillant comme domestique chez un Européen et à ce titre logée par celui-ci.

Les migrants qui trouvent à se loger dans un habitat communautaire sont les membres de «communautés»

qui ont acheté collectivement des terrains à Vila (Sea-Side, Tagabé, Namburu, etc...). En général, le degré d'entassement de ces parcelles n'a rien à envier à celui des baraques de location ou des logements de certaines entreprises privées.

Ces chiffres révèlent encore la force de la solidarité ethnique et des liens de parentés. C'est grâce à eux que le migrant arrive à se loger, soit comme hôte, soit dans une structure communautaire, soit même chez son employeur.

Nous présenterons de façon plus brève les principaux caractères généraux apparus, lors de l'enquête, dans les autres secteurs professionnels.

C. LES MAISONS DE COMMERCE

Après les chantiers de construction, les grandes maisons de commerce constituent le deuxième grand secteur d'activité utilisant une main-d'œuvre néo-hébridaise importante.

A l'heure actuelle, les trois principales maisons de commerce de la ville emploient 301 Néo-Hébridais.

Tableau 18 : Répartition de la main-d'œuvre néo-hébridaise dans les grandes maisons de commerce en fonction de leur degré de qualification. Comparaison avec les autres ethnies. (Burns Philp, Hebrida, Ballande).

Qualification	Européens	Asiatiques	Autres Pacif.	N.-H.	Total	% des N.-H.
Cadres supérieurs	11	—	—	—	11	—
Cadres moyens	27	—	—	1	28	3
Employés de bureau	43	3	4	13	63	20
Vendeurs	29	3	7	31	70	44
Ouvriers qualifiés ou semi-qualifiés	6	7	19	91	123	74
Manceuvres	—	—	—	165	165	100
TOTAL	116	13	30	301	460	65,43

Plus de la moitié de cette main-d'œuvre est composée de manœuvres et de manutentionnaires (165) ; les maisons de commerce emploient également 123 Néo-Hébridais comme employés spécialisés ou qualifiés (chauffeurs, pointeurs, chefs magasiniers, vendeurs, surveillants, etc...), ceux-ci constituent 74 % de l'ensemble de cette catégorie du personnel.

Les salaires varient d'une maison de commerce à l'autre, ce qui rend difficile d'en présenter une moyenne représentative. En règle générale, le salaire moyen qui est versé aux manœuvres journaliers est inférieur à celui des chantiers de construction : entre 6.500 F en moyenne dans les maisons de commerce contre 8.000 F sur les chantiers. Le travail plus dur demandé sur les chantiers justifie cette différence. Mais en revanche, les salaires du secteur commercial montent plus vite pour les emplois qualifiés : entre 16.000 et 25.000 F pour les emplois spécialisés (vendeurs, surveillants, etc...), entre 27.500 et 32.000 pour les secrétaires, teneurs de livre, aides-comptables, etc...

Installées depuis longue date à Vila, les maisons de commerce ont eu le temps de former et de s'attacher un personnel local au sein duquel certains Néo-Hébridais ont pu acquérir une qualification : ainsi 44 % des vendeurs et 20 % des employés de bureau sont des Néo-Hébridais. De cet «enracinement» plus ancien des entreprises commerciales à Port-Vila découle une main-d'œuvre néo-hébridaise mieux insérée dans les structures urbaines que la population mouvante et instable des chantiers de construction.

Origine géographique

**Tableau 19 : Néo-Hébridais employés dans les maisons de commerce :
origine géographique et degré de qualification
(échantillon portant sur 176 employés de Burns Philp et des C.F.N.H.).**

Iles d'origine	Manœuvres		Employés spécialisés		Employés qualifiés		TOTAL	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Banks, Santo et îlots	3	2,3	1	2,4	1	14,3	5	2,8
Aoba, Pentecôte, Malikolo et îlots, Maewo	15	11,7	8	19,5	1	14,3	24	14,7
Ambrym, Lopévi	11	8,6	2	4,9	1	14,3	14	7,9
Iles du Centre, Paama inclus	71	55,4	17	41,4	1	14,3	89	50,5
Iles du Sud	6	4,7	1	2,4	—	—	7	3,9
Efaté, Vila, Fila	21	16,4	12	29,2	3	42,8	36	20,4
TOTAL	127	100	41	100	7	100	175	100

Presque les trois-quarts des employés des maisons de commerce sont originaires de Port-Vila, des villages suburbains ou des îles de migration ancienne : îlot du Nord Vaté et Paama. Les migrants originaires des grandes îles du Nord ou du Sud (Tanna) sont à l'inverse peu représentés.

On remarque également que 30 % des emplois semi-qualifiés et 43 % des emplois qualifiés sont détenus par des originaires de Vaté et des villages suburbains. Par contre les migrants originaires des petites îles du Centre de l'Archipel constituent 55 % des manœuvres et seulement 14 % des emplois qualifiés.

Parmi ceux-ci notons la forte représentation des gens de Paama qui occupent 25,8 % des postes de manœuvres et 9,8 % des emplois spécialisés des maisons de commerce. Cette représentation est également forte pour certaines petites îles du Nord de Vaté (Nguna) ou des Shepherds (Buninga) ; par contre les Tongoans sont rares.

L'ancienneté des maisons de commerce explique que leur recrutement soit orienté vers les villages sub-urbains et les franges les plus anciennes de la migration.

— On retrouve par ailleurs au sein de ce personnel la même distorsion que celle qui existe dans les chantiers de construction. Les hommes seuls (célibataires ou mariés sans leur famille à Port-Vila) prédominent parmi les manœuvres (66,6 %) : ils sont par contre de moins en moins nombreux au fur et à mesure que le degré de qualification s'élève.

**Tableau 20 : Statut familial et degré de qualification
(Echantillon portant sur 176 personnes)**

Statut familial	Manœuvres		Employés semi-qualifiés		Cadres moyens		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Célibataires	63	49,2	18	43,9	2	28,6	83	47,2
Mariés sans leur famille à Vila	21	16,4	1	2,4	1	14,2	23	13,0
Mariés avec leur famille à Vila	44	34,4	22	53,17	4	57,2	70	39,8
TOTAL	128	100	41	100	7	100	176	100

— Il en va de même en ce qui concerne l'ancienneté dans l'entreprise : 56,2 % des journaliers travaillent dans la même entreprise depuis plus d'un an, tandis que cette proportion dépasse 90 % chez les cadres moyens ou subalternes.

**Tableau 21 : Ancienneté dans l'entreprise
(Echantillon portant sur 176 personnes)**

Ancienneté dans l'entreprise	Manœuvres		Employés semi-qualifiés		Cadres moyens		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Moins d'un mois	9	7	1	2,4	—	—	10	5,7
De 2 à 6 mois	33	25,8	3	7,3	—	—	36	20,4
De 6 mois à 1 an	14	10,9	2	4,9	—	—	16	9
De 1 an à 5 ans	47	36,7	18	43,9	—	—	65	36,9
Plus de 5 ans	25	19,5	17	41,4	7	100	49	27,8
TOTAL	128	100	41	100	7	100	176	100

Toutefois et même au niveau des journaliers, on remarque une stabilité plus grande de la main-d'œuvre des entreprises commerciales. Les chefs d'entreprise admettent d'ailleurs que 5 % de leurs manœuvres se renouvellent tous les mois, ce qui représente un taux de mobilité relativement plus faible. De même en ne considérant que la population migrante née à l'extérieur de Vaté, les temps médians de résidence apparaissent assez élevés : 2 ans et 6 mois pour les manœuvres, mais 9 ans et 2 mois pour les cadres subalternes, plus de 19 ans pour les cadres moyens.

La plus grande stabilité de cette main-d'œuvre, surtout si on la compare à l'extrême mobilité qui règne sur les chantiers de construction, va donc de pair avec la plus grande ancienneté des flux migratoires dont elle provient.

— En dehors des habitants des villages suburbains, les types de logement de la population migrante employée par les maisons de commerce sont toutefois à peu près les mêmes que ceux qui prédominent dans les chantiers de construction. Location, hospitalité gratuite, logement par l'employeur ou sur un terrain communautaire, constituent en effet les quatre modes principaux de logement. Les propriétaires individuels ne sont qu'une infime minorité :

**Tableau 22 : Modes de logement et degré de qualification
du personnel employé par les maisons de commerce**

Modes de logement	Manœuvres		Employés semi-qualifiés		Employés qualifiés		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Locataires	36	29,1	6	14,6	2	29,6	44	25,0
Logés par l'employeur	22	17,2	14	34,1	1	14,3	37	21,0
Hôtes gratuits	34	26,5	7	17,1	2	29,6	43	24,4
Habitat communautaire	20	15,6	2	4,9	1	14,3	23	13,1
Villages suburbains	12	9,4	4	9,7	1	14,3	17	9,6
Propriétaires individuels	4	3,1	8	19,5	—	—	12	6,8
TOTAL	128	100	41	100	7	100	176	100

Qu'il s'agisse par conséquent d'une population migrante aux racines urbaines déjà anciennes et dont la qualification professionnelle commence à se dessiner ou d'une population installée de fraîche date, non qualifiée et beaucoup plus mouvante, le problème du logement ne semble pas mieux résolu dans un cas que dans un autre.

D. AUTRES ENTREPRISES PRIVÉES

a - La SMAT

Cette entreprise portuaire qui a remplacé l'ancien chalandage, autrefois assuré par les maisons de commerce, utilise en permanence une vingtaine de Néo-Hébridais dans des emplois qualifiés ou semi-qualifiés et environ 160 dockers, employés par roulement pour le chargement et le déchargement des bateaux.

Ces dockers sont divisés en huit équipes de vingt manœuvres chacune, qui, depuis une habitude déjà ancienne, sont fournies par les villages suburbains de Port-Vila et les îlots du Nord de l'île. En 1973, on comptait deux équipes pour l'îlot Vila, une à Pango, une à Eratap, une autre constituée par la communauté de Paama établie à Sea-Side, deux autres enfin à Nguna et à Emau.

Les chefs d'équipe, nommés par le chef du village s'occupent du recrutement et distribuent les tâches sur le quai. En règle générale, la cohésion et le sérieux de l'équipe dépendent de la personnalité de son chef et de la persistance des structures traditionnelles de pouvoir et de parenté qui constituent le «lien communautaire». Emau, Fila, Pango présentent les équipes les plus sérieuses ; à l'inverse, il devient difficile de compter sur les gens de Nguna. Quant à ceux d'Erakor, l'effondrement des structures traditionnelles de ce village, l'absence d'autorité du chef et la rupture qui semble s'y accentuer entre les jeunes et les anciens ont rendu impossible la constitution d'une équipe stable.

Ces équipes travaillent par à coup ; en général 8 à 15 jours de travail intensif sur le port (12 heures par jour) sont suivis d'un temps de repos pratiquement égal. Ce rythme paraît bien adapté à une population suburbaine qui reste encore de structure villageoise et paysanne, les temps morts étant occupés au travail des jardins ou à l'élevage (le coprah est aujourd'hui pratiquement abandonné).

Toutefois, on constate un certain vieillissement des équipes. En dépit des salaires relativement élevés, les jeunes préfèrent un travail moins pénible et plus régulier — en particulier dans le secteur administratif. Le métier de

«doker-paysan» qui a, pendant longtemps, constitué le débouché majeur des villages de l'environnement urbain semble souffrir d'un certain discrédit de la part des jeunes générations. Sans doute parce que celles-ci sont de moins en moins paysannes et privilégient des structures professionnelles plus urbaines. Aujourd'hui, ce sont surtout des hommes mûrs vivant dans une perspective villageoise traditionnelle qui constituent les meilleurs dockers. Il est probable qu'à l'avenir le personnel de chalandage sera fourni par des migrants provenant d'îles extérieures plus lointaines.

b - L'UNELCO-SOCOMETRA

Cette entreprise, dont le nombre des employés néo-hébridais approche la centaine, présente une structure d'emploi assez proche de celle des chantiers de construction.

En raison de son degré élevé de technicité, les cadres moyens ou supérieurs sont des expatriés ; les Néo-Hébridais sont à 90 % des manœuvres journaliers, 10 % d'entre eux seulement bénéficient d'une certaine spécialisation.

Les originaires de Port-Vila ou les migrants originaires des îles du Centre sont peu nombreux. En revanche, les man-Tanna de la région des White-Sands – région restée très coutumière – forment plus de 70 % des manœuvres. De cette prédominance de migrants ruraux, familiers des mouvements circulaires, découlent un certain nombre de caractères généraux :

– Les célibataires constituent en effet 68 % du total des manœuvres et la proportion des hommes mariés dont les femmes ne résident pas à Vila représente encore 19 %, soit 87 % d'hommes seuls. Ce qui est un taux supérieur à celui des manœuvres de la construction.

– En revanche, la stabilité au sein de l'entreprise s'avère plus élevée que sur les chantiers de construction. En effet, 57 % de manœuvres sont employés dans la même entreprise depuis plus de 6 mois, contre seulement 37 % dans la construction. Il semble ici qu'une certaine homogénéité dans l'aire de recrutement ait permis une meilleure stabilité du personnel. Les gens de Tanna qui ont tendance à considérer l'entreprise comme leur, y restent plus volontiers fidèles que lorsqu'ils se trouvent en minorité par rapport à d'autres ethnies.

Cette stabilité dans l'entreprise est d'autant plus surprenante que par ailleurs les temps de résidence à Vila de cette main-d'œuvre sont relativement brefs : 50 % des manœuvres n'ont pas plus de 8 mois de résidence en ville et 25 % depuis seulement 3 mois. Cette main-d'œuvre, bien que fidèle à son entreprise, apparaît donc relativement instable et ne présente pas de tendance à la fixation. La plupart des manœuvres et ouvriers sont logés par l'entreprise, quelques uns d'entre eux louent à plusieurs des chambres de location à Numbatree.

c - Les hôtels

Les trois complexes hôteliers de Port-Vila employaient, en août 1973, 134 Néo-Hébridais, dont 95 emplois peu qualifiés, 24 serveuses, 11 employés de réception et 4 employés administratifs (emplois qualifiés ou semi-qualifiés).

Les salaires moyens du personnel peu ou moyennement qualifiés variaient entre 6.000 et 9.000 F NH par mois (suivant les hôtels) et plafonnaient à 13.000 pour le personnel de réception et 20.000 pour les employés administratifs.

On retrouve encore, suivant les hôtels, la prédominance d'une aire de recrutement privilégiée : 62 % du personnel du LAGON est en effet originaire de Vaté : femmes et filles d'Erakor formant la masse des serveuses, aides-cuisinières et lingères. Sur les 19 employés de l'Hôtel ROSSI, 13 sont des Paama.

D'une façon générale, le personnel de l'hôtellerie est originaire de l'île de Vaté, en particulier des villages suburbains (51 % du total) ou de Paama (21 %). D'où une certaine stabilité de cette main-d'œuvre : 70 % travaillent dans l'entreprise depuis plus de 6 mois, 56,1 % depuis plus d'un an.

En ce qui concerne le mode de logement, et en dehors des habitants des villages du pourtour suburbain de Port-Vila qui échappent à ces problèmes, on remarque une forte prédominance d'employés logés par les hôtels (35,61 %) et la même absence de propriétaires individuels (1,4 %) que dans la construction ou les maisons de commerce.

d - Les plantations péri-urbaines

Pour les habitants de Port-Vila et l'ensemble des migrants, le travail dans les plantations souffre d'un préjugé défavorable. Il est vrai que les salaires sont souvent moins élevés qu'en ville, mais le discrédit porte également sur le travail lui-même, jugé comme étant de nature inférieure.

Il y a en effet, en particulier chez les migrants d'origine rurale, une certaine fascination pour tout ce qui est lié à la technique et aux machines. Le rêve de nombreux migrants arrivant à la ville est de conduire ou de manier une machine. Les chauffeurs de bull et d'engins lourds jouissent, à cet égard, d'un grand prestige auprès de leurs camarades, sans parler des chauffeurs de taxi ou de bus. En contre-partie venir à Port-Vila pour jouer — même à salaire égal — les décortiqueurs de coprah ou les constructeurs de barrières n'apparaît pas comme une promotion sociale.

Ce préjugé a de tout temps constitué un blocage pour les plantations péri-urbaines. Dès que le plein emploi est réalisé à Vila, les plantations perdent en effet leur main-d'œuvre. Par ailleurs, le recrutement des ouvriers agricoles se réduit à quelques îles particulières : 80 % des ouvriers des plantations de Gaillande et Bladinière sont originaires de Tanna ; dans d'autres plantations, on retrouve la prédominance de certaines îles parmi les plus petites et les plus pauvres de l'Archipel des Shepherds : Mataso et Buninga en particulier.

Pour ces îles — ce sont en général celles où les structures coutumières et la cohésion communautaire sont restées les plus fortes — la migration vers les plantations est un peu une initiation à la ville. Les jeunes migrants qui quittent leur île pour la première fois y font leur premier séjour, encadrés par de plus anciens. Ce n'est qu'ensuite qu'ils se risquent vers les lieux où règnent les outils et les machines.

E. LE SECTEUR ADMINISTRATIF

C'est l'Administration au sens large qui représente pour la population néo-hébridaise le plus important pourvoyeur d'emplois : 1.100 mélanésiens travaillaient en 1973 pour l'un ou l'autre des trois services administratifs : 700 au Condominium, 150 à la Résidence de France, 270 à la Résidence Britannique. La division tripartite du secteur public semble favoriser l'abondance des emplois administratifs.

Le degré de qualification des Néo-Hébridais employés dans le secteur public, comparativement avec les autres ethnies, peut être résumé dans le tableau suivant :

Tableau 23 : Degré de qualification et origine ethnique du personnel des trois Administrations

	Néo-Hébridais	Autres	Total	% des Néo-Hébridais
Cadres administratifs supérieurs	—	43	43	—
Cadres (administratifs et techniques)	78	322	400	19,5
Personnel spécialisé ou semi-qualifié	487	55	542	89,9
Gens de service et manœuvres	536	22	558	96,0
TOTAL	1.101	442	1.543	71,3

On notera dans le personnel mélanésien le nombre assez élevé d'emplois semi-qualifiés et de cadres administratifs et techniques (20 % de l'ensemble de cette catégorie du personnel). L'insertion des Néo-Hébridais dans les structures socio-professionnelles du secteur public et le degré de qualification obtenu apparaissent donc meilleurs que dans le privé. En particulier à la Résidence Britannique et au Condominium où une vingtaine d'entre eux ont pu acquérir une position élevée : 9 d'entre eux sont par exemple des High Executive Officers. L'image d'une certaine élite mélanésienne apparaît donc en gestation dans les structures professionnelles du domaine public, phénomène qui n'apparaît encore que de façon limitée dans la plupart des entreprises privées.

A cela plusieurs raisons : il y a là les résultats d'une politique délibérée dont les effets commencent aujourd'hui à se faire sentir. D'autre part, les emplois administratifs bénéficient de la faveur des jeunes diplômés ayant acquis une formation générale ou une qualification professionnelle. Cet engouement s'explique par un certain prestige, la stabilité de l'emploi et également des salaires relativement plus élevés que dans le secteur privé.

En considérant les masses salariales payées par le Condominium et la Résidence de France, on s'aperçoit que le salaire moyen d'un journalier est en effet de 8.000 F au Condominium et de 9.163 F à la Résidence de France. La moyenne des salaires des emplois semi-qualifiés varie de 12.500 à 17.600 F selon l'ancienneté. Pour les cadres locaux, administratifs ou techniques, c'est entre 37.000 et 39.000 F que se situe la grille moyenne des salaires. Ces salaires plus élevés, tout autant que des possibilités de promotion plus ouvertes et un rythme de travail moins dur que dans le secteur privé expliquent que l'Administration soit particulièrement recherchée par la population néo-hébraïde de Port-Vila.

a - Origine géographique (voir tableau 24)

— Les originaires de Vaté et des villages suburbains constituent le groupe dominant. Parmi eux, des manœuvres, mais aussi des cadres moyens et des cadres supérieurs.

Tableau 24 : Origine géographique et degré de qualification du personnel des trois Administrations (échantillon portant sur 688 personnes)

Ile d'origine	Manœuvres et personnel semi-qualifié		Cadres moyens et supérieurs		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Iles du Nord : Banks, Santo et flots	18	4,3	31	11,3	49	7,1
Aoba, Pentecôte, Malikolo, Maewo	95	22,9	92	33,6	187	27,2
Ambrym, Lopévi	19	4,5	7	2,5	26	3,7
Iles du Centre (Paama inclus)	146	35,2	36	13,1	182	26,4
Iles du Sud	19	4,5	31	11,3	50	7,2
Vaté (Fila inclus)	118	28,4	76	27,8	194	28,2
TOTAL	415	100	273	100	688	100

— Les originaires des trois grandes îles du Nord et du Centre Nord : Aoba, Pentecôte, Malikolo, constituent par ordre d'importance numérique le deuxième bloc. Les cadres supérieurs et les cadres moyens sont au sein de cette population aussi nombreux que les manœuvres. Ce qui révèle dans la migration en provenance de ces îles l'importance d'une population scolarisée ayant déjà obtenu une qualification professionnelle ou étant en passe de l'avoir. La présence de missions anglo-saxonnes et catholiques ayant créé des collèges d'enseignement ont joué un rôle important dans le taux élevé de scolarisation dont ces îles bénéficient (1).

— Les migrants originaires des petites îles du Centre constituent un groupe pratiquement égal par son effectif numérique, mais dans lequel prédominent des manœuvres non qualifiés.

(1) L'impact culturel des missions apparaît ici comme le facteur décisif : 18 % de l'ensemble du personnel mélanésien de la Résidence Britannique est par exemple constitué par des migrants originaires de Pentecôte et 16 % par des migrants venant d'Aoba. La plupart d'entre eux ont été formés par les écoles des missions Church of Christ, anglicanes ou Apostolic Church, écoles qui apparaissent en fait comme de véritables pépinières de cadres administratifs du secteur anglophone.

– Enfin, les îles du Sud, d'où dérivent surtout des mouvements circulaires, n'entrent que pour une faible part dans le recrutement de la main-d'œuvre du secteur public, tant au niveau des manœuvres qu'au niveau des cadres.

Une autre caractéristique contribue à singulariser cette main-d'œuvre : sa profonde stabilité.

b - Statut familial

En ce qui concerne le personnel semi-qualifié et à plus forte raison les cadres moyens, les hommes mariés qui résident avec leur famille à Vila constituent la règle générale (plus de 60 %). Quant au nombre des célibataires, il s'explique non par un caractère migratoire, mais par la jeunesse générale du personnel.

c - Ancienneté du personnel

**Tableau 25 : Ancienneté du personnel néo-hébridais employé dans le secteur public
(échantillon portant sur 606 employés)**

Ancienneté	Manœuvres et personnel semi-qualifié		Cadres moyens et supérieurs		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Moins d'un an	105	29	5	2,5	110	18,2
De 1 an à 5 ans	197	54,4	124	50,8	321	52,9
Plus de 5 ans	60	16,6	115	47,2	175	28,9
TOTAL	362	100	244	100	606	100

L'ancienneté du personnel dans l'Administration et par conséquent sa stabilité constituent un fait remarquable. En effet 99 % des cadres, 88 % des employés ou ouvriers semi-qualifiés travaillent dans le secteur public depuis plus d'un an. Cette proportion s'élève encore à 62,6 % chez les manœuvres. A titre de référence, rappelons que sur les chantiers de construction, ces proportions sont respectivement de 79 % chez les cadres, 62,7 % chez les ouvriers spécialisés et 12,5 % chez les manœuvres.

d - Modes de logement

**Tableau 26 : Modes de logement du personnel néo-hébridais employé dans le secteur public
(échantillon portant sur 332 employés)**

Modes de Logement	Manœuvres et personnel semi-qualifié		Cadres moyens et supérieurs		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Locataires	32	19,7	26	15,4	58	17,4
Logés par l'employeur	46	28,2	68	40,2	114	34,3
Hôtes gratuits	19	11,6	20	11,8	39	11,8
Propriétaires en communauté	17	10,4	1	0,6	18	5,5
Habitants des villages suburbains	28	17,2	32	19	60	18
Propriétaires individuels	21	12,9	22	13	43	13
TOTAL	163	100	169	100	332	100

Ces chiffres révèlent pour les types de logement occupés une situation relativement meilleure. Si la plupart des manœuvres se répartissent comme ils peuvent dans les structures de location, dans les communautés ou chez des parents déjà logés (hôtes), on trouve par contre principalement au niveau des cadres moyens ou supérieurs une proportion élevée d'employés logés par l'Administration et une part notable de propriétaires individuels. Parmi ces derniers, les agents de maîtrise du Condominium, en particulier ceux des T.P., souvent fixés depuis de longues années en ville sont les plus nombreux. Certains d'entre eux ont souvent, outre leur propre maison, construit des baraques dont ils louent les chambres aux migrants qui leur demandent asile. Il faut d'ailleurs remarquer que les tarifs de location qu'ils pratiquent ne sont pas meilleur marché que ceux des propriétaires de souche non mélanésienne.

Le fait qu'une grande partie du personnel mélanésien des Administrations soit constitué d'originaires des villages suburbains de Port-Vila et de migrants fixés depuis longue date en ville, explique la grande stabilité de ce groupe, notamment parmi les cadres moyens ou supérieurs. Cette stabilité, qui va de pair avec une meilleure insertion dans les structures urbaines et foncières, révèle qu'on se trouve ici devant une population déjà «urbanisée», ayant rompu avec le milieu rural d'origine et dont certains éléments constituent le premier embryon d'une classe moyenne mélanésienne urbanisée.

II.3. «COUCHES PAUVRES» ET ÉMERGENCE D'UNE BOURGEOISIE MÉLANÉSIENNE A PORT-VILA

De cette présentation de la main-d'œuvre néo-hébridaise par branches d'activité découlent un certain nombre de traits généraux :

- Chaque entreprise privée et même publique apparaît constituée par un noyau d'ouvriers qualifiés et d'agents de maîtrise particulièrement stable, autour duquel vient se greffer une masse mouvante de manœuvres et de journaliers. A la stabilité des premiers (originaires de Port-Vila ou migrants fixés), correspond l'instabilité des seconds (migrants circulaires ou marginaux) : celle-ci compense l'autre.
- Ces noyaux d'ouvriers qualifiés ayant tendance à coopter les manœuvres selon des règles de solidarité, la structure du marché de l'emploi à Port-Vila évolue vers celle d'une succession de «fiefs» détenus par des groupes précis constitués, soit par les villages suburbains, soit par des groupes de migrants originaires d'une même île. En règle générale, les branches d'activité les plus anciennes ont été ainsi «monopolisées» par les villages de la banlieue de Port-Vila : Mélé, Erakor, Fila, Pango, Eratap, ou par les migrants les plus anciennement fixés à la ville : île de Paama, certaines petites îles du Nord Vaté comme Leleppa et Nguna. Ces groupes ont une forte représentation dans les trois Administrations et dans le recrutement des maisons de commerce dont le quart du personnel est par exemple originaire de l'île de Paama.
- Par contre, les entreprises de construction, de terrassement ou de l'UNELCO-SOCOMETRA, dont l'essor ne date que de ces dernières années, tendent surtout à recruter leur personnel parmi des migrants provenant d'une vague de migration plus récente : îles Sherpherds, grandes îles du Nord, du Centre Nord, ou du Sud (Tanna). Mais là encore les structures communautaires de l'émigration se retrouvent au niveau de l'entreprise : les gens d'Emau tendent par exemple à se regrouper chez Fletcher et Martinez, ceux de Tanna à la SELB ou à l'UNELCO, ceux de Pentecôte chez Caille, etc...
- Indépendamment des structures migratoires, la population mélanésienne tend de plus en plus à se hiérarchiser socialement au fur et à mesure qu'elle «s'urbanise». Cette population peut être ramenée à 3 grands groupes socio-professionnels.

a - Les couches pauvres : journaliers et manœuvres

Cette frange de la population qui correspond à la frange la plus mouvante et la plus instable de la main-d'œuvre néo-hébridaise peut être évaluée à près de 1.500 salariés :

. Chantiers de construction et Unelco	640
. Maisons de commerce	165
. Personnel hôtelier	95
. Divers	95
. Administration	536
	<hr/>
Total	1.531

Le temps médian de cette population (1) est inférieur à un an (9 mois) et le quartile inférieur correspondant au quart des migrants les plus récents, ne dépasse pas cinq mois. L'ancienneté dans l'entreprise n'est guère plus élevée : 51 % des manœuvres avaient moins de 6 mois d'ancienneté dans leur entreprise au mois de juillet 1973 : un quart seulement d'entre eux y travaillaient depuis plus d'un an. L'instabilité des manœuvres est du reste encore plus marquée dans les entreprises du secteur privé que dans celles du secteur public.

C'est au sein de cette population que se trouve le plus grand nombre d'hommes seuls : 78 % sont des célibataires ou bien des hommes mariés mais ayant dans ce cas laissé leur femme et leurs enfants dans l'île d'origine.

Si l'on considère leur origine géographique, on s'aperçoit que 40 % des manœuvres de Port-Vila sont originaires des petites ou moyennes îles du centre de l'Archipel (Paama inclus), c'est-à-dire des zones de migration les plus anciennes, tandis que 15 % proviennent de l'île de Tanna et 21 % des grandes îles du Nord et du Centre Nord (Malikolo, Aoba, Pentecôte). Par contre les originaires de l'île de Vaté ou des villages suburbains sont, parmi les manœuvres, relativement peu nombreux.

Cette répartition indique que la grande majorité des manœuvres se recrute tant parmi les apports migratoires nouveaux que parmi les zones de migration plus anciennes. Le groupe des journaliers-manœuvres ne correspond donc pas nécessairement à une aire de migration particulière, mais existe dans des proportions diverses dans chacun des flux qui convergent sur Port-Vila (2).

En ce qui concerne les types de logement occupés, 31 % des journaliers sont logés par leur employeur, gratuitement dans la plupart des cas, mais dans des conditions souvent rudimentaires ; 23 % doivent louer chez un «marchand de sommeil», pendant que 22 % trouvent refuge chez des parents déjà logés et 24 % dans les «communautés» de migrants. Les salaires des manœuvres évoluent entre 6.000 et 8.000 F NH par mois ; on comprend dès lors l'acuité avec laquelle se pose le problème du logement pour l'ensemble de cette population.

Jusqu'à ces dernières années la plupart des manœuvres-journaliers étaient des migrants circulaires traditionnels provisoirement fixés en ville et dont les liens restaient importants avec les milieux ruraux d'origine. C'était du reste la fréquence des retours dans l'île qui, au sein de cette population, permettait d'éviter la constitution d'un véritable sous-prolétariat urbain. Aujourd'hui cette catégorie sociale tend, du moins pour certaines îles, à être pénétrée par les formes nouvelles de la «migration sauvage» : les retours dans l'île natale deviennent moins réguliers, les temps de résidence s'allongent, tandis que les liens avec les structures communautaires s'affaiblissent.

Ce monde des journaliers, et pour certains d'entre eux les familles qui les ont rejoints, constituent un groupe qui reste entièrement marginal. Ils ne s'intègrent guère à la vie urbaine : les plus traditionnels se retrouvent dans des compagnies et communautés plus ou moins grandes et plus ou moins structurées, fondées sur les liens de parenté et l'origine commune. Les autres, souvent plus jeunes, parfois nés eux-mêmes de migrants installés à Port-Vila, vivent en petits groupes dans de mauvaises chambres de location et tentent leur chance «individuellement». Dans un sens, ce sont culturellement des «déracinés» et au plan social, déjà des «prolétaires». La plupart des cas de délinquance — rixes et ivresse — ont pour cause l'absence de femme et de vie familiale régulière, la consommation de la bière étant le seul dérivatif du jour de repos. Nous étudierons plus en détail les modes de logement de cette population : c'est ici qu'apparaissent en effet les problèmes sociaux les plus importants.

(1) Les chiffres qui vont suivre proviennent du regroupement de 500 questionnaires de journaliers et manœuvres du secteur privé et public interviewés lors de l'enquête sur Port-Vila en mai-juillet 1973.

(2) Il faut toutefois noter que pour certaines îles le flot migratoire est en grande majorité constitué de manœuvres sans qualification, en particulier à Tanna où ils forment 80 % des migrants.

b - Groupes intermédiaires et classe moyenne

1) Les groupes intermédiaires :

Nous avons vu que la stabilité du migrant en zone urbaine dépendait le plus souvent de la qualification professionnelle qu'il avait pu ou non obtenir : ceux qui accèdent à un emploi spécialisé ou qualifié, payé non à la journée, mais à la quinzaine ou au mois, tendent en effet à se fixer en ville pour des durées plus longues (1).

Entre les manœuvres journaliers et les franges sociales supérieures, un groupe intermédiaire se dessine. Il s'agit principalement des ouvriers spécialisés et qualifiés et des petits cadres du secteur privé. Cette frange de la population peut être évaluée à près de 500 salariés :

. Ouvriers spécialisés et ouvriers qualifiés des entreprises de construction, terrassement ou Unelco	164
. Personnel spécialisé et petits cadres des maisons de commerce	136
. SMAT	20
. Personnel spécialisé de l'hôtellerie	39
. Chauffeurs (taxis, camions, etc...)	100
. Divers (garagès, petits commerces, etc...)	40
Total	499

Les salaires de ce personnel sont bas dans l'ensemble : entre 10.000 et 14.000 F NH pour les emplois spécialisés ou moyennement qualifiés ; toutefois, ils peuvent plafonner entre 20.000 et 25.000 F NH pour certains emplois plus qualifiés. Le temps de résidence en zone urbaine est relativement élevé, puisque pour 50 % des migrants de ce groupe, il équivaut à huit années. En outre petits cadres et ouvriers spécialisés ou qualifiés témoignent d'une grande fidélité à leur entreprise où 68 % travaillent depuis plus d'un an et 30 % depuis plus de 5 ans. Cette proportion (plus de 5 ans) s'élève à 55 % pour les ouvriers qualifiés.

L'origine géographique de ce personnel est beaucoup plus restreinte que dans le groupe des manœuvres : 25 % des petits cadres et ouvriers spécialisés ou moyennement qualifiés viennent en effet de Vaté ou des villages suburbains ; 36 % des petites îles de migration ancienne situées dans l'environnement proche de Vila (petites îles du Nord Vaté, mais aussi Paama). En revanche, les migrants originaires de Tanna ou de certaines îles Shepherds sont proportionnellement beaucoup moins nombreux.

Le statut familial dénote dans l'ensemble un meilleur équilibre : 48 % des ouvriers spécialisés et 70 % des petits cadres et ouvriers qualifiés sont mariés et vivent avec leur famille en zone urbaine. Cette proportion ne s'élevait qu'à 22 % dans le cas des manœuvres journaliers.

Néanmoins, pour ceux qui sont migrants, le problème du logement reste entier : 33 % des ouvriers qualifiés et petits cadres sont logés par leur employeur, tandis que le quart d'entre eux reste encore obligé de louer dans «les chambres» vétustes de la zone urbaine ou péri-urbaine. Le reste se distribue dans les communautés de migrants ou en tant qu'«hôtes» chez ceux qui sont déjà logés ; moins de 10 % ont pu acquérir individuellement un terrain en zone urbaine.

2) Vers une "classe moyenne"

Ce groupe socio-professionnel correspond, si l'on tient compte des familles, à près de 2.000 personnes à Port-Vila : fonctionnaires, enrôlés sur décision et payés au mois par l'une des trois administrations : cadres administratifs, moyens ou supérieurs, mais aussi techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés de haut niveau, dont le total formait en juillet 1973, 565 salariés. Ce dernier groupe constitue l'étage supérieur de la pyramide sociale mélanésienne.

Les salaires versés par le secteur public au personnel qualifié sont en effet relativement plus élevés : ils oscillent en moyenne et selon l'ancienneté entre 20.000 et 25.000 F NH par mois, pour les catégories plus élevées entre 34.000 et 37.000 F NH par mois. Dans certains cas peu nombreux (moins d'une dizaine), mais dont le nombre

(1) Les chiffres qui vont être présentés ici résultent du regroupement de 200 questionnaires ayant porté sur les petits cadres et ouvriers qualifiés des entreprises privées et sur les cadres moyens ou supérieurs de la fonction publique.

tend à augmenter, ils peuvent atteindre 50.000 F NH par mois. L'ancienneté de résidence à Vila est du même ordre que celle du groupe précédent : 7 ans pour 50 % des fonctionnaires du Condominium, mais la stabilité dans l'entreprise est encore plus élevée : 90 % des fonctionnaires travaillent dans l'Administration depuis plus d'un an.

L'origine des cadres de l'Administration témoigne par ailleurs du même rétrécissement géographique que pour les cadres du secteur privé : 38 % des fonctionnaires et cadres moyens ou supérieurs proviennent en effet de Vaté ou des villages suburbains et encore 20 % des petites îles du Nord Vaté. Toutefois les migrants originaires des îles de Malikolo, Aoba et Pentecôte sont déjà plus nombreux ; ils constituent 25 % de l'ensemble du personnel qualifié de l'Administration.

Mais c'est au niveau des modes de logements occupés que ce dernier groupe se différencie le plus des cadres du secteur privé. En effet 40 % des fonctionnaires sont logés par l'Administration (dans des conditions souvent meilleures), 20 % habitent chez eux dans les villages suburbains et 20 % ont acheté individuellement des terrains dans les lotissements anciens ou nouveaux de Port-Vila (Tagabé, Anabrou, Ohlen, etc...). Par contre le nombre des locataires, hôtes ou résidents sur les terrains achetés par les communautés de migrants est relativement faible.

L'insertion dans les structures foncières de la ville est donc meilleure dans ce dernier groupe. En fait il s'agit là d'une population déjà longuement urbanisée, qui n'entretient plus, lorsqu'il s'agit de migrants, que des liens très atténués avec les milieux ruraux dont elle provient.

La composition socio-professionnelle de la population urbanisée de Port-Vila révèle par conséquent une certaine hiérarchisation et l'émergence progressive d'une classe moyenne, voire bourgeoise, stabilisée et déjà intégrée dans le contexte urbain. Celle-ci est surtout constituée par les cadres administratifs et dans une moindre mesure par certains cadres moyens et agents de maîtrise du secteur privé : les originaires des villages sub-urbains de Port-Vila prédominent dans cette frange sociale (presque 40 %) mais également les migrants originaires des îles de migration ancienne (Îles du Nord Vaté, Paama) et de certaines îles du Nord où l'effort de scolarisation des missions a été particulièrement intense : Malikolo et le Centre-Pentecôte pour les catholiques francophones, Aoba et le Nord-Pentecôte pour les protestants anglophones.

La masse des manœuvres n'est en revanche que très peu intégrée. Toutefois, grâce à la force de ses attaches rurales, à la persistance des structures d'entraide et à la fréquence des mouvements de retour vers l'île d'origine, elle évite dans une certaine mesure un processus rapide de prolétarianisation et les conséquences de ce qu'on appelle en Afrique ou en Nouvelle-Guinée la « détribalisation ». Du moins jusqu'à ces dernières années, car aujourd'hui une partie des manœuvres évolue vers un temps de résidence en ville de plus en plus long.

Cette tendance va rajouter encore aux problèmes de cette population, qui sont nombreux. Pour un travail souvent dur, les salaires sont bas, les conditions de logement précaires ou insalubres, les femmes rares. Dans ce monde urbain, nouveau et régi par d'autres lois, l'adaptation du migrant rural n'est guère facile : la solidarité ethnique, les liens de parenté restent encore dans les conditions actuelles la seule garantie de sécurité et d'accueil qui lui soit offerte.

L'insertion inégale des Néo-Hébridais dans les structures sociales de la zone urbaine a-t-elle des répercussions sur leur répartition spatiale ? Où vivent les migrants ? Quel est leur milieu de vie ?

III - POPULATION MIGRANTE ET CROISSANCE URBAINE A PORT-VILA

III.1. LES STRUCTURES DÉMOGRAPHIQUES

La population de la zone urbaine de Port-Vila s'est accrue entre 1965 et 1972 sur un rythme annuel moyen de 9,3 % : la ville est passée de 6.478 habitants à 12.541 habitants. Dans ce développement qui s'est surtout accéléré à partir de 1969, toutes les ethnies ont augmenté en valeur absolue.

Tableau 27 : La population de Port-Vila par ethnies d'origine.
Valeurs absolues et pourcentages

Années	NH		Européens		Asiatiques		Autres Océaniens		Divers		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1965	4593	70,9	746	11,5	319	4,9	306	4,7	514	4,9	6478	100
1967	5398	69,8	945	12,2	346	4,5	402	5,2	647	8,3	7738	100
1972	8336	66,5	1929	15,3	451	3,6	974	7,8	851	6,8	12541	100
accroissement 1967-1972	+ 54,4 %		+ 104,1 %		+ 30,3 %		+ 142,3 %		+ 31,5 %		+ 62,1 %	

L'image multi-raciale de la population de Port-Vila s'est encore accentuée au cours de ces dernières années. L'expansion économique de l'Archipel — en particulier le développement des activités tertiaires — a entraîné l'arrivée de populations extérieures, de souche européenne ou d'autres territoires d'Océanie qui, pour la plupart, se sont fixées à Port-Vila. Toutefois, la diminution en valeur relative des Néo-Hébridais ne doit pas masquer leur importance de plus en plus massive dans la zone urbaine. Une bonne part de l'expansion spatiale de la ville est due au supplément de population mélanésienne.

Si l'on considère l'évolution des classes d'âges de la population néo-hébridaise du Grand Vila entre 1967 et 1972, on s'aperçoit que ni la prépondérance masculine, ni le gonflement des classes jeunes (entre 15 et 30 ans), indices de la mobilité circulaire, n'ont disparu entre les deux recensements (voir fig. 2 et 3 : structures par âge de l'ensemble de la population mélanésienne du Grand Vila en 1967 et 1972). Toutefois, le nombre des femmes et surtout celui des enfants de moins de 15 ans se sont en valeur absolue considérablement accrus. Ce qui confirme bien qu'entre les deux recensements, l'accroissement des migrations vers les villes s'est fait selon un double processus : augmentation du nombre des migrants célibataires et augmentation du nombre des ménages de migrants qui se « fixent » en ville pour une durée plus longue. Le déséquilibre du sex-ratio de l'ensemble de la population urbaine est en effet descendu de 170 à 150 hommes pour 100 femmes : les enfants de moins de 15 ans qui ne représentaient que 16,5 % de la population néo-hébridaise en représentent aujourd'hui 32 %. De même, la prépondérance des hommes jeunes âgés de 15 à 30 ans au sein de la population masculine a décru en 1972 : 48 % contre 56,1 % en 1967.

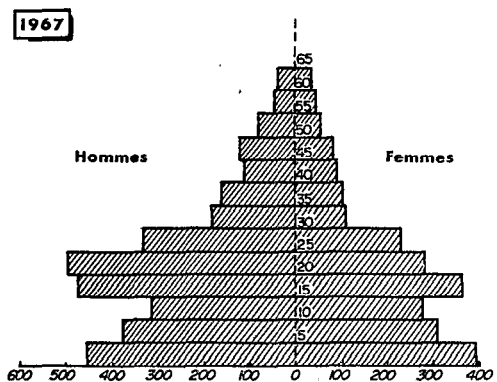


FIG. 2. — Structure par âge de l'ensemble de la population mélanésienne du Grand Vila en 1967 : migrants et non-migrants.

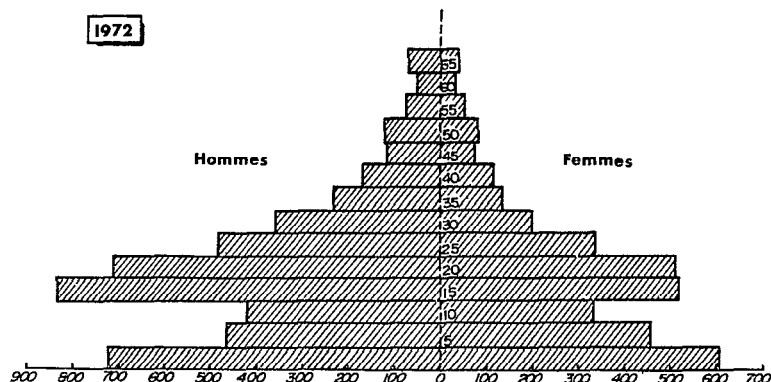


FIG. 3. — Structure par âge de l'ensemble de la population mélanésienne du Grand Vila en 1972 : migrants et non-migrants.

L'examen des indices démographiques confirme ainsi les tendances que nous avons relevées dans l'évolution des types migratoires. Les jeunes migrants se «fixent» en ville beaucoup plus rapidement que leurs aînés. Ils laissent moins facilement femme et enfants au village, mais au contraire les emmènent en ville où ils bénéficient d'une meilleure infrastructure scolaire. Les tendances démographiques de la population mélanésienne de la zone urbaine évoluent donc vers une situation plus normale qu'auparavant et une meilleure répartition entre les sexes et les classes d'âges.

On observera à titre comparatif les structures par âge de la population européenne de la ville : celle-ci apparaît en effet beaucoup plus déséquilibrée et concentrée sur les classes d'âge supérieures (voir fig. 4). En revanche, la pyramide des âges de l'ensemble de la population du Grand Vila (voir fig. 5), traduit la grande jeunesse de la population de la ville (52,06 % des habitants ont moins de 20 ans) et l'importance de la prépondérance masculine : caractères qui sont ceux de la population mélanésienne.

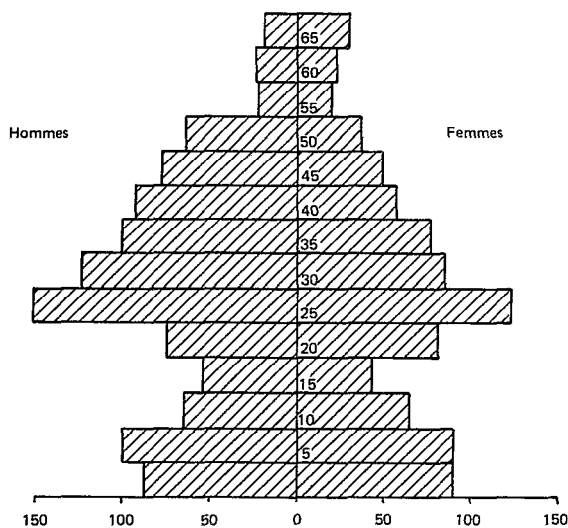


Fig. 4 - Structure par âge de la population européenne de Port-Vila (1972)

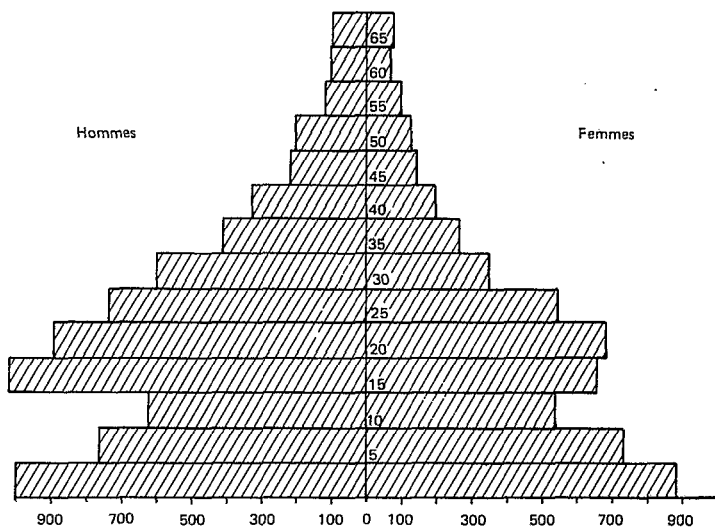


Fig. 5 - Population de Port-Vila (1972) (toutes ethnies)

III.2. LES STRUCTURES FONCIERES

A. LA CRÉATION URBAINE

Port-Vila est né au début du siècle d'une double présence : celle des planteurs français qui occupèrent la plaine de Mélé et celle des Administrations centrales, française et britannique, qui s'installèrent sur des terrains achetés par des planteurs ou commerçants anglo-saxons à la population de l'îlot Vila dès 1870 (1). Cette double présence entraîna par la suite la venue de la Mission Catholique qui établit là le siège de son évêché.

Port-Vila fut donc au départ une création d'Européens, à partir de terrains aliénés à la colonisation privée, administrative ou religieuse. Dès les premières années se constituèrent, sur les collines dominant la rade, face à l'îlot Iririki, deux quartiers administratifs et résidentiels, l'un français, l'autre britannique, auxquels s'ajoutait l'enclave appartenant à l'évêché catholique. Tout autour s'étendaient des terrains de plantation ou laissés à la forêt, appartenant aux planteurs et aux firmes commerciales du début de la colonisation (Ballande, S.F.N.H., De Béchade, Burns Philp). Les réserves foncières des villages autochtones commençaient au-delà.

Par la suite, le développement des activités commerciales et administratives a entraîné un début de diversification de l'emprise foncière ainsi qu'une extension progressive des lotissements individuels au détriment des terrains de plantation.

Après la deuxième guerre mondiale, une première division fonctionnelle de la ville a commencé à apparaître. Au pied des quartiers administratifs, le centre ville s'est urbanisé, sous l'influence surtout de commerçants chinois qui ont acheté des lots et ouvert boutique. Au nord et au sud, l'expansion urbaine a débordé le long du littoral, vers Melcoffee, puis vers Numbatu-Numbatree, noms donnés aux anciens camps de l'Armée Américaine lors de la Guerre du Pacifique. Toutefois les surfaces bâties qui s'étiraient en bordure de la route ne débordaient que très exceptionnellement au-delà.

Sur la frange nord du quartier français : à Melcoffee et autour du stade s'ébauchent à cette époque les contours d'un deuxième quartier résidentiel, peuplé surtout d'éléments francophones partiellement européens ou partiellement polynésiens.

C'est à partir de ce noyau urbain et de ce qu'on peut appeler les quartiers historiques de Port-Vila (collines résidentielles et administratives — centre commercial — îlots d'expansion urbaine ancienne : le Stade, Melcoffee et quelques points localisés à Numbatu et Numbatree) que vont se dégager peu à peu les grandes lignes de l'expansion urbaine actuelle (voir ci-après fig. 7 : l'expansion urbaine à Port-Vila).

En 1965, époque où BROOKFIELD réalise son étude, le noyau urbain ancien n'a guère changé, mais vers le nord tendent à s'individualiser des îlots résidentiels plus lointains : Tébakor et Tagabé ; au sud Numbatu et Numbatree. Le paysage urbain reste toutefois celui d'enclaves diluées le long des axes routiers au milieu de zones de plantation ou de terrains laissés en friche. Dès cette époque il y a prépondérance de terrains appartenant à des citoyens français. Au nord de la ville, à Tagabé, apparaissent les premiers lots individuels achetés par des migrants néo-hébraïques, pour la plupart des cadres moyens employés par le Condominium. Au sud de la ville, à Numbatu et Numbatree, l'expansion urbaine est surtout le fait de propriétaires de statut britannique ou de Vietnamiens de statut français.

En 1973, l'expansion urbaine a continué, principalement selon un axe nord-sud. Les nouveaux lotissements ouverts à la périphérie de la ville structurent le développement urbain et témoignent d'une emprise foncière de plus en plus contrastée.

B. SITUATION DES STRUCTURES FONCIERES ACTUELLES

Si l'on considère l'ensemble de l'espace urbanisé du Grand Vila, mais en laissant à l'écart les lotissements résidentiels éloignés de haut standing de Malapoa et de Tassiriki, les terrains encore agricoles et les réserves autochtones des villages suburbains, on s'aperçoit que la très grande majorité de l'espace urbain est détenue par les structures administratives et des propriétés privées ou firmes européennes (voir carte de l'emprise foncière à Vila dressée en 1973 : carte 1).

(1) Ces terrains furent rachetés par Higginson (SFNH) en 1884, et en ce qui concerne le centre-ville, mis en lotissement au début du siècle. Ils font toujours l'objet de contestations de la population de l'îlot Vila.

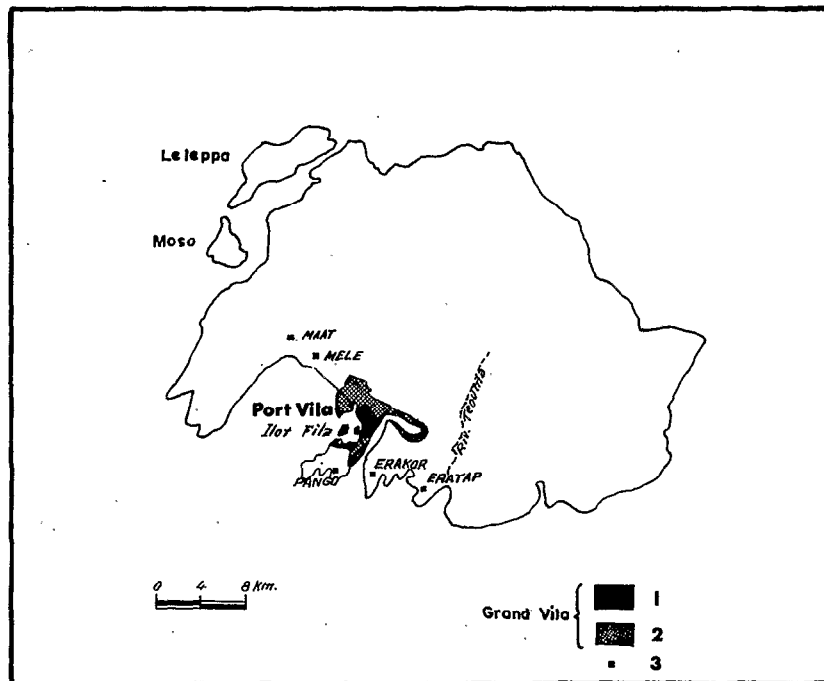


Fig. 6 - Nouvelles Hébrides, île Vati. Carte de localisation de Port-Vila.
 1. zone urbaine, 2. zone périurbaine, 3. villages mélanésiens périphériques.

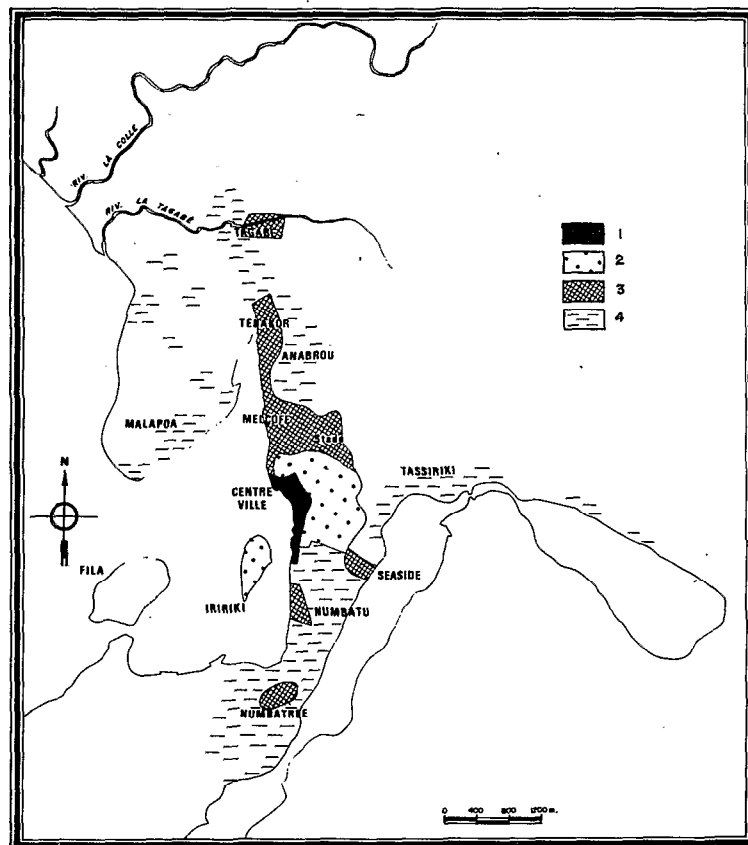
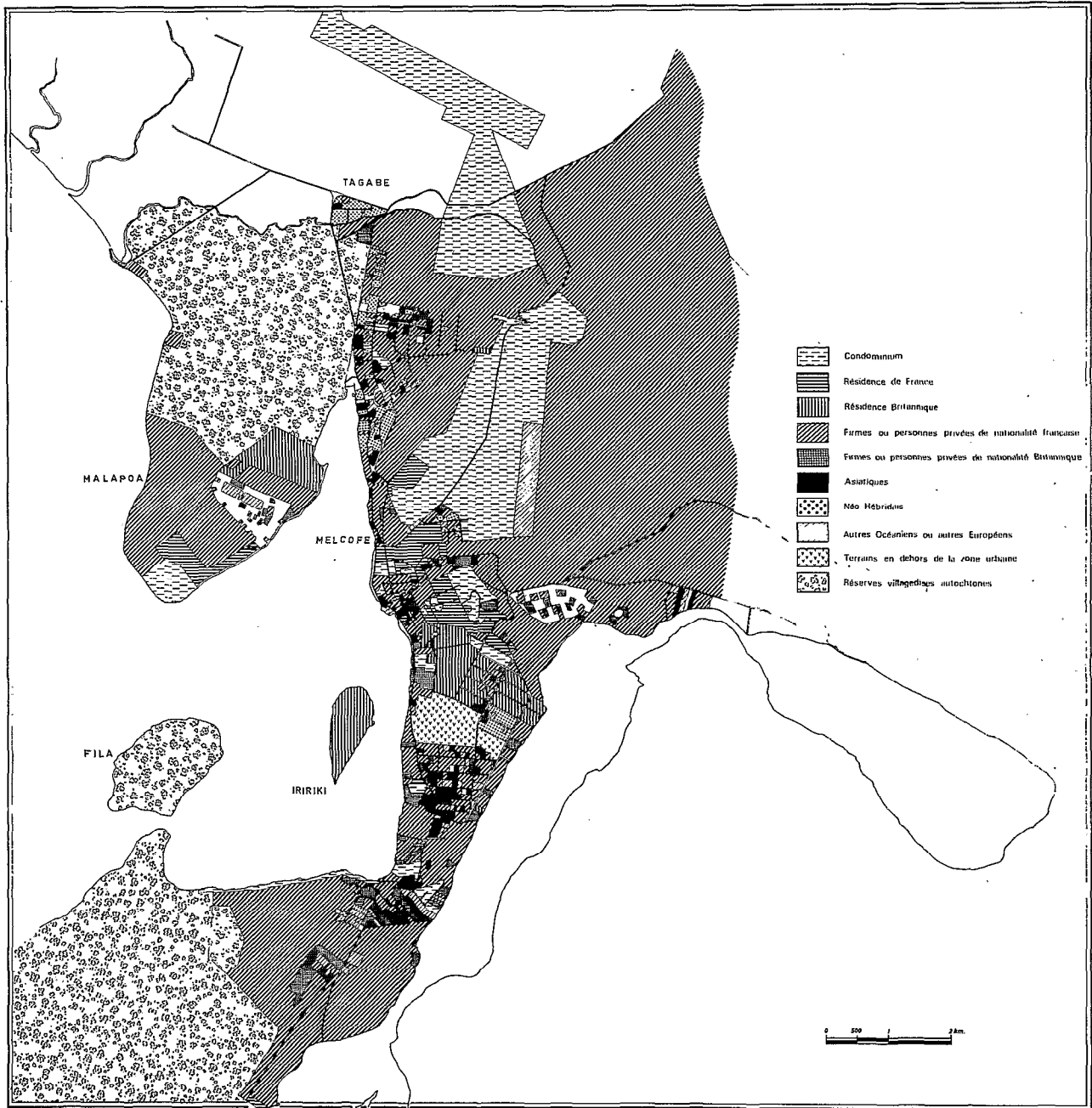


Fig. 7 - L'expansion urbaine à Port-Vila
 1. centre ville commercial, 2. quartiers administratifs et résidentiels, 3. zone d'expansion urbaine ancienne (avant 1965), 4. zone d'expansion urbaine récente (après 1966)



Carte 1 - L'emprise foncière à Port-Vila, selon les ethnies - 1973

— Les terrains acquis par des propriétaires européens (lots privés) ou par des sociétés commerciales et entreprises diverses représentent en effet 247,6 ha, soit 47,6 % du total du territoire foncier urbanisé. Les propriétés détenues par les ressortissants français s'élèvent à 229 ha, les terrains britanniques à 35 ha.

— Par ordre d'importance viennent ensuite les terrains du secteur public, acquis par les trois Administrations. Ceux-ci représentent 242,6 ha, soit 42,6 % du total dont :

. terrains de l'Etat français :	51,0 ha
. terrains de l'Etat britannique :	35,0 ha
. terrains condominiaux :	158,5 ha

Notons que la majeure partie des terrains du Condominium correspond à l'ancienne propriété Demant sur laquelle sont prévus les futurs lotissements à prix modérés.

— Les terrains privés appartenant à la population de souche asiatique (chinoise ou vietnamienne) représentent une surface de 32,1 ha, soit 5,6 % du total approprié, ce qui en regard de l'importance relative de cette population (3,6 % du total) est loin d'être négligeable.

Si les Chinois sont propriétaires de la plupart des terrains du Centre Ville, les Vietnamiens venus plus tardivement à la propriété foncière ont acheté surtout des terrains dans les quartiers d'expansion récente, à Melcoffee et Tebakor, mais aussi à Numbatu et Numbatree.

— Les Néo-Hébridais viennent en dernière position. Si l'on exclut les réserves villageoises de l'îlot Fila, d'Erakor et de Pango, ceux-ci — il s'agit donc de migrants — étaient propriétaires, au début de 1974, d'une superficie totale de 21,4 ha, soit 3,7 % de l'ensemble de l'espace urbain approprié. Cette superficie correspond à 112 lots dont la taille moyenne oscille entre 10 et 20 ares. Rappelons que les Néo-Hébridais qui n'habitent pas dans les villages urbains représentaient, en 1973, à Port-Vila 4.500 personnes, soit 36 % de la population.

La plupart de ces terrains se situent dans la partie nord de la ville, à Tagabé et Anabrou, où la Mission Catholique a procédé à un lotissement à prix modérés orienté en priorité vers les Néo-Hébridais. On retrouve également une enclave mélanésienne de 4 ha à Sea-Side, achetée par les communautés de migrants originaires de Paama et de Tongoa.

Par contre, au sud de la ville, à Numbattu, comme à Numbatree, l'emprise foncière mélanésienne apparaît insignifiante.

— Les terrains appartenant à des Européens de citoyenneté autre que française ou britannique représentent à Port-Vila 10 ha ; ceux appartenant à d'autres ethnies du Pacifique (Polynésiens, Wallisiens ou Fidjiens), 5,7 ha.

Le caractère double qui a marqué la naissance de la capitale du Condominium, à savoir la présence conjuguée de planteurs européens et de services administratifs s'est prolongé à l'heure actuelle par une emprise foncière où terrains privés européens et terrains publics gardent une prééminence absolue. L'émergence foncière de la communauté asiatique apparaît par contre assez remarquable, mais les Néo-Hébridais, quant à eux, restent pratiquement exclus de la propriété foncière tant en zone urbaine qu'en zone péri-urbaine.

III.3. LA DISTRIBUTION SPATIALE DES ETHNIES

Le caractère multi-racial de la population de Port-Vila n'entraîne pas à proprement parler de ségrégation ethnique. Toutefois il existe des secteurs à forte prédominance européenne et d'autres à prédominance mélanésienne, si l'on ne tient compte que des deux ethnies principales. Cette répartition apparaît fondée principalement sur des faits sociaux (prix différents des terrains et des loyers, types de logement de standing différent).

a - Les population non mélanésiennes (voir figures 8, 9, 10)

Les Européens ne prédominent en valeur absolue que dans les collines résidentielles du vieux Vila (quartier français et quartier anglais), ainsi que dans la zone d'expansion sud correspondant au lotissement Colardeau (Numbatu et Numbatree). Par ailleurs l'extension de lotissements éloignés (Tassiriki, Malapoa, route de Mélé) tend de plus en plus à disperser les îlots résidentiels à prédominance européenne à la périphérie de la zone urbaine.

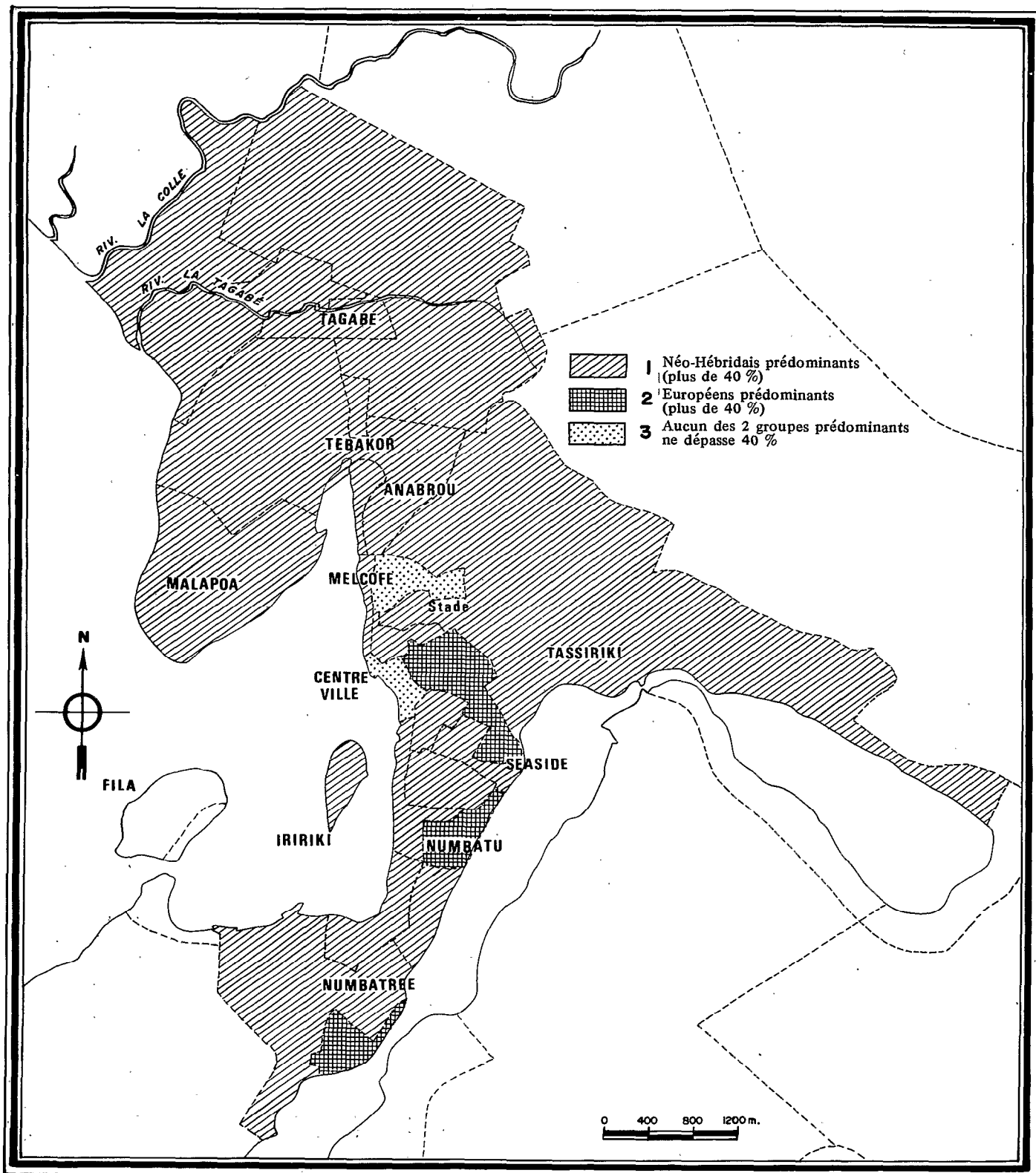


Fig. 8 - REPARTITION DES ETHNIES - 1972
 Groupe dominant pour chacun des îlots de recensement (plus de 40%)

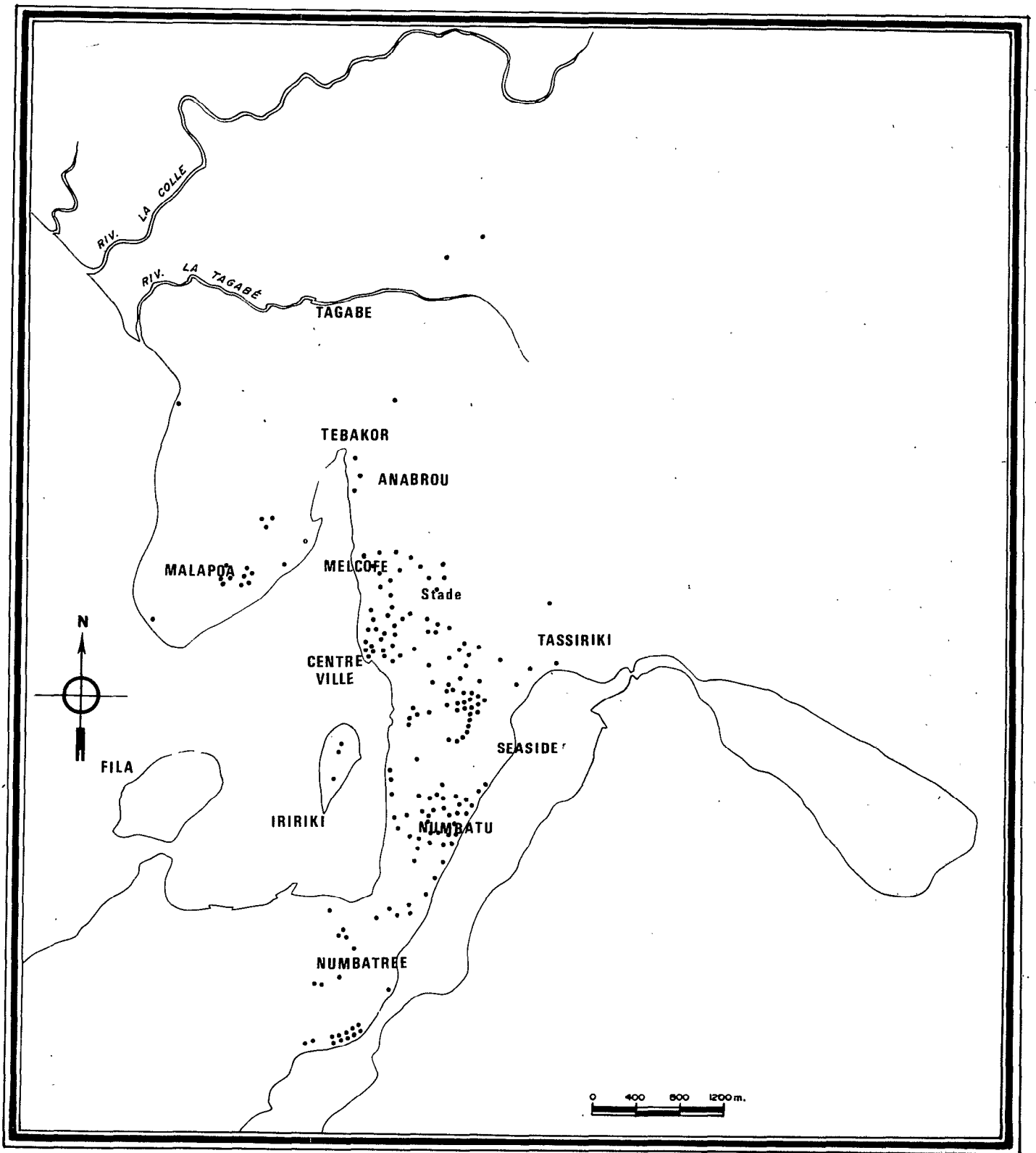


Fig. 9 - REPARTITION DES EUROPEENS A PORT-VILA
 (chaque point représente 10 habitants)

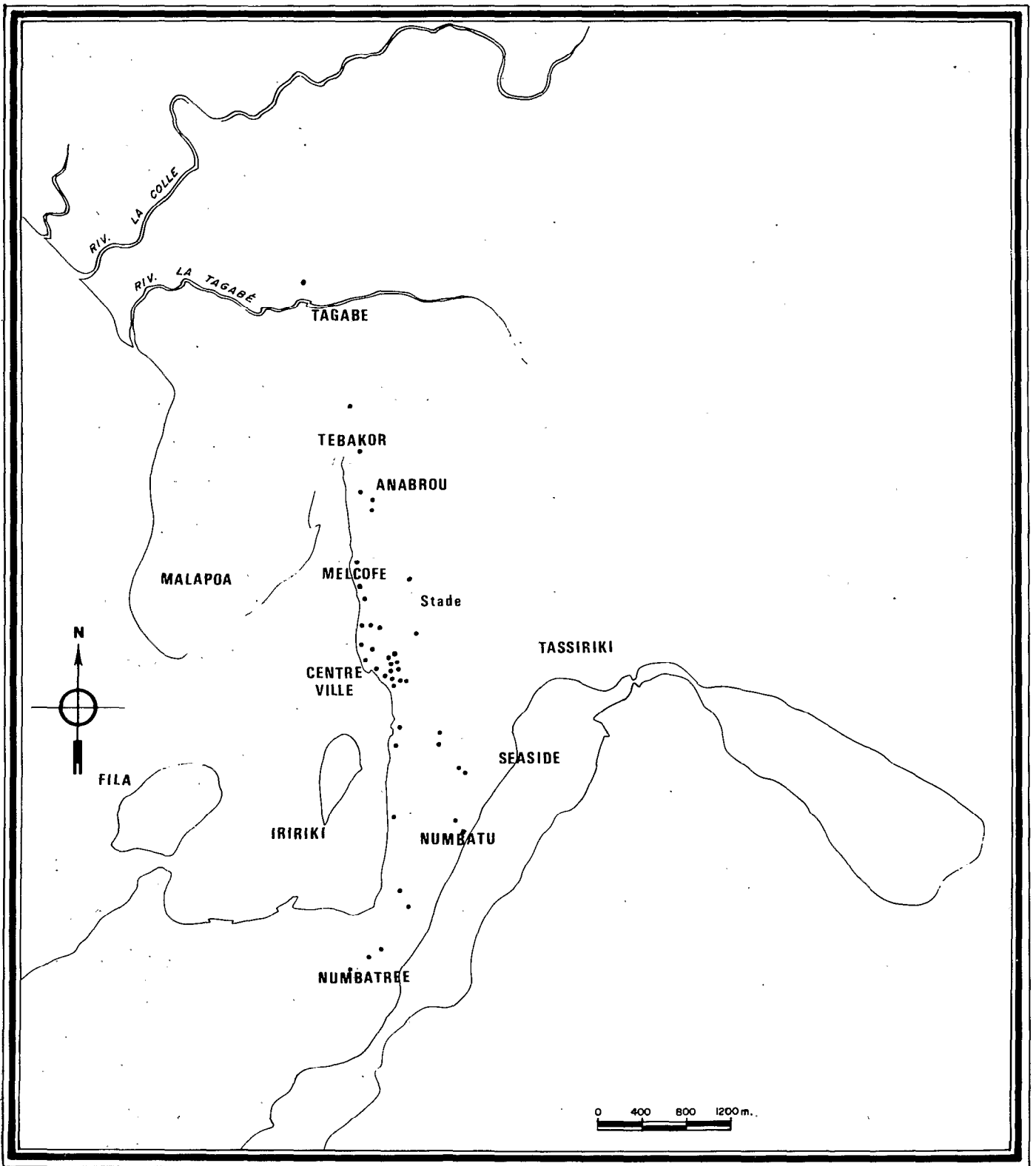


Fig. 10 - REPARTITION DES ASIATIQUES A PORT VILA
(chaque point représente 10 habitants)

Les Chinois qui ont l'habitude de construire leur logement au-dessus de leur boutique résident pour la plupart dans le quartier commercial du Centre Ville. Par contre les Vietnamiens se répandent un peu partout sur les grands axes de l'expansion urbaine. Ayant monopolisé le commerce de détail de la ville, ils ouvrent des boutiques qui sont en même temps des buvettes spontanées et des salles de billard, partout où la population mélanésienne atteint un pourcentage relativement important.

La population partiellement européenne ou partiellement polynésienne constitue des noyaux assez importants dans les premiers quartiers d'expansion urbaine qui bordent le centre ville et les quartiers administratifs : le Stade, Melcoffee, etc... Les Wallisiens bénéficient d'un lotissement particulier ouvert à leur intention par la Mission Catholique à Numbatree.

b - La population mélanésienne (voir figures 11 et 12)

La répartition spatiale des Néo-Hébridais, bien que diffuse et relativement dispersée, laisse apparaître d'importantes concentrations dans la zone d'expansion du nord de la ville. La population mélanésienne prédomine en effet à plus de 80 % de Tagabé, dans la réserve autochtone de Malapoa, qui dépend de l'îlot Fila, à Tébakor et reste encore largement majoritaire à Anabrou, Namburu et Melcoffee. Nous avons vu que c'était du reste dans cette partie de la zone urbaine que les achats de terrains privés des Néo-Hébridais avaient été les plus nombreux.

En dehors de l'enclave de Sea-Side qui se trouve à la bordure des quartiers centraux de Port-Vila, les Mélanésiens forment par ailleurs quelques îlots dispersés dans les quartiers administratifs. Il s'agit pour la plupart des cadres mélanésiens moyens ou supérieurs de la Résidence britannique et du personnel de service des Administrations ou de personnes privées.

Les Néo-Hébridais sont également présents dans la zone d'expansion sud de la ville, mais de façon plus localisée. Il s'agit en règle générale d'ouvriers logés par les entreprises privées (Unelco - Selb) ou par les ateliers T.P. du Condominium. A Numbatu et Numbatree, des Vietnamiens louent par ailleurs des baraquements aux ouvriers de ces mêmes entreprises.

La carte de la répartition des Néo-Hébridais résidant à Port-Vila depuis moins d'un an permet par ailleurs d'apporter quelques précisions sur le type de population occupant ces quartiers. En effet une population mouvante et instable (migrants circulaires et marginaux) prédomine dans la zone d'expansion sud de la ville : 57 % des Néo-Hébridais de Numbatree et encore 41 % de ceux de Numbatu résident à Vila depuis moins d'un an. En revanche la population de Sea-Side et de la zone d'expansion nord apparaît dans l'ensemble bien plus stable. Le nombre des migrants résidant en ville depuis moins d'un an descend à 26 % à Tagabé, 31 % à Tébakor, 23 % à Anabrou et Melcoffee, 27 % à Sea-Side. (Voir figure 13).

La véritable ville mélanésienne, celle où existent des terrains mélanésiens et où s'est fixée une population stable résidant en ville depuis plusieurs années se constitue donc sur la bordure Est de la route de Mélé, entre Melcoffee et Tagabé.

Le dynamisme urbain de Port-Vila tend de plus en plus à différencier deux zones d'expansion : celle du sud où prédominent Européens, Asiatiques, Wallisiens (lotissement de la Mission Catholique) et une population mélanésienne temporaire, celle du nord (Tagabé) où à l'inverse une population mélanésienne fixe s'est peu à peu stabilisée autour des quelques hectares achetés par les migrants depuis 1965, ainsi que les baraques de location et la réserve de l'îlot Fila qui accueille une population permanente de plus en plus nombreuse.

III.4. QUARTIERS NOUVEAUX ET DENSITÉ DE POPULATION

Les nouveaux quartiers du sud et du nord de la ville sont ceux dont la population s'est, entre 1967 et 1972, accrue le plus rapidement. Le rythme annuel d'accroissement des quartiers de Tébakor, Anabrou, Namburu, où les densités mélanésiennes sont les plus importantes, a été supérieur au cours de ces cinq années à 40 % ce qui est le maximum absolu (voir figure 14)

L'accroissement de population des quartiers nord n'a pas épargné la presqu'île de Malapoa, tant la réserve de l'îlot Fila que le lotissement européen qui la prolonge. Avec un accroissement annuel de 25 %, cette zone fait aujourd'hui partie de l'espace urbain.

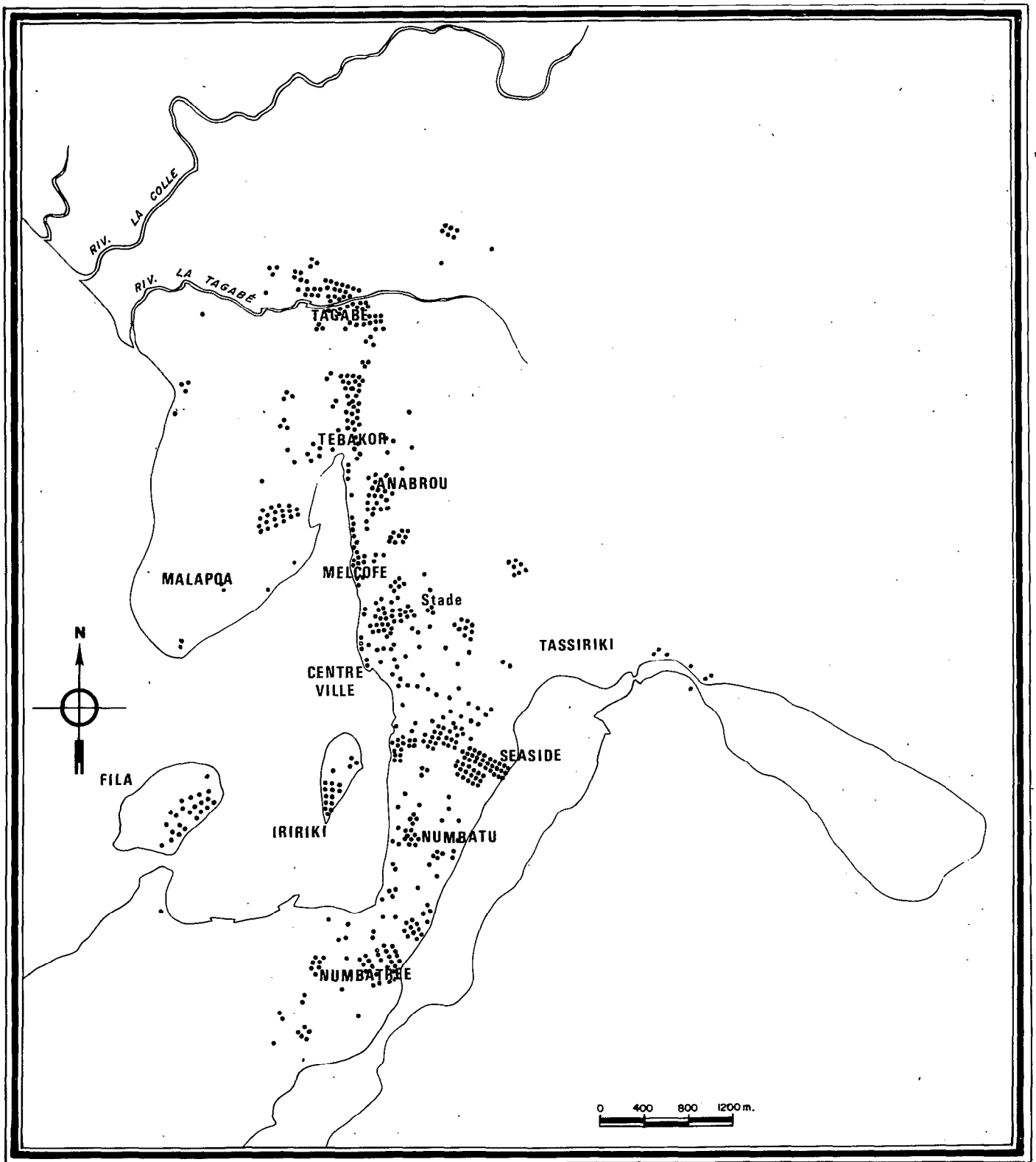


Fig. 11 - DISTRIBUTION DES NÉO-HÉBRIDAIIS A PORT-VILA
 (chaque point représente 10 habitants)

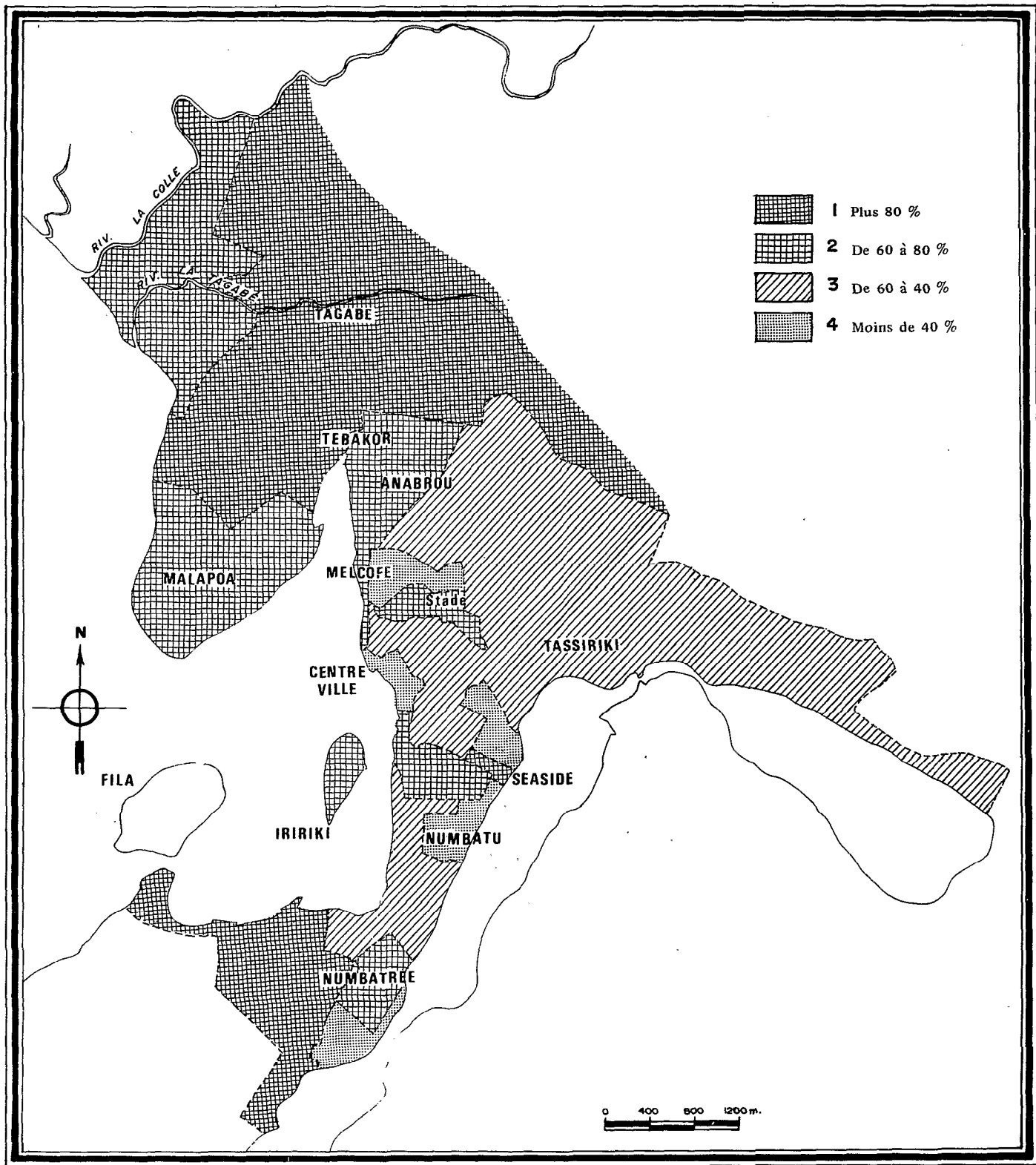


Fig. 12 - RÉPARTITION DES NÉO-HÉBRIDAIS A PORT-VILA (EN %)
(Recensement de 1972)

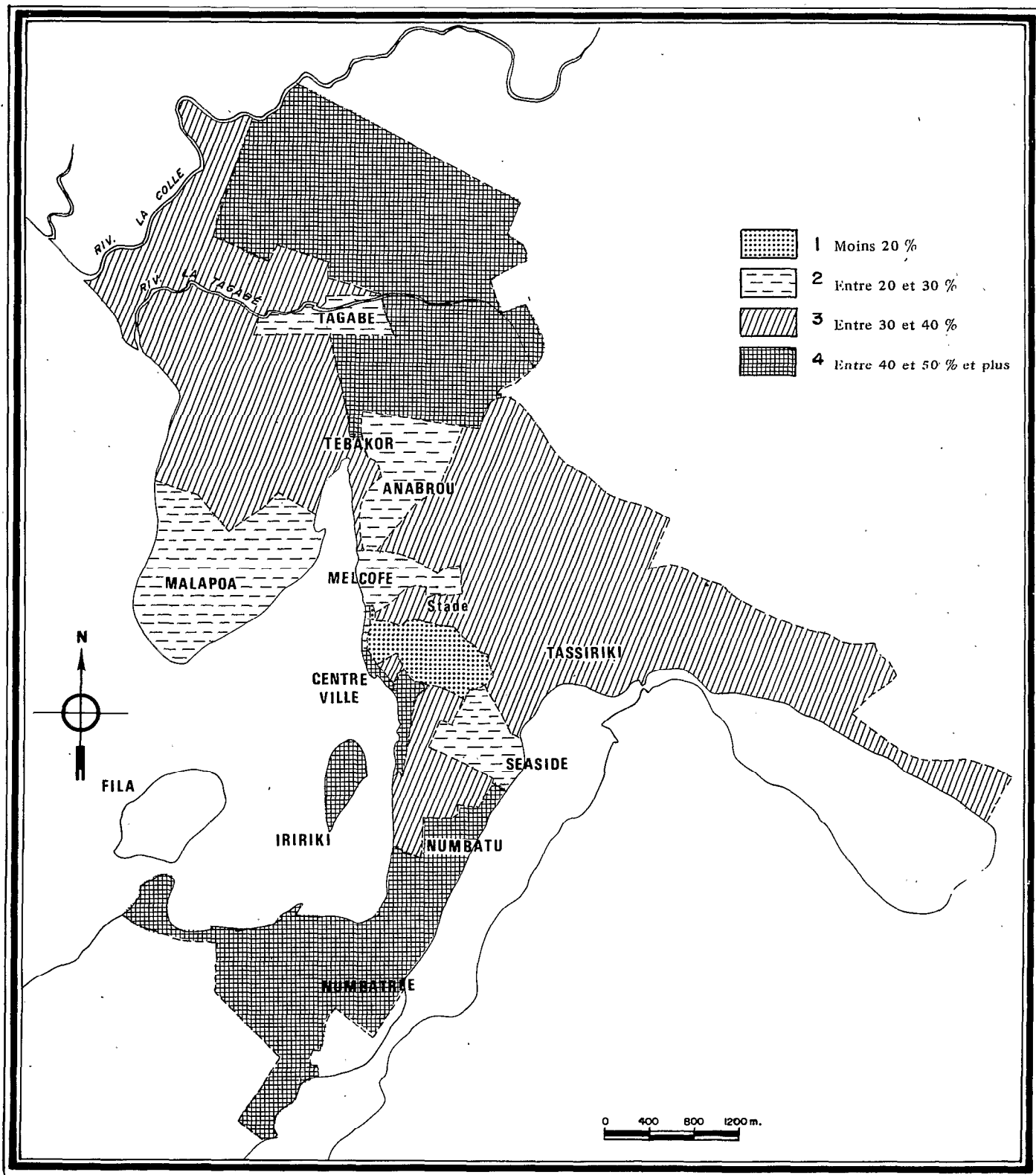


Fig. 13 - REPARTITION DES NÉO-HÉBRIDAIIS HABITANT A PORT-VILA DEPUIS MOINS D'UN AN (en %)

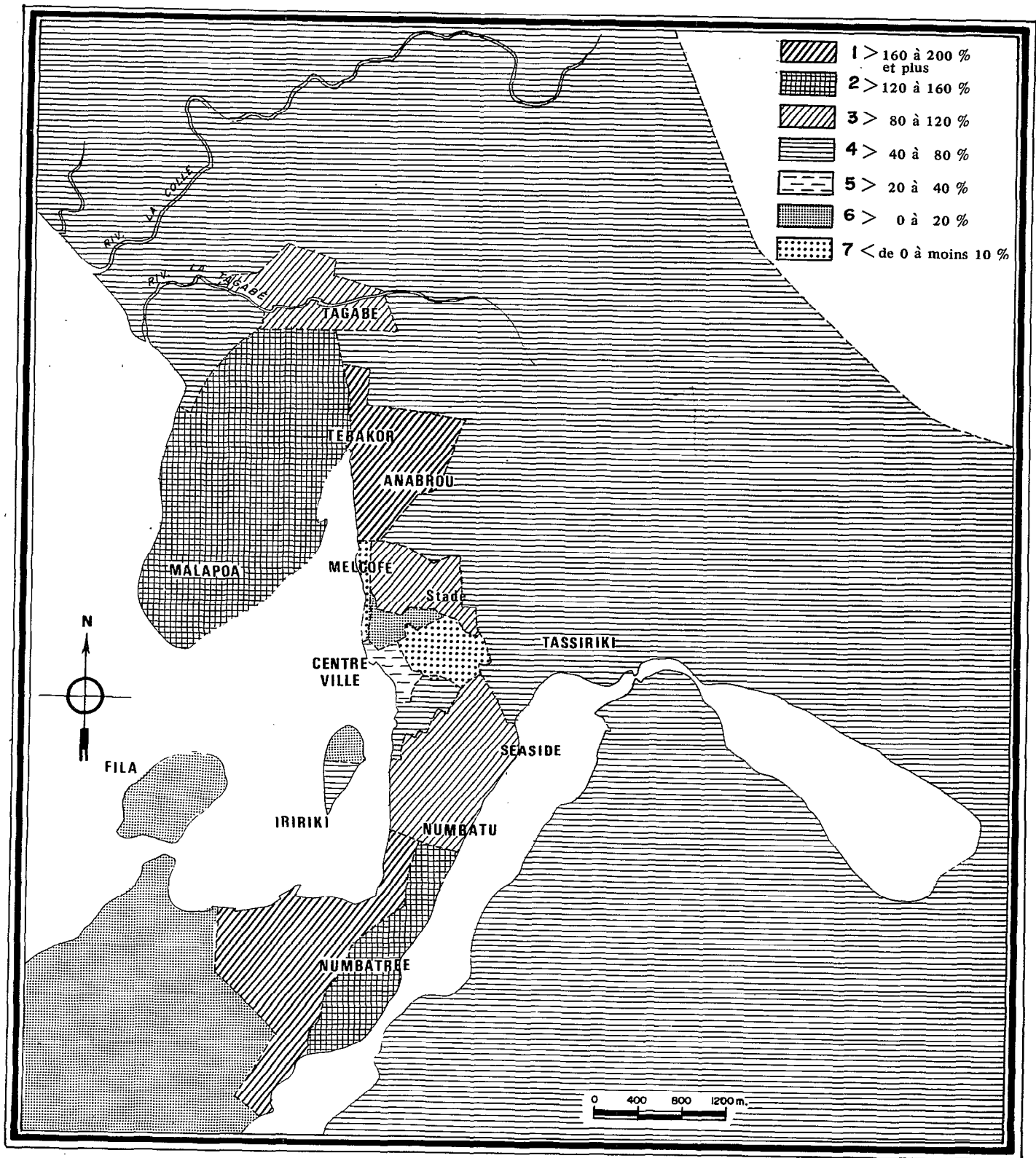


Fig. 14 - ACCROISSEMENT DE LA POPULATION POUR LES DIFFERENTS QUARTIERS DE PORT-VILA ENTRE 1967 ET 1972

A l'extrémité sud de la ville, Numbatree arrive en seconde position quant à l'accroissement de population : 30 % par an. Toutefois, et à la différence des quartiers d'expansion nord, cet accroissement n'est pas seulement dû à l'apport mélanésien, mais également à celui des Européens et des Asiatiques.

Par contre les quartiers centraux de Port-Vila ne connaissent qu'une augmentation mesurée en périphérie, faible ou même négative dans le Centre Ville et les quartiers administratifs, ce qui s'explique tant par une extension des bâtiments commerciaux ou administratifs que par une certaine saturation de la fonction résidentielle.

Si l'on relie l'intensité de l'accroissement de population entre les deux recensements et la répartition des ethnies dans le tissu urbain, il apparaît bien que ce sont les quartiers à forte densité mélanésienne qui sont aujourd'hui en augmentation la plus rapide.

Ces mêmes quartiers sont par ailleurs ceux où les densités de population sont les plus élevées. (Voir figure 15). D'une façon générale, un clivage se creuse entre les parties basses de la ville densément peuplées et les collines et versants supérieurs du plateau où se sont fixés les types de logement résidentiels de haut standing. Par ailleurs l'expansion urbaine vers le nord s'accompagne d'îlots de densités plus élevées que celle qui progresse vers le sud.

III.5. LES TYPES DE LOGEMENT

La répartition des types de logement dans l'espace urbain donne aux différents quartiers de la ville leur physionomie particulière (voir cartes 2-et.3).

Les immeubles modernes à un ou plusieurs niveaux, contenant boutiques et appartements, les maisons « coloniales » neuves ou anciennes avec maisons de domestiques adjacentes, prédominent dans le Centre Ville et les collines résidentielles, où s'intercalent parfois des îlots d'habitats modestes ou insalubres correspondant en général à des logements fournis au personnel des entreprises privées ou publiques (1).

Vers le nord, les types de logement de haut standing disparaissent au-delà de Tébakor. Les habitations précaires et logements de type modeste s'étirent le long du grand axe de communication que constitue la route de Mélé. Dans la plupart des cas les habitations se resserrent en petits îlots séparés par des espaces en friche ou des jardins. La présence de stores d'alimentation, de garages et entrepôts, le long de cette route, accentue son paysage de banlieue semi-urbaine, tandis que sur le côté est de la route, la réserve de l'îlot Fila, sillonnée de sentiers aboutissant à des groupes de cases et de jardins, présente à l'inverse une image plus rurale.

Les résidences européennes (villas individuelles) redeviennent prédominantes dans les quartiers de Nambatu et Numbatree. Elles forment comme une maille en ordre lâche où s'intercalent des îlots serrés d'habitats improvisés ou de bas standing : logements d'ouvriers ou baraques de location. Les zones laissées en friche restent importantes.

La carte de l'habitat urbain révèle par conséquent à travers l'étirement nord-sud de la zone urbaine une hétérogénéisation croissante de celle-ci. En dehors des quartiers commerciaux et administratifs du centre-ville, la tendance à la concentration de la population mélanésienne dans la banlieue nord de la ville entraîne dans celle-ci la prédominance de plus en plus marquée des types de logement modeste ou improvisé. Toutefois et cela semble être un héritage du passé, une certaine imbrication des types résidentiels persiste dans l'actuelle expansion urbaine en direction du sud.

De cette présentation des structures urbaines et des grandes lignes de la dynamique spatiale à Port-Vila, un certain nombre de points peuvent être déduits :

— Les terrains achetés par les migrants mélanésiens sont rares : 21 ha au total pour 240 ha appropriés individuellement par les autres ethnies (voir carte 1). Ils se situent pour plus des deux tiers dans le prolongement nord de la ville et ont tendance à supporter des densités de population exceptionnellement élevées.

(1) C'est du reste dans le Centre Ville, dans les vieux bâtiments de dea-dock que se trouvent les baraquements les plus vétustes et les plus sordides. Ils servent actuellement aux logements des ouvriers semi-qualifiés d'une maison de commerce.

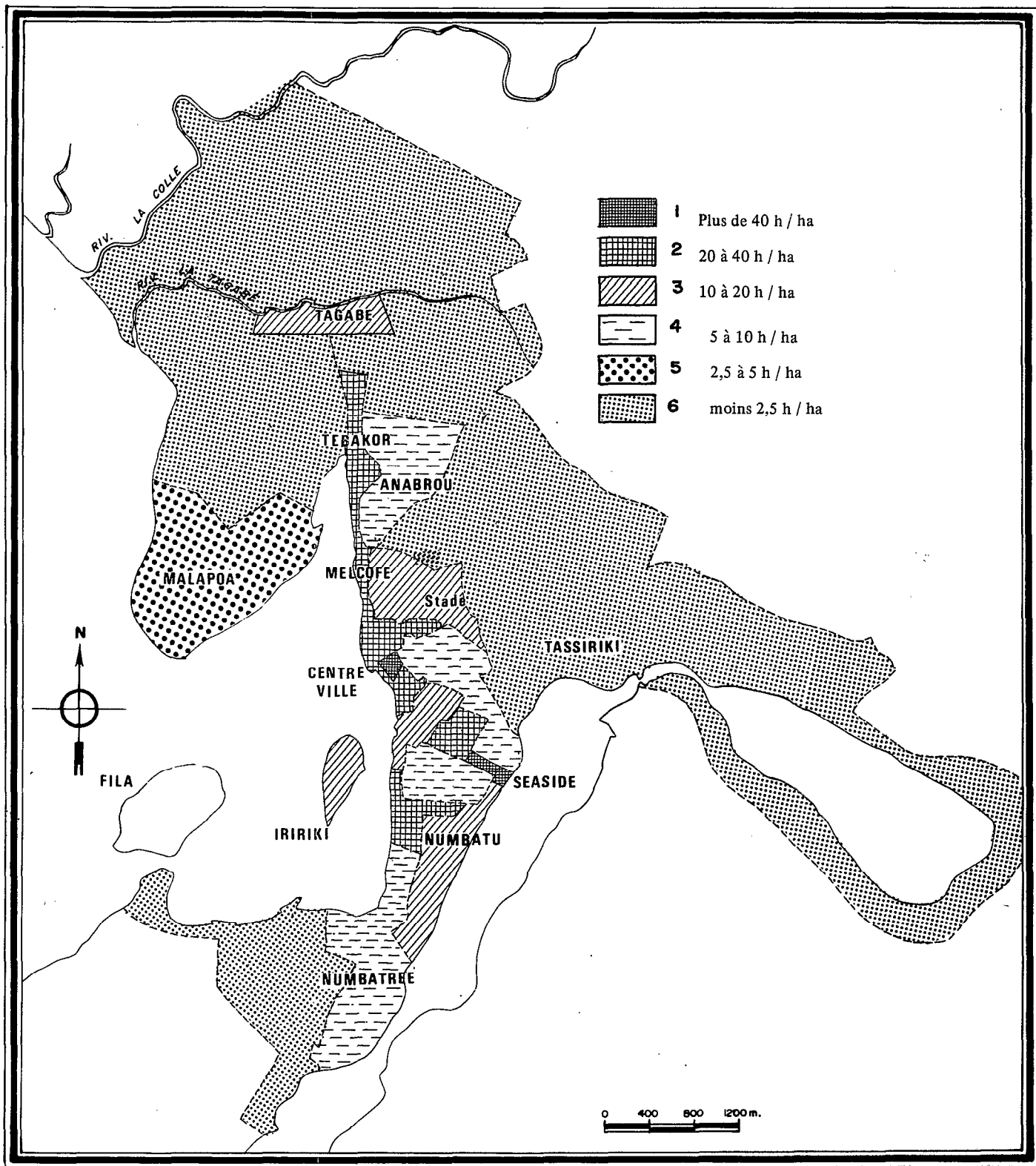
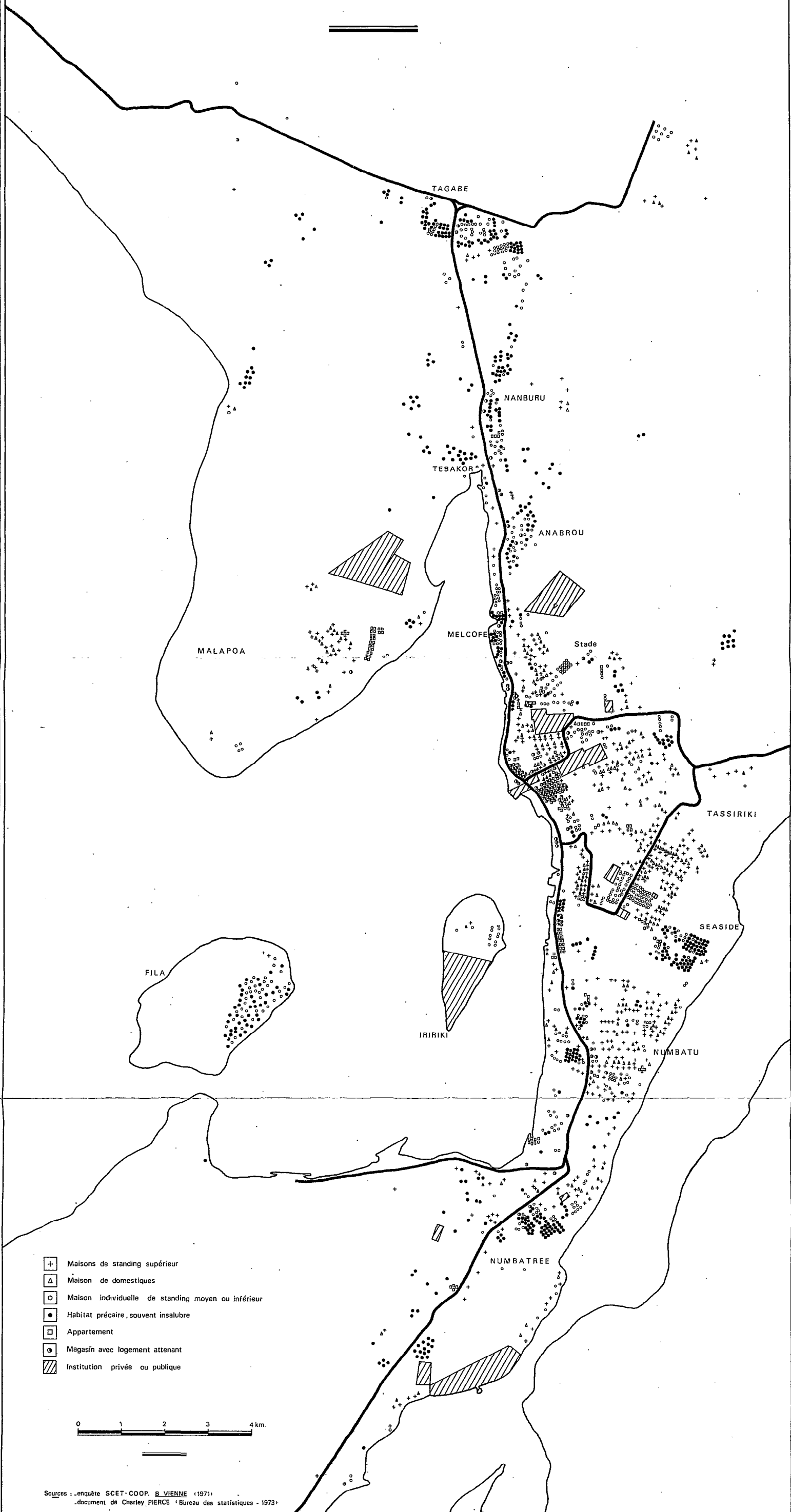


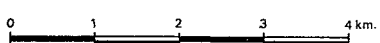
Fig. 15 - DENSITES DE POPULATION PAR QUARTIERS (1972)

REPARTITION DES TYPES DE LOGEMENT A PORT VILA

(recensement de 1972)

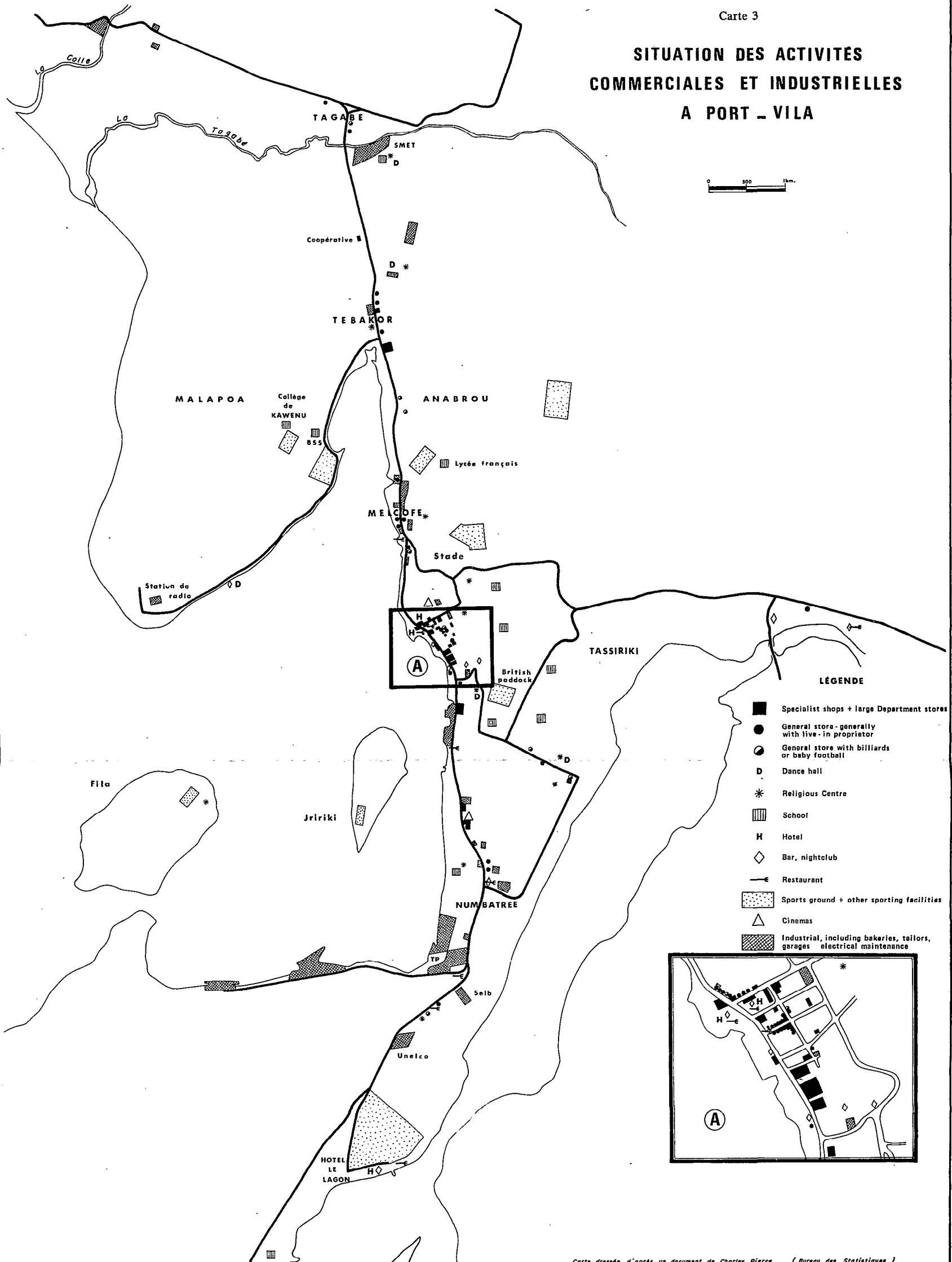
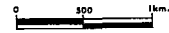


- + Maisons de standing supérieur
- △ Maison de domestiques
- Maison individuelle de standing moyen ou inférieur
- Habitat précaire, souvent insalubre
- Appartement
- ⊙ Magasin avec logement attenant
- ▨ Institution privée ou publique



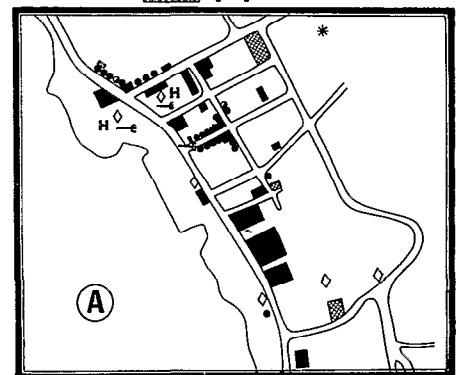
Sources : enquête SCET-COOP. B. VIENNE (1971)
 .document de Charley PIERCE 'Bureau des statistiques - 1973'

SITUATION DES ACTIVITÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES A PORT - VILA



LÉGENDE

- Specialist shops + large Department stores
- General store - generally with live-in proprietor
- General store with billiards or baby football
- D Dance hall
- * Religious Centre
- ▤ School
- H Hotel
- ◇ Bar, nightclub
- Restaurant
- ▨ Sports ground + other sporting facilities
- △ Cinemas
- ▩ Industrial, including bakeries, tailors, garages electrical maintenance



— Par ailleurs des densités similaires se retrouvent dans les logements mis à la disposition des ouvriers par les entreprises privées ou publiques, et dans les baraquements mis en location. Ceux-ci forment comme autant d'îlots insalubres intercalés dans le tissu urbain des quartiers sud — ils sont nombreux à Numbatree — ou des quartiers nord.

— Le problème numéro un de Port-Vila est donc à l'heure actuelle de décongestionner ces îlots en permettant à la population mélanésienne d'avoir accès à des types de logement convenables.

III.6. *MODES ET TYPES DE LOGEMENT OCCUPÉS PAR LA POPULATION MIGRANTE NÉO-HÉBRIDAISE*

L'observation des migrants néo-hébridais à Port-Vila fait ressortir la prédominance d'un mode de vie en compagnie ou en communauté qui, en règle générale, va de pair avec un type d'habitat de «groupe».

Pour la très grande majorité des migrants, la maison ou le logement individuel correspondant à la famille restreinte constitue en effet un luxe inaccessible. Qu'ils veuillent louer une chambre ou qu'ils soient logés par l'entreprise, les Néo-Hébridais sont toujours obligés de se grouper : 5, 8 ou parfois 10 personnes dans la même chambre ou dans la même «case» improvisée, à tout un village ou parfois une île entière s'ils veulent acheter un terrain.

La spéculation foncière et immobilière à Port-Vila n'a cessé ces dernières années de s'aggraver. Elle atteint dans certains secteurs des taux très élevés : 20 ou 25.000 F le m² dans le Centre Ville.

A Numbatu, Melcoffee, Tebakor, c'est-à-dire déjà à une certaine distance du Centre Ville, le prix des terrains descend rarement en dessous de 1.200 à 1.500 F NH le m².

Les prix ne deviennent relativement abordables que dans les lotissements périphériques du nord de la ville, en particulier à Namburu (lotissement Ohlen) où ils oscillaient, en 1972, entre 150 et 200 F NH le m².

a - La fréquence des achats de groupe

Lorsqu'ils achètent des terrains, les migrants s'associent. Ce fut le cas, dès 1965, à Sea-Side, où les parcelles furent achetées au moyen d'une souscription volontaire à laquelle participèrent une soixantaine de Tongoans émigrés à Port-Vila. Chaque souscripteur reçut le droit d'élever une maison sur le terrain déclaré d'essence communautaire et qu'on partagea entre les différents villages de l'île ayant participé à l'achat. Mais même dans un cas d'achat collectif comme celui-là, il est très rare qu'un souscripteur ait pu payer seul le montant de la somme réclamée. Dans la plupart des cas, les parents et amis résidant dans l'île se cotisèrent pour payer les souscriptions, obtenant dès lors un droit de séjour implicite sur le terrain. Il en résulte sur les trois parcelles achetées communautairement une exceptionnelle densité de population. Chaque famille de souscripteur héberge en même temps des oncles, frères, cousins ou amis qui ont aidé ou sont parents de ceux qui ont aidé à verser la souscription demandée. Les hôtes sont en fait aujourd'hui beaucoup plus nombreux que les souscripteurs.

Toujours à Sea-Side et à la même époque, les terrains situés de l'autre côté de la route furent achetés par des familles originaires de Paama, mais cette fois «individuellement». Pourtant la densité de population est identique. Il n'y eut pas dans ce cas de souscription collective, mais en réalité chaque «achat individuel» correspondait au regroupement d'un réseau de parenté de l'île de Paama. D'où sur des lots théoriquement individuels un nombre élevé de cases improvisées correspondant aux «hôtes» qui à un moment ou à un autre ont aidé le propriétaire à acheter «son» terrain.

Lors de la mise en vente du lotissement à prix modéré de la Mission Catholique à Anabrou, certains lots furent cette fois acquis de façon individuelle — en général par des migrants ayant acquis une qualification professionnelle assez élevée —, mais d'autres, plus nombreux, le furent également par des «familles étendues», correspondant pratiquement à la population d'un village entier (Anatom, Ambrym, Malikolo).

On retrouve un processus identique à Tagabé lors de la mise en vente du lotissement Laval, et plus récemment dans les lotissements Ohlen et de Gaillande, où des parcelles achetées individuellement, si l'on en croit les archi-

ves de la conservation foncière, servent en réalité de base d'accueil pour des groupes de parenté ou villageois plus étendus. On note toutefois depuis 1971 une certaine progression des achats individuels réalisés par des ouvriers partis travailler à Nouméa.

b - La location et les logements d'entreprise

Pourtant, même en se serrant au maximum, les parcelles achetées par des groupes de migrants ne peuvent contenir tout le monde. Reste donc, en dehors des domestiques logés par leur patron, la location et les logements fournis par les entreprises.

Un certain nombre de commerçants vietnamiens ou de Néo-Hébridais ayant pu acquérir un terrain dans la zone urbaine ont construit en effet des baraquements en tôle ondulée ou en bois de récupération, qu'ils louent aux migrants. Les prix oscillent entre 800 et 1.500 F NH par mois pour la chambre. Ceux qui doivent s'y loger sont pour la plupart des journaliers non qualifiés, en général des jeunes gens non mariés. En se groupant à plusieurs par chambre, ils peuvent diviser le loyer mensuel et par conséquent réaliser une économie relativement importante. Mais les taux d'entassement auxquels on arrive deviennent vite très élevés.

Les conditions d'entassement ne sont guère meilleures dans la plupart des logements que fournissent les entreprises. En général, celles-ci laissent le contrôle de ces logements aux travailleurs les plus anciens ; les groupes qui se reconstituent dans un tel cadre accueillent dès lors leurs parents ou simples compatriotes temporairement sans abri, qu'ils travaillent ou non dans l'entreprise. Des communautés plus ou moins larges arrivent ainsi à se restructurer sur des bases traditionnelles en monopolisant une partie des structures d'accueil fournies par les entreprises privées ou publiques de la ville.

III. 7. STRUCTURES DE GROUPE ET FORMES NOUVELLES D'INDIVIDUALISME A PORT-VILA

En règle générale, les liens de solidarité sont plus forts parmi les migrants qui n'ont pas acquis de qualification professionnelle et dont le séjour dans un établissement scolaire a été bref ou inexistant. Par contre ils tendent à se relâcher au niveau des cadres moyens et des jeunes scolarisés : la promotion individuelle et un salaire plus élevé favorisent en effet le «dégagement» par rapport aux structures de groupe.

Les structures communautaires ont pour la plupart été créées dans les premiers temps de la migration circulaire. Elles se fondent à la fois sur les relations de solidarité familiale et ethnique qui préexistaient dans l'île d'origine et sur la prééminence d'un ou plusieurs leaders. Le pouvoir de ces derniers se justifiant par une ancienneté plus grande sur le lieu d'immigration et un statut coutumier qui dans l'île d'origine les situait déjà au-dessus des autres.

Ces communautés, au début simple alliance entre gens d'une même île ou d'un même village, se sont de plus en plus structurées au fur et à mesure de leur «enracinement» dans le milieu urbain. Dans le cas des petites et moyennes îles proches de Vaté où la migration représente une tradition ancienne, l'alliance a débordé le cadre étroit des petites compagnies de migrants pour s'étendre à celui de l'île toute entière : ainsi pour la communauté de Tongoa qui est certainement l'une des mieux structurée de Port-Vila, celle des gens d'Emau, de Paama, et pour les gens de la région des White Sands ou du Centre Brousse de Tanna.

Les deux chefs de la communauté de Tongoa tirent par exemple leur pouvoir d'une délégation faite en leur faveur par les chefs coutumiers de l'île. Chacun des chefs de village de Tongoa a délégué auprès de ceux-ci un représentant personnel chargé plus particulièrement des migrants provenant de sa propre communauté. Il y a là une reconstitution sommaire de la structure d'autorité qu'on retrouve à Tongoa et dans un sens la même recherche de l'équilibre des pouvoirs entre chefs possédant des «titres» de pouvoir élevés, et des chefs de moyenne importance aux «titres» moindres.

Ces leaders principaux ont un pouvoir dans toutes les questions qui intéressent l'ensemble de la communauté et qui sont discutées au cours de meetings dans le petit temple de Sea-Side. Les querelles et questions minimes sont tranchées par les leaders ou par les représentants des chefs de village. C'est à eux que s'adresse le migrant provenant directement de son village, soit pour trouver un logement, soit pour trouver du travail.

Une certaine permanence de la coutume est maintenue qui apparaît surtout au moment des cérémonies de

mariage et de deuil. Le samedi, des bals avec orchestre de guitares ont lieu à Sea-Side ou à Saratokora (Anabrou) regroupant les jeunes de la communauté.

La répartition des Tongoans dans l'espace urbain s'opère ainsi en fonction de structures qui sont celles de l'île d'origine. Les villages qui ont migré les premiers et le plus massivement vers Port-Vila se retrouvent à Sea-Side : il s'agit essentiellement de Matangi, Itakoma et Mangarissu, c'est-à-dire les plus importants villages de la zone linguistique des «Namakura».

Deux autres petites communautés tongoannes se retrouvent dans les quartiers nord de la ville : l'une à Saratokora regroupant les gens du village de Panita, l'autre à Tagabé regroupant les gens de Moériu.

Ces trois «groupes» qui sont les seuls à être propriétaires de terrains collectifs dans la zone urbaine servent de base d'accueil à cinq villages sur les quatorze que compte l'île. Pour les autres villageois, en particulier ceux de l'aire linguistique «Nakanamanga» qui, jusqu'à présent, ne migraient qu'en nombre plus faible, la migration apparaît moins organisée : elle ne possède pas de terrains collectifs. Néanmoins un certain regroupement, plus informel, existe là aussi.

Par exemple les gens de Lumbukuti ont obtenu le droit d'élever des cases temporaires à Black Sands sur la réserve foncière de l'îlot Fila. Ce droit a été acquis à la suite d'une relation d'alliance matrimoniale : une femme de Lumbukuti ayant épousé un homme de l'îlot Fila, ce dernier a permis à la parenté de celle-ci de s'établir sur les terres dont il est propriétaire au sein de la réserve.

Les autres villages ont trouvé d'autres solutions : par exemple ceux de Puraou logent dans un terrain appartenant à un commerçant chinois en bordure du lagon d'Erakor ; ils ne paient pas, mais sont chargés de l'entretien du terrain. Ceux de Kurumambé louent collectivement un certain nombre de chambres chez un Vietnamien de Tebakor... etc...

Cet éclatement des Tongoans dans l'espace urbain ne nuit pourtant pas à leur cohésion : l'existence d'une structure communautaire large à Sea-Side, où résident les deux leaders principaux, fait en effet fonction de point de ralliement pour l'ensemble de la communauté.

L'organisation communautaire des migrants originaires de Tongoa est un bon exemple de ce qui existe un peu partout pour les autres îles. Le regroupement des migrants s'opère en effet en fonction des clivages géographiques, politiques ou religieux qui sont ceux de l'île. Les gens de Tanna sont par exemple regroupés en trois communautés : la première, prebytérienne, reste en relation avec le conseil local de l'île et les pasteurs de Port-Vila ; les deux autres regroupent l'ensemble des gens de White-Sands ou du Centre-Brousse qui ont maintenu leurs structures coutumières et restauré les formes d'un néo-paganisme (John Frum).

Parmi ceux-là, les plus nombreux, un sous-clivage tend à démarquer la fraction des néo-païens qui ont rejoint récemment l'église S.D.A.. Leur base est à Saratokora, sur un terrain acheté collectivement. Leur leader, qui n'a pas de statut coutumier particulier, réussit par contre assez bien dans les affaires.

Pour les autres «les man customs» de Tanna, le centre géographique reste l'une des plantations de la périphérie de la ville ou bien les logements de l'Unelco. Là ont lieu les meetings et les fêtes qui regroupent la communauté. Le chef de celle-ci qui possède un statut coutumier élevé (il s'agit de Charley S. que nous avons évoqué plus haut) organise une fois par mois des fêtes et des danses coutumières sur la plantation où il travaille. Son pouvoir semble assez important ; il n'hésite pas à renvoyer d'autorité à Tanna les membres de sa communauté qui sont causes de «trouble», et intervient fréquemment dans les cas d'adultère. Il nous a fait part longuement de ses soucis devant les débuts d'une prostitution encore informelle à Port-Vila et de la participation de certaines des jeunes filles de son île.

Ces exemples pourraient être répétés, avec quelques nuances dans le détail, pour les gens de Paama, d'Emau, Buninga, Mataso, Makura, Anatom, certains villages d'Ambrym, etc... (1). Bref pour la plupart des îles où la migration longtemps circulaire a eu le temps de créer ses propres structures d'accueil, c'est-à-dire essentiellement un terrain communautaire ou tout au moins un espace où il est possible de se retrouver, et des leaders ayant acquis ancienneté et souvent un poste de responsabilité dans l'une des entreprises de la ville.

Toutes les communautés migrantes n'entrent pas dans cette catégorie. La plupart des grandes îles du Nord et du Centre Nord qui ne migrent que depuis quelques années à Port-Vila n'ont souvent pas eu le temps de créer des structures stables. On trouve parmi les migrants originaires de ces îles une mosaïque de micro-regroupements, corres-

(1) Il est toutefois difficile de parler de communautés pour les gens de Paama ou d'Emaé. La structure communautaire y est en effet relativement informelle : il s'agit plutôt de micro-regroupements correspondant à des réseaux de parenté assez individualisés les uns par rapport aux autres.

pondant à une famille étendue, ou dans le meilleur des cas à un ou deux villages, mais pas de communauté large comme celles que nous avons décrites.

Ces migrants pratiquent entre eux la même solidarité que dans les grandes communautés, mais leur éclatement et leur dispersion dans la zone urbaine rendent moins efficace leur système d'entraide, tant pour le logement que pour l'embauche dans une entreprise. Ils auront donc tendance à être nombreux dans les chambres de location et certains travaux mal payés délaissés par les autres communautés.

Les seules structures larges qui puissent regrouper ces petits groupes informels restent encore celles des églises. Beaucoup de ceux qui proviennent d'Aoba, de Pentecôte, et plus accessoirement des Banks ou de Maewo, se retrouvent autour des structures de l'église anglicane de Tagabé. Le pasteur tend alors à devenir le véritable leader de la communauté migrante : l'absence de pouvoir coutumier étant remplacée par celui des églises. Le même processus existe pour les presbytériens de Paama, de Malikolo et de Tanna.

L'analyse des structures communautaires de migrants révèle par conséquent des situations fort différentes. Les communautés structurées qui dérivent de la migration circulaire traditionnelle coexistent avec les petites compagnies et micro-groupes beaucoup plus informels, et sans lien les uns avec les autres, qui proviennent d'une vague de migration plus récente où les formes «sauvages» apparaissent beaucoup plus accentuées. La tendance à l'individualisme tend à s'affirmer de plus en plus dans ce dernier groupe ; en outre, les jeunes ayant atteint un certain niveau scolaire (C.E.P. ou B.S.I.P.), les migrants anciennement fixés, qui ont acquis une qualification professionnelle ou un poste de maîtrise, semblent éprouver de plus en plus de difficultés à rester à l'intérieur du «groupe» et de ses contraintes.

Les structures de groupes ne sont sans doute pas éternelles et correspondent à un stade précis de la migration, mais en tant que telles, elles correspondent aux besoins actuels de la plupart des migrants et évitent un «déracinement» trop brutal. En outre par la relation qu'elles maintiennent avec les milieux d'origine et le monde rural, les structures communautaires favorisent les mouvements circulaires et la régularité des retours, empêchant ainsi qu'une part trop importante des migrants ne se fixe définitivement en ville. Dans un sens, elles sont encore le meilleur obstacle à la transformation des mouvements migratoires en exode rural définitif.

Il convient donc dans une politique de logement en faveur des migrants de tenir compte de ces différents aspects.

III.8. ÉLÉMENTS POUR UNE POLITIQUE D'ACCUEIL DES MIGRANTS EN ZONE URBAINE

On sait qu'il existe un projet de lotissement à prix modéré, orienté vers la population mélanésienne de Port-Vila : l'ancienne propriété Demant, qui a été achetée par le Condominium, étant destinée au relogement de cette population dans des conditions décentes.

Or mieux loger les Néo-Hébridais qui vivent actuellement dans des conditions insalubres ne suffit peut-être pas. Il faut également envisager l'ensemble du devenir urbain de Port-Vila, en particulier penser aux futurs «quartiers» qui vont se créer à partir des lotissements sociaux, et pour cela préparer des îlots où le maximum d'hétérogénéité sociale permettra une vie de relations équilibrée. Dans cette perspective, trois idées peuvent servir de fils conducteurs (1) :

1—Briser la monotonie d'un lotissement gigantesque qui regrouperait à un même endroit de la ville tous les Néo-Hébridais qui sont actuellement à reloger. Ceci pourrait être réalisé en dispersant et en éclatant au maximum dans le tissu urbain des lotissements à taille moyenne qui ne dépasseraient pas 100 à 120 lots individuels.

2—Prévoir sur chacun des lotissements ainsi «éclatés» un maximum d'hétérogénéité, c'est-à-dire mélanger foyers de célibataires et maisons individuelles de styles divers correspondant à des statuts familiaux différents ; prévoir également les structures commerciales indispensables.

3—La politique du lotissement ne peut être conçue sans tenir compte des structures de groupes spontanées qui existent à l'heure actuelle. Pour ne pas conduire à un échec ou à des sources nouvelles de problèmes, la conception des lots et leur attribution doit être élaborée en concertation avec les intéressés eux-mêmes.

(1) Sur ce problème et pour plus de détails, se reporter à notre rapport d'enquête paru en mars 1974 : «Migrations et création urbaine à Port-Vila». Document ronéoté. Centre ORSTOM de Nouméa. 131 p.

L'Office du logement de Port-Moresby, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui s'est heurté sur une échelle plus vaste à des problèmes d'ordre identique, a acquis dans ce domaine une expérience qui peut être riche d'enseignements pour les projets néo-hébridais. Les différents programmes d'habitat social n'ont pas connu en effet un succès identique (1). A la lumière de cette expérience, deux sources majeures d'échec sont apparues :

- les lotissements «géants» (exemple de Morata), c'est-à-dire dépassant 250 lots, conduisent à des problèmes nouveaux difficiles à maîtriser : délinquance, affrontements ethniques, traumatismes dus à une détribalisation trop rapide et à l'ambiance de «ghetto», etc.
- les lotissements individuels à prix modéré ont réussi dans la classe moyenne, mais n'ont pas remporté un succès équivalent dans les catégories sociales plus marginales (journaliers et migrants circulaires).

Ces difficultés peuvent servir d'enseignement. Il nous apparaît en effet dangereux de créer un lotissement trop massif sur l'ancienne propriété Demant. Très vite celui-ci deviendrait un «ghetto» pour migrants avec tout ce qu'une telle concentration engendre comme tensions internes et problèmes d'ordre social ou psychologique. Par ailleurs et dans le but de ne pas créer de clivages géographiques trop accusés entre la partie nord de la ville et la partie sud, à prédominance européenne, la recherche de terrains pour lotissements sociaux devrait être plutôt orientée au sud des quartiers de Numbatu et Numbatree, en particulier vers les actuels lotissements ouverts par les C.F.N.H.

En attendant, la création d'un premier lotissement-pilote sur Demant prend valeur d'épreuve-test. Il est probable que comme à Port-Moresby, une politique de mise en vente à bas prix, assortie de conditions de crédit à long terme, de parcelles et de maisons individuelles correspondant à la taille moyenne d'une famille restreinte (5 personnes en moyenne) bénéficiera d'un grand succès auprès des migrants déjà adaptés au milieu urbain et qui constituent ce que nous avons appelé les classes moyennes de la ville (ouvriers qualifiés, cadres, chauffeurs, etc...). En revanche, un tel programme risque d'avoir beaucoup moins d'impact sur la masse des journaliers dont l'insertion en milieu urbain reste marginale. Ce risque, nous l'avons vu, n'a pu être évité à Port-Moresby.

Dans ces conditions, la politique en faveur de l'ensemble de la population migrante reste à découvrir. On risque sinon de favoriser seulement une catégorie de la population – la plus favorisée par son statut professionnel – et de renforcer l'isolement et les problèmes de l'autre. En fait deux politiques sont à mener simultanément et si possible à l'intérieur des mêmes lotissements : une politique favorisant l'installation individuelle des familles de migrants et une politique d'accueil prévoyant une large place aux structures communautaires pour les autres, ceux dont le but n'est pas tant de se «fixer» en ville que de passer un laps de temps plus ou moins long en zone urbaine et de revenir par la suite dans leurs milieux ruraux. Des foyers, placés sous la responsabilité des chefs coutumiers, des conseils locaux des diverses îles de l'archipel, des migrants eux-mêmes ou des diverses associations culturelles et religieuses : des terrains collectifs mis à la disposition des compagnies et communautés de migrants qui existent à l'heure actuelle, répondraient mieux aux besoins de toute la frange de migrants qui cherche actuellement non pas une parcelle de terre où se fixer, mais seulement une structure d'accueil libre et peu coûteuse. Pour cette raison une politique d'accueil des migrants temporaires ou marginaux est à définir, parallèlement à la politique d'habitat social. Elle ne pourra avoir lieu que si un climat de concertation est instauré entre les responsables chargés de la politique urbaine et les intéressés eux-mêmes.

En outre et même en admettant que le programme de lotissement social progresse rapidement, tous les problèmes d'habitat ne seront pas résolus pour autant. Les constructions déjà en place sur les terrains achetés par les migrants, les baraques de location ou d'entreprises risquent de rester longtemps surchargées si une politique de réglementation et de rénovation par l'aide à la construction n'est pas mise en place.

La décongestion des îlots d'habitats à prédominance mélanésienne, la création de lotissements sociaux (1) ne pourront être pleinement efficaces que si est élaborée parallèlement une politique d'accueil au service de la masse instable des migrants temporaires, journaliers et manœuvres.

(1) Voir J. BONNEMAISON : «En Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'expérience de l'Office du Logement de Port-Moresby». *Journal des Océanistes* (1975) n. 48.

(2) En ce qui concerne les types d'habitat proprement dits souhaités par la population migrante, on se reportera avec profit à l'étude de C. et B. VIENNE : "L'habitat social mélanésien dans les agglomérations de Vila et Luganville" (1972).

IV - L'ACCES DES MELANESIENS A LA PROPRIETE DANS LES NOUVEAUX QUARTIERS DE LUGANVILLE

L'étude réalisée à Luganville révèle une situation différente. Sur les nouveaux quartiers qui se créent en marge de l'ancien Centre Ville, vit une population migrante qui est, ou est en passe, de devenir propriétaire des terrains sur lesquels elle vit. C'est sur cet accès des migrants à la propriété foncière, les modes d'achat et les conséquences qui en résultent pour l'ensemble de la zone urbaine que l'enquête a porté en premier lieu.

L'agglomération actuelle de Luganville (1) est une «ville-camp», issue directement de la base militaire édifée par les Américains lors de la Guerre du Pacifique. Avant guerre, le «Canal» consistait seulement en un centre administratif situé à Saint-Michel à l'Ouest de la rivière Sarakata. La mission catholique qui y voisinait avec l'hôpital français et les bâtiments de bois de la Délégation française constituaient pratiquement l'essentiel de «l'agglomération». Au début du siècle, un petit hôtel fonctionnait pour les planteurs de passage ; vers l'Est, les maisons de commerce de Nouméa égrenaient, entre les plantations qui fructifiaient le long du Canal du Segond, quelques comptoirs et petits docks pour l'achat du coprah. Point de pont sur la rivière Sarakata, ni de route : on circulait en bateau, à cheval ou en char à bœufs.

La rive Est de la Sarakata, là où s'est construite l'actuelle agglomération, n'était alors qu'un marécage, assez malsain, sur lequel la Société Française des Nouvelles-Hébrides (S.F.N.H.) possédait un titre de propriété, mais n'exploitait pas. C'est sur ce marécage inoccupé que l'Armée américaine choisit, en 1942, de s'installer : très vite elle construisit et fit naître l'infrastructure d'une ville. Un pont fut d'abord construit sur la Sarakata — il est toujours en usage, bien que remis en état à chaque tremblement de terre important — ; la brousse fut défrichée et le marécage assaini. En quelques mois la construction de trois aérodromes alla de pair avec l'ouverture de routes au tracé géométrique et la mise en place de canalisations d'eau.

Une véritable ville qui parfois contient jusqu'à 200.000 hommes, vécut sur un rythme trépidant une vie éphémère. A leur départ, les Américains laissaient intacte une infrastructure urbaine moderne et une succession de demi-lunes en tôle ondulée vers lesquelles la «ville» n'allait pas tarder à migrer progressivement. Les administrations furent les premières à s'installer à l'Est de la Sarakata, en bordure du camp abandonné. Quant à la S.F.N.H., reprenant possession des terrains aménagés par l'Armée américaine, elle n'eut qu'à les transformer en lotissements pour que d'emblée se crée à Luganville un noyau urbain dont le développement n'allait pas tarder à entrer en concurrence avec celui de Port-Vila.

Luganville présente ainsi l'un des rares exemples de ville où l'infrastructure urbaine existait avant la venue de ses habitants. Pour cette raison les terrains y ont été toujours beaucoup moins coûteux que ceux de Port-Vila. De 1950 à 1974, près de 1.000 lots de terrains ont été vendus à des particuliers ou à des institutions commerciales et administratives dont, nous le verrons, une part importante à des migrants mélanésiens.

Nous présenterons en premier lieu la population mélanésienne de Luganville en insistant sur ce qui la distingue de Port-Vila, puis les différentes étapes de l'accès de cette population à la propriété foncière.

(1) Ce nom provient du Capitaine Lugan, des Messageries Maritimes, qui assurait au début du siècle une liaison régulière avec le centre de colonisation qui venait d'être créé le long du Canal de Bougainville, dans l'île d'Espiritu Santo. C'est en son honneur que les colons français pour lesquels l'arrivée du bateau tous les 3 mois représentait une véritable fête, donnèrent le nom de Luganville à la partie occidentale du Canal. Aujourd'hui la ville est toujours appelée par les Mélanésiens «le Canal» ou bien tout simplement Santo.

IV.1. DONNÉES GÉNÉRALES SUR LA POPULATION MÉLANÉSIENNE DE LUGANVILLE

A. COMPOSITION DÉMOGRAPHIQUE

Luganville est aujourd'hui une ville dont le caractère mélanésien ne cesse de s'affirmer. Alors qu'à Port-Vila, le mélange des ethnies et l'apport de l'émigration extérieure ont fait baisser en valeur relative la part de la population mélanésienne entre 1967 et 1972 (de 69,8 % à 66,4 %), à Luganville, celle-ci a progressé, tant en valeur relative qu'absolue, de 59 à 68 %.

Tableau 28 : Développement comparé des populations urbanisées de Luganville par ethnies (1)

Années	Néo-Hébridais		Européens		Autres îles du Pacifique		Divers		Asiatiques		Total
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
1967	1534	59,8	310	12,1	159	6,2	323	12,6	176	6,9	2564
1972	2630	68,0	358	9,3	275	7,1	366	9,4	175	4,5	3866
Accroissement 67/72	+ 71,4 %		+ 15,5 %		+ 72,9 %		+ 13,3 %		0		+ 50,8 %

(1) Sources : MAC ARTHUR (1967), Bureau des Statistiques du Condominium (1972).

L'analyse de la structure par âge de la population d'origine néo-hébridaise révèle qu'il s'agit d'une population jeune, animée d'un vigoureux dynamisme démographique. Les moins de 20 ans constituent en effet 53,1 % de cette population et encore 40 % si l'on ne considère que les moins de 15 ans. Chiffres qui s'expliquent en partie par l'importance de la fonction scolaire à Santo (les écoles publiques ou privées drainent en effet des enfants originaires d'un peu toutes les îles du Nord de l'archipel), mais également par la présence importante de familles migrantes établies en ville avec leurs enfants. A l'inverse, les classes d'âges âgées de plus de 40 ans ne représentent que 11,5 % de la population mélanésienne (voir figure 16 : Pyramide des âges).

Par ailleurs le déséquilibre dans la répartition des sexes est moins accusé qu'à Port-Vila : 143 hommes pour 100 femmes à Santo, contre 170 à Vila si l'on ne tient compte que de la population migrante (1). Les bases d'une croissance démographique rapide qui ira en s'amplifiant dans les années qui viennent ont donc été ainsi mises en place au cours de ces dernières années à Luganville.

B. LA RÉPARTITION SOCIO-PROFESSIONNELLE

Si l'on considère la composition socio-professionnelle de la population néo-hébridaise de Luganville, celle-ci révèle la large prédominance d'ouvriers et de manœuvres au sein de cette population (52 %), mais en même temps la promotion relativement plus rapide qu'à Vila d'une catégorie sociale intermédiaire constituée de cadres moyens et d'employés de bureau particulièrement dans les maisons de commerce et le secteur administratif :

(1) C'est-à-dire en ne tenant pas compte des villages suburbains qui entrent aujourd'hui dans la population urbanisée. A Santo, l'absence de villages proches de la zone urbaine amène à considérer l'ensemble de la population néo-hébridaise comme une population migrante.

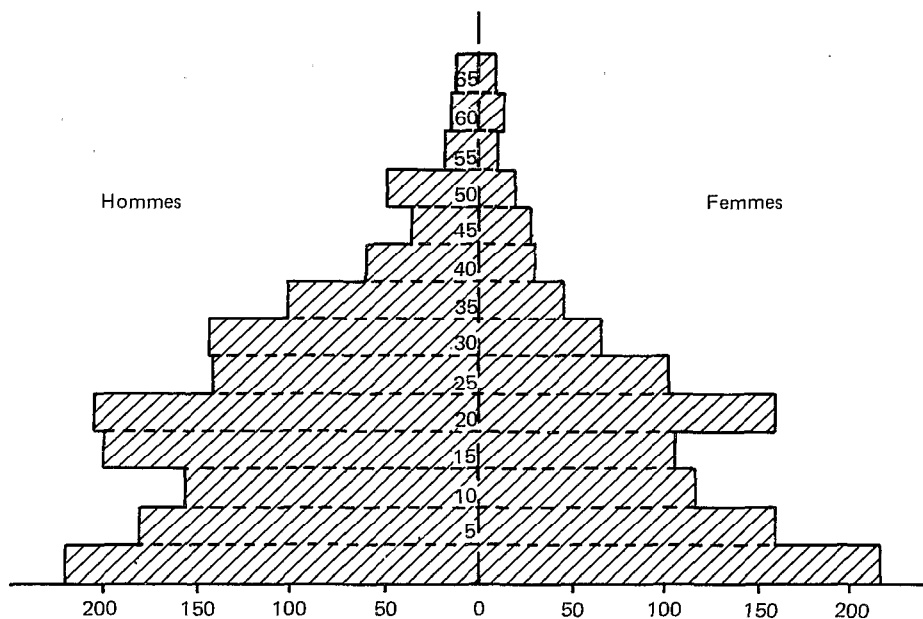


Fig. 16 - STRUCTURE PAR AGE DE LA POPULATION MELANESIENNE DE LUGANVILLE (1972)

Tableau 29 : Composition socio-professionnelle de la population mélanésienne de Luganville (1972) (1)

	Nombre	% par rapport à l'ensemble des Néo-Hébridais	% par rapport à l'ensemble de la population (toutes ethnies)
Personnel des Professions scientifiques et techniques	37	3,7	31,3
Directeurs et cadres administratifs	—	—	—
Cadres moyens et employés de bureau	72	9,5	46,5
Personnel commercial et vendeurs	45	4,5	34,9
Services (domesticité)	218	22	86,2
Agriculture	104	10,5	80,0
Ouvriers et manœuvres	508	51	81
TOTAL	995	100	69,5

(1) Sources : Service des Statistiques (1972)

C. ASPECTS COMPARÉS DE LA MAIN-D'ŒUVRE SALARIÉE DE PORT-VILA ET DE LUGANVILLE

L'enquête réalisée à Luganville a permis d'atteindre au moyen d'interviews et de questionnaires 507 salariés présents en zone urbaine aux mois de mai et juin 1974. Cet échantillon présente avec celui de Port-Vila un certain nombre de points de convergence, mais aussi de divergence.

a - Situation familiale

Tableau 30 : Comparaison des statuts familiaux à Port-Vila et Luganville (1)

	PORT-VILA		LUGANVILLE	
	Nombre	%	Nombre	%
Célibataires	436	55,5	239	47,2
Mariés sans leur famille	126	16,0	33	6,5
Mariés avec leur famille	224	28,5	235	46,3
TOTAL	786	100	507	100

On remarque ici les proportions relativement proches du nombre des célibataires à Port-Vila et à Luganville, mais inversement le nombre beaucoup plus massif d'hommes mariés vivant avec leur famille à Luganville. Cette différence semble indiquer que pour les migrants mélanésiens, Santo est une ville où l'on se fixe et où il est possible de vivre en famille, tandis que Port-Vila apparaît comme une «ville de passage», un lieu où il est possible de gagner des salaires, mais où il est difficile de vivre dans des conditions normales (71 % d'hommes seuls à Port-Vila, contre 53 % à Luganville).

b - Temps de résidence en zone urbaine

Tableau 31 : Comparaison entre l'ancienneté de résidence à Port-Vila et à Luganville

	PORT-VILA		LUGANVILLE	
	Nombre	%	Nombre	%
Moins d'un an et demi	455	58,0	133	26,81
1 à 3 ans	68	8,7	93	18,75
3 à 6 ans	47	6,0	93	18,75
6 ans et plus	214	27,3	177	35,69
TOTAL	784	100	496	100

Ces chiffres révèlent pour la population de Luganville des temps de résidence en zone urbaine plus longs. La population anciennement «fixée» existe également à Port-Vila, mais elle a été en proportion relative submergée par l'augmentation des migrations récentes de ces deux dernières années : submersion qui, en raison d'un accroissement de la population migrante plus limité, n'a pas eu lieu à Luganville.

Ceci ressort encore mieux si l'on calcule les temps médians de résidence pour chacune des deux populations. En ce qui concerne les deux quartiles supérieurs et inférieurs, le temps de résidence est en effet sensiblement le même : c'est essentiellement au niveau du temps médian de résidence que se creuse la différence.

(1) Sources : Les tableaux qui suivent proviennent du regroupement de nos questionnaires d'enquête sur la population mélanésienne des deux zones urbaines.

Tableau 32 : Temps médian de résidence

	<u>PORT-VILA</u>	<u>LUGANVILLE</u>
Temps médian	9 mois	3 ans et 5 mois
Quartile inférieur	4 mois	9 mois
Quartile supérieur	7 ans	7 ans

Les mêmes divergences se retrouvent au niveau de la stabilité dans l'entreprise :

Tableau 33 : Ancienneté dans l'entreprise

	<u>PORT-VILA</u>		<u>LUGANVILLE</u>	
	<u>Nombre</u>	<u>%</u>	<u>Nombre</u>	<u>%</u>
De 0 à 6 mois	342	43,6	130	26,2
6 mois à 1 an	153	19,5	88	17,7
1 an à 5 ans	207	26,3	160	32,2
Plus de 5 ans	83	10,6	119	23,9

c - Nombre de propriétaires fonciers

Au niveau de l'accès à la propriété foncière se révèlent les divergences les plus sensibles :

Tableau 34 : Nombre et pourcentage des propriétaires de terrains en zone urbaine dans deux échantillons de la population mélanésienne salariée de Port-Vila et de Luganville

	<u>Total des Néo-Hébridais enquêtés</u>	<u>Nombre de propriétaires ou co-propriétaires</u>	<u>Pourcentage des propriétaires</u>
PORT-VILA	646	41	5 %
LUGANVILLE	504	144	28,4 %

L'enquête réalisée auprès des services de la conservation foncière avait révélé que le nombre des terrains achetés par des Néo-Hébridais à Port-Vila s'élevait à 112. A Luganville c'est, à la même époque, 348 lots fonciers qui avaient été achetés ou étaient en cours d'achat par la population mélanésienne. La superficie moyenne de chacun de ces lots évoluant entre 10 et 15 ares, on peut considérer que l'assiette foncière de la communauté migrante de Port-Vila représente 21 ha pour un total de 4.600 migrants, alors qu'elle dépasse 40 ha pour 2.600 personnes à Luganville.

Luganville, dont le gonflement de la population migrante a été au cours de ces dernières années beaucoup plus mesuré qu'à Port-Vila, connaît pour ces raisons une population mélanésienne démographiquement plus équilibrée et dont les temps de résidence en zone urbaine apparaissent plus anciens. Cette population a eu en outre la possibilité d'acheter des terrains sur les lotissements-jardins qui se créent en marge de l'ancien Centre-Ville. Une deuxième zone urbaine, encore embryonnaire, mais qui s'étend progressivement, est en passe de donner à Luganville le caractère nouveau d'une ville où les quartiers mélanésiens ne représentent pas les marges de la zone urbaine mais au contraire sa partie la plus vivante.

IV.2. LES ÉTAPES DE L'APPROPRIATION FONCIERE

L'appropriation des terrains de la zone urbaine et péri-urbaine est encore en cours ; en août 1974, 627 lots se trouvaient en vente, tandis que près de 300 autres, sous réserve de l'approbation des Commissaires Résidents, devaient être mis en vente dans le courant de 1975. Sur ce dernier chiffre, 200 ont fait déjà l'objet d'options.

En schématisant, l'histoire de l'expansion urbaine de Luganville peut être décomposée en trois grandes phases successives (voir figure 17).

A. L'APPROPRIATION DU CENTRE VILLE : 1950-1960

Le centre de l'ancien camp américain qui s'étendait entre la rivière Sarakata et plus à l'est le port en eau profonde, fut mis en vente dès la fin de la guerre par la S.F.N.H., tandis qu'un peu plus tard la compagnie des C.F.N.H. lotissait une partie des terrains qu'elle possédait à l'ouest de la Sarakata (St Louis).

L'ensemble représentait 332 lots ; plus d'un tiers furent achetés par les entreprises du secteur privé ou public, soucieuses de s'installer à côté du port, autour duquel se réorganisaient les réseaux de distribution des îles du Nord. (La Société Portuaire de Luganville est créée en 1953).

Parmi les 203 lots achetés par des personnes privées, 131, soit 64,5 % furent achetés par des Européens et 40 (soit 20 %) par des commerçants chinois, la plupart d'origine cantonnaise.

Tableau 35 : Lotissements du Centre Ville (Sarakata-Centre, Canal du Segond, Saint-Louis 1) (1)
Répartition des lots vendus à des personnes privées selon les ethnies

	Néo-Hébridais	Européens et métis européens	Asiatiques	D'autres îles du Pacifique	Total
Nombre de lots vendus	21	131	40	11	203
Pourcentage	10,3 %	64,6 %	19,7 %	5,4 %	100 %

— Nombre de lots achetés par des institutions ou entreprises : 119 (ces derniers lots sont en réalité ceux qui recouvrent les superficies les plus étendues).

(1) Sources : Archives de la C.F.N.H. et de la S.F.N.H.

B. LES PREMIERS LOTISSEMENTS PÉRIPHÉRIQUES : 1960-1968

La période de 1960 à 1968 est celle d'un lent développement des lotissements et partant, d'une certaine stagnation urbaine. Peu après le coup de fouet de la création dans les années de l'immédiate après-guerre, le développement de Luganville marque le pas. Les activités de l'archipel ne sont pas en effet suffisamment étendues pour qu'à l'ombre de Port-Vila, capitale résidentielle et administrative du Condominium, une deuxième ville puisse croître et se développer rapidement. Pourtant Luganville, dont l'activité portuaire est grande, exporte une part de plus en plus importante du coprah produit par l'archipel et bénéficie de l'établissement des pêcheries japonaises de Palikolo et de deux petites usines de conserverie de viande de bœuf.

Mais dans le cadre déjà large de l'infrastructure urbaine qui a été léguée, Luganville est encore à l'aise et les terrains ne manquent pas. Sur les trois lotissements nouveaux qui sont créés dans cette période, deux d'entre eux sont orientés vers des ethnies qui jusqu'à présent n'ont que peu participé au mouvement d'appropriation foncière ; les Néo-Hébridais et les autres insulaires du Pacifique travaillant à Santo, les Wallisiens en particulier.

Le premier de ces lotissements à prix modéré est un ancien camp servant à loger la main-d'œuvre tonkinoise qui travaillait dans les plantations périphériques (Camp Chapuis). Peu après le rapatriement de cette main-d'œuvre, en 1963, le Camp Chapuis, avec ses structures en demi-lunes américaines plus ou moins délabrées, fut acheté par un Européen de Santo et mis en lotissement (Lotissement Procureur). Les prix modérés (100 F NH le m²) et les facilités de paiement (par mensualités) permirent à des acheteurs néo-hébridais et wallisiens de devenir propriétaires au sein de la zone urbaine. Le second lotissement, celui de Solway-Marinacce, créé à partir d'un terrain acheté à la S.F.N.H., correspond à la partie mal drainée de l'ancien marécage originel.

Sur ces deux lotissements à prix modérés, la part prise par les Mélanésiens apparaît largement prédominante :

Tableau 36 : Répartition des lots vendus par ethnie entre 1960 et 1968 pour les lotissements Solway et Procureur

	Néo-Hébridais	Européens et métis européens	Asiatiques	D'autres îles du Pacifique	Total
Nombre de lots vendus individuellement	87	24	1	8	120
Pourcentage	72,6 %	20 %	0,8 %	6,7 %	100 %

Ce retournement en faveur de la population mélanésienne qui profite ainsi des facilités de paiement et du prix modéré des lotissements périphériques a été rendu possible par l'absence de spéculation foncière de la part du milieu européen au cours de cette période. Par ailleurs, il semble que la capacité d'achat de lots résidentiels de la population expatriée — qui ne s'accroît guère — ait été assez vite épuisée.

Au cours de cette période, le seul lotissement d'un standing plus élevé est celui d'Argencourt où 52 lots furent mis en vente, un peu à l'écart de la ville et à proximité du bord de mer. La plupart des acheteurs furent des Européens, certains ayant déjà une intention ou plus exactement un espoir de spéculation dans l'avenir. Mais ces lots restèrent longtemps inoccupés et beaucoup le sont encore aujourd'hui.

Les premiers lotissements périphériques manifestent donc, dès 1964, l'émergence foncière de la communauté mélanésienne de Luganville. Celle-ci va continuer à s'accroître, bien que dans un contexte différent, au cours des années suivantes.

C. L'EXPANSION DES QUARTIERS NOUVEAUX : 1968-1974

1968 marque, après la phase de croissance mesurée qui eut lieu entre 1960 et 1968 (230 lots mis en vente en 8 ans), le début d'une période d'expansion beaucoup plus rapide. De 1968 à 1974, 1075 lots ont été mis en vente dont 517 étaient vendus au mois d'août 1974.

Luganville n'a pourtant pas connu dans cette période une augmentation très importante de population : entre 1967 et 1972, la population de la zone urbaine proprement dite est passée de 1.534 à 2.729 habitants. Il n'y a pas eu non plus de développement économique notable pouvant justifier cette expansion foncière. Bien au contraire, ces dernières années ont vu un déclin relatif de la ville de Santo. La fermeture de la piste aux grands courriers lorsque U.T.A. a abandonné son D.C. 4 pour la Caravelle a contribué encore plus à l'enclavement de la ville. Si le rôle économique de Santo comme centre des îles du Nord n'en a guère souffert — le trafic inter-îles se fait par bateau —, il semble que l'enclavement de la ville ait contribué à détourner les sources d'investissement extérieurs : les banques, les hôtels nouveaux, les grands projets touristique-immobiliers ont vu le jour non à Santo, comme certains l'espéraient, mais à Port-Vila.

Pourtant le vent de spéculation qui, à partir de Port-Vila, a soufflé sur les Nouvelles-Hébrides, les bruits de développement rapide de l'archipel, les innombrables projets des années 1971 et 1972, le boom économique qui enflammerait alors Nouméa ne sont pas restés sans répercussion. Dans cette atmosphère d'ère nouvelle et d'« attente de l'abondance », les terrains bien situés de la zone urbaine et péri-urbaine se sont mis à prendre de la valeur. Des lotis-

sements à vocation commerciale et résidentielle de haut standing virent le jour, le but avoué de la plupart des acheteurs étant cette fois lié à un espoir de spéculation.

Dans ces lotissements, que l'on peut qualifier de spéculatifs, le prix de vente du m² est rarement inférieur à 400 F NH. Mais en dépit des espoirs formulés, ils n'ont suscité que peu d'intérêt en dehors des Nouvelles-Hébrides. Pour l'essentiel, les acheteurs ont été des Européens de Santo et des commerçants chinois. Il s'ensuit que sur le nombre élevé de lots à vocation spéculative mis en vente à partir de 1968, la proportion de ceux qui ont été vendus reste faible (voir tableau n° 37).

En revanche le mouvement, qui s'était amorcé en 1964 avec la création de lotissements-jardins (1) orientés de préférence vers la clientèle mélanésienne, s'est amplifié. La réussite des lotissements précédents avait en effet relevé l'importance de la demande mélanésienne. La S.F.N.H. fit également un choix délibéré : celui d'étendre ses lotissements à prix modérés, en particulier le long de la rivière Sarakata (2) et d'en faire bénéficier la population mélanésienne en lui présentant des conditions d'achat et de paiement par mensualités adaptés à son niveau de vie.

Le semi-échec des lotissements spéculatifs de haut standing contraste donc avec le succès complet que remportent les lotissements-jardins :

**Tableau 37 : Mise en vente des lotissements à caractère commerçant et résidentiel
(lotissement spéculatif) (1)**

<u>Nom des lotissements</u>	<u>Année de mise en vente</u>	<u>Nombre de lots mis en vente</u>	<u>Nombre de lots vendus</u>	<u>% des lots vendus</u>
Canal du Segond 2 (S.F.N.H.)	1970	174	33	18,9 %
St Louis II (C.F.N.H.)	1974	103	39	38 %
Capricorne	1972	346	10	2,9 %
TOTAL		623	82	13,1 %

(1) Source : Cabinet Topographique GORON-BRUYERE (Santo) et lotisseurs privés.

(1) Le terme de «Lotissement-jardin» s'applique aux lotissements périphériques sur lesquels n'existe pas encore de viabilité et où les prix de vente restent relativement bas. En outre, le terme «lot-jardin» convient bien à l'utilisation de la parcelle, comme nous le verrons plus loin.

(2) En outre, la présence à Santo d'Hubert GORON, géomètre privé, possédant une bonne expérience des Nouvelles-Hébrides et du milieu mélanésien, facilita l'orientation des lotissements S.F.N.H. vers la population autochtone.

**Tableau 38 : Mise en vente des lotissements à prix modérés
(lotissements-jardins) (1)**

Nom des lotissements	Année de mise en vente	Nombre de lots mis en vente	Nombre de lots vendus	% des lots vendus
S.E. III (S.F.N.H.) (1)	1971	81	81	100
S.E. IV (S.F.N.H.)	1972	113	113	100
S.E. V (S.F.N.H.)	1973	27	27	100
S.E. VI (S.F.N.H.)	1974	40	40	100
Chapuis (Russet I)	1968	76	76	100
Chapuis (Russet II)	1972	38	32	84,2
Perronnet II	1970	48	40	83,3
Perronnet I	1971	8	8	100
Leroy	1972	8	4	50
Mme S. Collet	1970	13	10	77
TOTAL		452	431	96,3

(1) Sarakata-Extension.

Si aucun parmi les Néo-Hébridais n'est devenu propriétaire dans les lotissements spéculatifs, ceux-ci deviennent largement majoritaires dans les lotissements-jardins.

**Tableau 39 : Répartition des lots vendus entre 1968 et 1974 selon les ethnies
(lotissements-jardins à prix modérés) (1)**

	Néo-Hébridais	Européens ou assimilés	Asiatiques	D'autres îles du Pacifique	TOTAL
Nombre de lots vendus individuellement	270	72	18	23	373
Pourcentage	72,4 %	19,3 %	4,8 %	6,1 %	100 %

(1) Sur cet ensemble, 161 lots ont été achetés dans les seuls lotissements de Sarakata-Extension ouverts par la S.F.N.H.

Contrairement à ce qui se produisait à la même époque à Port-Vila, ces dernières années ont donc montré l'échec relatif des lotissements spéculatifs et la réticence des capitaux extérieurs à s'investir à Santo. Par contre l'enclavement de la ville et l'absence de spéculation sur les terres qui en est résultée, ont permis à une frange importante de la population autochtone d'avoir un large accès à la propriété foncière.

Le pourcentage représenté par les lots fonciers achetés par des Néo-Hébridais n'a donc cessé de s'améliorer au cours des années. Ceux-ci ne représentaient que 10 % de l'ensemble des lots achetés entre 1950 et 1960. Dans les années 1960 à 1968, cette proportion s'est élevée à près de 50 % ; dans les six dernières années, les terrains achetés par des Mélanésiens (lotissements-jardins) représentent 60 % du nombre total des lots vendus. Si l'on considère l'ensemble des lotissements en préparation, on peut s'attendre à ce que cette proportion se renforce encore dans les années à venir.

Deux grands lotissements situés dans le prolongement des Sarakata-Extension sont en effet actuellement en cours d'approbation auprès des Commissaires-Résidents. Ils représentent un peu plus de 200 lots-jardins destinés pour la plupart à la clientèle mélanésienne (entre 120 et 150 F le m²).

En outre, on constate que le nouveau lotissement de Canal Extension I qui vient d'être mis en vente par la S.F.N.H. (117 lots portant sur 12 ha) et dont les prix sont relativement élevés, entre 180 et 350 F NH le m², intéresse également la population mélanésienne. En août 1974, sur 49 lots vendus, le tiers de ceux-ci était en cours d'achat (par mensualités) par des Néo-Hébridais. Il s'ensuit que les lotissements à prix modérés (lotissements-jardins) ne sont pas les seuls à tenter les Mélanésiens ; ceux-ci n'hésitent plus à s'endetter et se portent acquéreurs dans des lotissements plus chers. La vague des achats fonciers par la population néo-hébridaise de Santo est donc loin d'être arrivée à bout de souffle.

Sans faire de prévision à très long terme, on peut considérer que le chiffre de 500 lots fonciers achetés ou en cours d'achat par des Néo-Hébridais sera atteint dans le courant de 1975 ; la grande majorité de ces lots se trouve le long de la vallée de la Sarakata et dans une mesure moindre, sur le plateau Nord-Ouest de la ville dans le prolongement de l'ancien camp Chapuis (lotissement Russet et Canal Extension I et II).

IV.3. UNE NOUVELLE FRANGE SOCIALE . LES PROPRIÉTAIRES URBAINS ?

A. ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES PROPRIÉTAIRES DE TERRAINS

Nous avons réussi à connaître, par enquête directe ou indirecte, l'île d'origine pour 343 propriétaires de terrains en zone urbaine.

Tableau 40 : Ile d'origine des acheteurs de terrains en zone urbaine

Iles	1950-1968		1968-1974		Total	
	Nombre de lots achetés	%	Nombre de lots achetés	%	Nombre de lots achetés	%
PAAMA	27	33	76	29,2	103	30
PENTECOTE	15	18,3	49	18,8	64	18,6
AOBA	11	13,4	40	15,3	51	14,8
AMBRYM	9	11	28	10,7	37	10,8
MALIKOLO + ilots	8	9,8	28	10,7	36	10,5
SANTO	3	3,6	18	6,9	21	6,1
BANKS	2	2,4	13	4,9	15	4,4
MALO	2	2,4	3	1,2	5	1,5
VATE - SHEPHERDS	3	3,6	5	1,9	8	2,4
Autres	2	2,4	1	0,4	3	0,9
TOTAL	82	100	261	100	343	100

Ce bilan révèle que cinq îles, ou plus exactement cinq communautés insulaires établies à Santo, fournissent les acheteurs les plus nombreux de terrains. Il s'agit des îles de Paama, Pentecôte, Aoba, Malikolo et Ambrym, dont les originaires détiennent au total 291 lots sur 343, soit 85 % au total. La prépondérance foncière de ces communautés est disproportionnée par rapport à l'importance du nombre de leurs migrants.

Tableau 41 : Nombre de lots fonciers achetés selon les îles d'origine et importance de la population émigrée à Luganville

Îles	Nombre de lots achetés	% par rapport au total des lots mélanésiens	Population migrante établie à Santo	% par rapport à l'ensemble de la population migrante
PAAMA	103	30	169	6,4
PENTECOTE	64	18,6	249	9,4
AOBA	51	14,8	302	11,5
MALIKOLO et îlots	36	10,5	233	8,8
AMBRYM-LOPEVI	37	10,8	171	6,5
SANTO	21	6,1	924	35,2
BANKS	15	4,4	258	9,8
VATE - SHEPHERDS	8	2,4	140	5,3
Autres	8	2,4	52	—
TOTAL	343	100	2627	100

Autrement dit, le comportement des migrants est, en matière d'achats de terrains, loin d'être uniforme. Les gens de l'île de Paama se révèlent par exemple de grands acheteurs de terrains. L'île de Paama fut en effet l'une des premières à migrer vers Luganville, puis vers Vila et Nouméa où certains se trouvent encore. Les achats de terrains ont été nombreux à l'occasion des retours, mais sans que cela signifie pour autant un établissement immédiat à Luganville, le migrant repartant, qui à Nouméa, qui à Vila, parfois tout simplement dans son île. En outre, beaucoup d'ouvriers des plantations européennes du Canal, parmi lesquels de nombreux Paama investissent leurs salaires dans des achats de terrains urbains, sans pour autant les habiter. Il apparaît donc que les liens qui unissent la zone urbaine aux différents réseaux de parenté originaires de Paama dispersés un peu partout dans l'archipel, sont beaucoup plus étendus que leur importance numérique actuelle à Luganville ne le laisse supposer. C'est aussi le cas, mais dans une mesure déjà moindre, pour les ressortissants de l'île de Pentecôte.

En août 1974, le dynamisme des achats de terrains semblait plutôt devenu le fait des Aobans, en particulier ceux des régions ouest de l'île : Ndui Ndui et Walaha. Ils constituent la «nouvelle vague» des propriétaires, particulièrement nombreux dans les lotissements de Canal Extension qui prolongent le vieux camp Chapuis.

La pratique des achats de terrains varie donc selon l'île d'origine et la nature du système migratoire. Il est naturel que ce soit parmi les îles de migration ancienne, évoluant vers des types d'exode rural que le nombre de migrants désireux de se fixer en ville et d'y acheter un terrain soient les plus nombreux. Cette situation est surtout celle des îles où les pressions de populations sont fortes (Paama, Nord-Pentecôte), mais également celle des sociétés rurales qui se sont détachées le plus rapidement de l'organisation traditionnelle, tant au niveau du système de production agricole (monopole de l'agriculture de plantation et déclin de l'agriculture vivrière intensive) qu'à celui des structures culturelles (1) ; par exemple, la région ouest de l'île d'Ambrym correspondant à la zone d'influence de l'Eglise S.D.A., les îlots du Nord-Malikolo, la région Ouest d'Aoba (Ndui Ndui, Walaha) etc...

En revanche, dans les sociétés rurales plus traditionnelles où la migration reste structurée par les mouvements circulaires, les achats de terrains sont moins nombreux. C'est essentiellement le cas des habitants des villages de la côte Est et de l'intérieur de l'île Espiritu Santo, mais aussi dans une certaine mesure de régions qui, bien qu'à fortes densités de population, sont restées plus fidèles à leur système traditionnel comme la région de Melsisi dans le Centre de Pentecôte et certaines régions du Nord de Malikolo ou d'Ambrym.

(1) Cette idée a été développée dans «Changements dans la vie rurale et mutations migratoires» op. cit.

L'influence religieuse joue en outre un rôle important. On remarque ainsi que nombreux sont les membres de l'Eglise S.D.A. (Adventiste) qui ont acheté des terrains dans le lotissement Solway ou dans le lotissement Russet. De la même façon l'appartenance à l'Eglise Apostolic Church semble favoriser les achats de terrains. Le plus grand rigorisme moral de ces petites églises (l'alcool et le tabac sont strictement prohibés) favorise en effet l'épargne et le réinvestissement, tandis que l'esprit d'entraide est fortement encouragé parmi leurs membres, ce qui favorise les achats de groupe.

B. SITUATION PROFESSIONNELLE

Nous avons pu connaître la situation professionnelle, en juin 1974, de 219 Néo-Hébridais propriétaires de terrains.

Tableau 42 : Statut professionnel de 219 propriétaires Néo-Hébridais

	<u>Nombre</u>	<u>Pourcentage</u>
Cadres et employés des maisons de commerce	22	10,0
Cadres, employés et ouvriers qualifiés des entreprises privées	34	15,5
Cadres et employés qualifiés de l'Administration	32	14,6
Mancœuvres	28	12,7
Chauffeurs de taxis	19	8,6
Employés de plantations à Santo ou Aoré	24	10,9
Planteurs des îles du Nord	20	9,1
Travailleurs émigrés à Nouméa	23	10,5
Businessman locaux et divers	9	4,1
Marins	8	3,6

Ces chiffres sont bien sûr relatifs. On peut en effet estimer à plus d'une centaine le nombre de propriétaires en zone urbaine partis travailler à Nouméa, souvent du reste pour payer leurs mensualités et qui, pour cause, n'apparaissent pas dans notre échantillonnage. Par ailleurs, il est difficile, en raison de la grande mobilité professionnelle de beaucoup de migrants, de fixer ceux-ci dans un statut professionnel précis. Par exemple, un tel, actuellement chauffeur de taxi, sera dans six mois revenu dans son île (il sera alors paysan-planteur) et travaillait quelque temps auparavant sur le chantier d'une entreprise de construction.

Toutefois quelques constatations s'imposent. Ceux qu'on peut appeler les cadres moyens et les employés et ouvriers qualifiés du secteur privé ou public forment un groupe de 88 personnes, soit 40,1 % de l'ensemble de l'échantillon. Parmi eux, on note une majorité de cadres ou d'employés spécialisés de la maison Burns Philp ou de l'Administration (Condominium et Administration française ou britannique).

Ces employés correspondent à la frange sociale qui est la plus stable professionnellement, celle dont les temps de résidence en ville sont les plus anciens et dont les revenus sont les plus élevés (entre 15 et 25.000 F NH par mois). Il est donc naturel que ce groupe soit le plus représenté et même surprenant qu'il ne le soit pas plus. En effet près de 50 % du groupe des propriétaires urbains sont à l'inverse des ouvriers de plantation, des manœuvres-journaliers ou des chauffeurs peu ou non qualifiés, c'est-à-dire une population instable, d'une grande mobilité, tant géographique que professionnelle, et dont les revenus sont modestes ou incertains. Un terrain en zone urbaine représente, même dans les lotissements à prix modérés de la S.F.N.H. entre 100.000 et 160.000 F NH ; cette somme apparaît à première vue hors de portée d'une population de manœuvres dont les revenus oscillent entre 6 et 10.000 F NH par mois.

Pourtant deux conditions ont rendu économiquement possibles ces achats. Nombreux sont en effet, parmi les manœuvres et ouvriers spécialisés devenus propriétaires urbains, ceux qui, à un moment ou un autre, ont travaillé à Nouméa et rassemblé à cette occasion l'argent qui leur a permis de payer, en tout ou en partie, le terrain qu'ils détiennent aujourd'hui. C'est le cas de près de 50 % des nouveaux propriétaires urbains.

En outre l'achat de terrains par une population aux revenus modestes est favorisé, comme à Port-Vila, par les habitudes d'achat en groupe, c'est-à-dire dans le cadre des «compagnies» traditionnelles. Souvent cette pratique reste inaperçue, car même si plusieurs hommes se présentent pour acheter un terrain, un seul d'entre eux va signer l'acte d'achat, souvent le plus habile, celui qui parle le mieux, ou le plus âgé. Il devient théoriquement le seul propriétaire du terrain, mais en fait celui-ci appartient à deux ou trois familles qui se sont cotisées, parfois même à tout un réseau de parenté ou à un village entier, comme c'est le cas des villages de Bunlap à Pentecôte, d'Unmet et de certains groupes de Vao dans le Nord-Malikolo (1). Très souvent du reste lors des achats de groupe, un membre (ou deux) de la compagnie se trouve à Nouméa ou à Port-Vila, envoyé par celle-ci pour y gagner le supplément d'argent nécessaire.

De ceci, il ressort que la frange sociale des propriétaires mélanésiens peut être décomposée en deux groupes. D'une part, se trouvent les cadres moyens ou ouvriers qualifiés des entreprises privées ou publiques de la ville, soit à peu près 40 % du total. Il s'agit d'une population stable, fixée en ville depuis de longues années et qui en général achète ses terrains «individuellement».

L'autre catégorie est formée par la masse des manœuvres et journaliers, aux emplois peu stables ne nécessitant pas de qualification particulière et qui, pour la plupart, achètent leurs terrains en «compagnie». La majorité des Néo-Hébridais de Santo sont dans ce cas. Ce n'est que grâce à la conjoncture particulière des lotissements-jardins, de l'émigration à Nouméa et de la pratique des achats collectifs que les manœuvres non qualifiés ou semi-qualifiés ont pu ainsi accéder à la propriété foncière en zone urbaine.

C. PROPRIÉTAIRES INDIVIDUELS ET PROPRIÉTAIRES EN «COMPAGNIE»

Une enquête plus fine portant sur 54 propriétaires individuels et 90 copropriétaires ayant acheté leur terrain dans le cadre d'une compagnie et résidant actuellement à Santo, permet de mieux appréhender la frange sociale des propriétaires urbains.

A l'intérieur de cet échantillonnage, 77 des propriétaires résidaient déjà sur leur terrain, tandis que 67, dont souvent le paiement est en cours, n'y résidaient pas encore. Ces propriétaires «non-résidents» peuvent être considérés comme représentatifs de la frange la plus récente des nouveaux propriétaires fonciers.

On remarque d'une part la jeunesse de ces propriétaires et d'autre part une augmentation du nombre des moins de 30 ans au niveau des propriétaires non-résidents, c'est-à-dire des plus récents. Il semble qu'aujourd'hui ce soient de plus en plus des migrants jeunes qui achètent des terrains à Santo.

Tableau 43 :

Ages	Résidents		Non-Résidents		Total	%
	Nombre	%	Nombre	%		
Moins de 30 ans	18	23,3	26	38,7	44	30,6
Entre 30 et 45 ans	34	44,2	26	38,7	60	41,6
Plus de 45 ans	25	32,5	15	22,3	40	27,8
TOTAL	77	100	65	100	144	100

Les propriétaires urbains mariés vivant à Luganville avec leur famille représentent 78,5 % du total, soit une proportion très élevée surtout si on la compare avec la moyenne des migrants en zone urbaine (46 %). De même les temps de résidence sont plus élevés parmi les propriétaires :

(1) Toutefois, depuis 1971, tous les ayants-droit doivent obligatoirement signer l'acte de vente établi par la S.F.N.H.

Tableau 44 :

<u>Temps de résidence</u>	<u>Propriétaires non-résidents</u>	<u>Propriétaires résidents</u>	<u>Total</u>	<u>%</u>
Moins d'un an	10	7	17	12,2
De 1 an à 5 ans	18	19	37	26,6
De 5 ans à 10 ans	12	11	23	16,6
Plus de 10 ans	24	38	62	44,6
TOTAL	64	75	139	100

Quant aux salaires mensuels gagnés par cette population, ils confirment bien que les propriétaires et copropriétaires de terrains ne se situent pas nécessairement parmi les privilégiés, mais au contraire reflètent assez exactement le profil moyen des migrants néo-hébridais à Santo : 62,9 % d'entre eux gagnent moins de 10.000 F NH par mois et 84,4 % moins de 15.000 F NH.

Tableau 45 :

<u>Salaires</u>	<u>Propriétaires non-résidents</u>	<u>Propriétaires résidents</u>	<u>Total</u>	<u>%</u>
Moins de 6.000 F/mois	7	9	16	11,8
Moins de 10.000 F/mois	31	38	69	51,1
Moins de 15.000 F/mois	11	18	29	21,5
Moins de 20.000 F/mois	5	4	9	6,6
Plus de 20.000 F/mois	1	6	7	5,2
Plus de 30.000 F/mois	3	2	5	3,7
TOTAL	56	77	135	100

On constate enfin qu'entre les propriétaires anciens (ceux qui résident) et les propriétaires récents (qui ne résident pas encore), il n'y a pas de sensible différences : la répartition entre propriété de groupe et propriété individuelle est pratiquement identique. Le nombre de lots achetés en compagnie n'a donc pas diminué au cours de ces dernières années.

Tableau 46 :

	<u>Non-Résidents</u>		<u>Résidents</u>		<u>Total</u>	<u>%</u>
	<u>Nombre</u>	<u>%</u>	<u>Nombre</u>	<u>%</u>		
Propriétaires individuels	25	37,3	29	37,6	54	37,5
Propriétaires en compagnie	42	62,7	48	62,4	90	62,5
TOTAL	67	100	77	100	144	100

Ces résultats, plus détaillés, confirment ainsi un certain nombre de traits généraux. Les «propriétaires urbains» représentent, si l'on tient compte de ceux qui ont acheté des terrains en compagnie, non pas une frange sociale particulière ou une minorité financièrement privilégiée, mais un échantillon assez représentatif de l'ensemble de la population néo-hébridaise de la ville. Il s'ensuit que le mouvement d'achat de terrains est loin d'être arrivé à saturation, ce qui ne serait pas le cas si les achats de terrains étaient seulement le fait des catégories sociales plus favorisées. En outre et dans la mesure où ces achats révèlent un désir d'enracinement à long terme en milieu urbain, il semble que

ce soit moins les moyens financiers ou la situation professionnelle acquise en zone urbaine qui motivent le migrant à acheter un terrain, mais plutôt sa position à l'intérieur d'un système migratoire particulier, c'est-à-dire la nature des liens qui le relient à sa communauté d'origine et surtout les terres de plantations qu'il possède ou ne possède pas dans l'île natale. On rejoint ici une idée pressentie dans notre première partie : ce ne sont pas tant la nature de l'attraction urbaine et les possibilités qui sont offertes en ville qui déterminent le type de migration, mais bien plutôt les changements plus ou moins radicaux et irréversibles qui ont affecté récemment les milieux ruraux de départ.

V - NOUVEAUX QUARTIERS ET VIE DE RELATIONS A LUGANVILLE

V.1. LA «BANLIEUE-JARDIN»

A. LES ÉTAPES DE L'OCCUPATION

Dans la «banlieue-jardin», dont les lots sont détenus à 80 % par des migrants mélanésiens, une simple visite révèle que l'occupation du sol reste encore partielle.

Tableau 47 : Bilan des modes d'occupation du sol sur les lotissements à prédominance mélanésienne (lotissements-jardins) (1)

	Nombre de lots	Pourcentage
Lots non débroussés	101	24,2
Jardins vivriers	155	37,3
Maisons en tôle (durables ou provisoires)	123	29,6
Maisons en dur (bâties ou en cours de construction)	37	8,9
TOTAL	416	100

En réalité, 160 lots seulement sur le total des lotissements concernés sont effectivement habités par leurs propriétaires mélanésiens (38,5 %), le reste est utilisé en jardins vivriers ou laissé en friche. Les constructions, provisoires ou durables, sont surtout denses dans les lotissements anciens du camp Chapuis ou de Solway où elles occupent 61 lots sur un total de 71 (86 %) ; par contre sur 355 lots achetés dans les quartiers plus récents de Sarakata-Extension ou du lotissement Russet, 109 seulement sont actuellement habités (30,7 %).

Ces chiffres sont révélateurs. Lorsqu'ils deviennent propriétaires urbains, les migrants passent par trois étapes successives ; «faire chaque chose en son temps» semble être leur devise.

– 1. La première phase consiste à payer le terrain, opération qui, par mensualités de 2 ou 4.000 F NH, peut durer 2 ou 3 ans. Pendant cette période, la parcelle est débroussée, souvent utilisée en **jardin vivrier** (manioc, patates douces, quelques papayers ou arbres fruitiers), mais n'est pas habitée. A l'heure actuelle, 60 % du total des lots mélanésiens sont dans ce cas (2).

– 2. Ce n'est que lorsque le terrain a été fini de payer que le propriétaire envisage d'aménager une habitation. Au début il construit souvent un **abri provisoire** en tôles de récupération délabrées. Cet abri provisoire, sorte de «case de jardin» peut être aménagé progressivement en habitation provisoire, lorsque le terrain a été fini de payer. Pratiquement 25 % des lots mélanésiens sont occupés de cette façon.

(1) Dans ces lotissements à 80 % mélanésiens, nous n'avons pas distingué les lots des Européens de ceux des Néo-Hébridais. Du reste, aucun Européen n'y habite ; pour la plupart leurs lots ne sont toujours pas débroussés. N'entrent pas en ligne de compte les lots qui ont été acquis par l'Administration.

(2) Par ailleurs beaucoup de migrants utilisent astucieusement leurs parcelles pour payer leurs mensualités. Leurs femmes revendent au jour le jour une partie importante de la production de leurs jardins vivriers sur les trottoirs du boulevard Higginson dans le centre de Luganville.

— 3. Au bout de quelques années, la plupart des Néo-Hébridais propriétaires de terrains arrivent au terme de la seconde phase : paiement du terrain et construction d'une case provisoire. Bien peu sont alors capables d'envisager la construction d'une maison définitive, en tôles avec soubassement en ciment, ou à plus forte raison, entièrement construite en dur. Sur un total de 37 maisons en dur actuellement en cours de construction sur les terrains mélanésiens, une quinzaine seulement pouvaient être considérées, en août 1974, comme achevées.

Sur le lotissement le plus ancien, Solway, vendu voilà maintenant plus de 10 ans, on ne trouve en effet pour 50 lots que 15 constructions en dur, la plupart encore en cours, et 27 cases ou petites maisons en tôle. Par contre au Camp Chapuis, vendu en 1965, il n'y a guère que 5 habitations en dur, le reste consiste en demi-lunes américaines délabrées. Le pourcentage des constructions durables décroît naturellement dans les lotissements plus récents, en même temps que s'élève le degré d'absentéisme. Pour l'ensemble du lotissement Russet il n'y a que 45 % de lots habités et 13,6 % de constructions définitives. Pour l'ensemble des lotissements Sarakata-Extension : 20,5 % de lots habités et 5 % seulement nantis de constructions durables.

L'absentéisme sur la parcelle achetée ou en cours d'achat sévit donc sur plus de 60 % des lots acquis dans les six dernières années. Le résultat est troublant : près des 2/3 des Néo-Hébridais ayant acheté un terrain à Santo résident à l'heure actuelle «ailleurs» que sur leur terrain.

B. «L'ABSENTÉISME» DES PROPRIÉTAIRES URBAINS

La construction d'une maison en dur à Luganville revient à l'heure actuelle à un minimum de 450.000 ou 500.000 F NH, même si le propriétaire construit progressivement sa maison lui-même ou avec l'aide plus ou moins gratuite de parents et d'amis. Ce coût peut être abaissé à un minimum de 250.000 F NH si la maison est construite avec du matériel moins cher : agglomérés de récupération, tôles ondulées et contre-plaqué. C'est le cas de la plupart des maisons construites dans la banlieue-jardin : le soubassement y est en dur, les murs en tôles ou en préfabriqué léger. En fait ce seuil de 250.000 F NH constitue pour la grande majorité des nouveaux propriétaires l'extrême limite de leurs possibilités. Dans les conditions actuelles, il est tout à fait mythique de proposer un type de construction plus coûteux.

Pour cette raison, la plupart des nouveaux propriétaires se contentent d'abris provisoires, souvent vétustes et humides, qui laissent passer l'eau lorsqu'il pleut et dont les tôles diffusent une chaleur intenable les jours de soleil. L'accès à la propriété ne s'est donc pas traduit par une amélioration sensible des conditions de logement : 85 % des lots sont en fait des «jardins habités» ne contenant que des cases provisoires et insalubres. Le problème de l'habitat reste entier. Il ne pourra pas être résolu en dehors d'un programme d'aide à la construction visant non seulement les «classes moyennes», mais également la masse des manœuvres et journaliers.

Toutefois d'autres raisons qui tiennent à la nature du système migratoire expliquent l'importance de ce phénomène d'absentéisme.

Nous avons vu que de nombreux migrants travaillent à Nouméa ou à Vila pour financer l'achat de leur terrain à Luganville. Lorsqu'ils ont fini de payer, beaucoup repartent dans leur île, se reposer, faire des jardins d'ignames, prendre soin de leurs plantations. Cela peut durer un an, deux ans... Il n'y a guère de délai en la matière. Le lot reste pendant ce temps inoccupé. Le nouveau propriétaire ou quelqu'un de sa famille y entretiendra un jardin ; une case construite de bric et de broc servira d'abri provisoire en attendant un jour meilleur.

Les Néo-Hébridais sont en effet gens patients. Beaucoup nous ont ainsi affirmé qu'ils resteraient à Santo le temps qu'il faudra pour finir de payer leur terrain puis repartiraient ensuite dans leur île. Eux s'étaient acquittés de la première phase, à leurs enfants plus tard de s'acquitter des suivantes... La construction est bien souvent reportée à la génération suivante.

Cette attitude faite de sérénité et de patience explique l'absentéisme de nombreux propriétaires qui, une fois le terrain payé, redeviennent «paysans-planteurs» dans leur île d'origine. De même, des «compagnies» villageoises ou parfois de simples planteurs, petits ou moyens, qui résident dans les îles du Nord, cherchent à acheter des terrains à Luganville. Pour ceux-ci, il s'agit de prendre un gage sur l'avenir, pas nécessairement de résoudre un problème de logement immédiat. La remontée des cours du coprah à partir de 1972 a favorisé ainsi durant ces deux dernières années l'émergence d'une nouvelle catégorie de propriétaires urbains : celle des «paysans-planteurs» des îles du Nord, en particulier ceux de l'Ouest Aoba et du Nord de Malikolo.

Quelles sont les raisons de ces achats en zone urbaine, alors que la résidence principale se situe parfois loin, dans les îles ? L'intention de spéculation est ici absente ; pour la plupart il s'agit seulement de prendre pied à

Luganville. Il n'est pas en effet de famille dans les îles qui, un jour ou l'autre, ne doive se rendre à Santo : l'hospitalisation des malades par exemple est un cas fréquent de déplacement pour toute une partie de la famille. Certains parents envoient également leurs enfants à l'école à Santo : dans ces cas-là, un membre de la famille les accompagne. Enfin, pour les «big-man», ceux qui, dans les îles disposent d'un petit bateau et font commerce de coprah, les allers et retours entre Luganville et l'île d'origine sont fréquents (ce sont du reste bien souvent ceux-là qui préfèrent donner à leurs enfants une éducation plus soignée à Santo). Bref les raisons d'aller et de revenir ne manquent pas.

Enfin, bien que les Néo-Hébridais préfèrent en général la vie plus paisible de leurs îles à celle de la ville, celle-ci est parfois monotone et pesante. Sortir de l'île, aller en «ville», est une façon de briser son isolement. La mobilité est aujourd'hui passée dans les mœurs de la plupart et particulièrement des jeunes. Pour cela, avoir un terrain à Luganville, qui un jour pourra devenir une «résidence secondaire» en zone urbaine, est un désir profondément ancré. Sur le terrain, il n'est dès lors, pas besoin d'entreprendre la construction d'une maison en dur ; un simple abri suffira.

V.2. LA RÉPARTITION DES MIGRANTS DANS LES CHAMBRES DE LOCATION OU LES LOGEMENTS D'ENTREPRISE

Nous avons vu qu'une partie de ceux qui achètent des terrains ne résident pas à Santo, du moins d'une façon permanente, et qu'en revanche ceux qui y résident ne sont pas tous propriétaires, ou bien s'ils ont un terrain, n'avaient pas les moyens d'y construire. Il résulte de cette situation qu'un pourcentage important de la population mélanésienne continue de louer dans les baraques ou les demi-lunes américaines mises en location, c'est-à-dire le plus souvent dans des conditions fort insalubres. Une autre partie de la population est logée par l'employeur.

Lors de notre enquête, portant sur un échantillon de 504 travailleurs néo-hébridais, nous avons abouti, en ce qui concerne les modes de logements, aux conclusions suivantes :

Tableau 48 : Modes de logement de la population mélanésienne de Santo (échantillon portant sur 504 salariés)

	Nombre	Pourcentage
Propriétaires	143	27,9
Locataires	105	20,8
Hôtes gratuits	47	9,3
Logés par l'employeur	209	41,5
TOTAL	504	100

Ces chiffres font ressortir qu'en dépit des progrès réalisés en matière d'achats de terrain, les Néo-Hébridais salariés de Luganville restent encore tributaires pour 70 % d'entre eux des formules de location ou des logements fournis par les entreprises. Ces formules donnent lieu à des situations extrêmement diverses.

a - Location et loueurs de chambres

En accueillant les migrants de fraîche date ou les visiteurs qui ne possèdent pas de relations de parenté suffisantes, les chambres et baraques de location répondent à une nécessité. La population qui y trouve place est constituée par une majorité de jeunes gens et de manœuvres sans qualification aux temps de résidence relativement courts. Les familles installées depuis longue date à Santo y sont proportionnellement moins nombreuses.

Les «loueurs de chambres» sont en majorité néo-hébridais (1) ; on en compte une vingtaine à Santo. La

(1) A Port-Vila les loueurs de chambres sont par contre dans leur grande majorité d'origine vietnamienne ou chinoise.

plupart sont des migrants fixés depuis une longue date à Luganville. Certains furent les premiers à acheter des terrains en zone urbaine, grâce à l'aide de leurs compatriotes et parents originaires de la même région qu'eux. Bénéficiant en effet d'un statut coutumier qui les plaçait au-dessus des autres ou ayant acquis un prestige personnel, ils avaient été reconnus comme «chefs» par les leaders locaux restés dans l'île. Ils ne tardèrent pas dès lors à occuper une position sociale prééminente et à devenir ce que l'on appelle en bichelamar des «Big Men», c'est-à-dire des hommes de puissance. L'un des moyens de cette puissance fut de contrôler les demi-lunes délabrées qui se trouvaient sur les terrains achetés par leur groupe et de les mettre en location à leur profit. De cette origine découlent les premiers bidonvilles de Sarakata Centre loués 1.000 ou 1.200 F NH la chambre par mois.

A cette première génération de «big men» se sont joints plus récemment de nouveaux loueurs mais de moindre envergure, aménageant quelques chambres sur les terrains qu'ils avaient achetés. Dans ce cas les conditions de logement sont très diverses : elles vont de la simple «cabane» de planches et de tôles reposant sur sol de terre battue — les Néo-Hébridais disent qu'elle est «rubbish» — à la maison en ciment et toit de tôles bien construite. Toutefois la plupart des chambres de location restent à l'heure actuelle aménagées à l'intérieur des vieilles demi-lunes bancales de la 2ème Guerre Mondiale. Elles constituent comme autant d'îlots insalubres et de bidonvilles à l'intérieur du tissu urbain.

b - Logements d'entreprises

Loger gratuitement la main-d'œuvre a longtemps représenté pour les entreprises de Santo le meilleur moyen de s'attacher un noyau stable et permanent d'employés néo-hébridais. Les grandes entreprises de commerce fournissent ainsi un logement à leurs employés et à leur famille, de même la Société Portuaire, les entreprises de construction, etc... Généralement ce sont les employés les plus qualifiés et les plus anciens qui bénéficient de ces facilités de logement. L'entreprise cherche par là une garantie contre la mobilité traditionnelle des Mélanésiens.

Les conditions de logement sont variables. Dans quelques cas, les demi-lunes sont aménagées avec soubassement en ciment, eau et électricité (La Portuaire, Burns Philp), mais il est évident que même dans ce cas, ce type de logement convient mieux à des célibataires qu'à des familles constituées. La plupart des Néo-Hébridais, quant à eux, trouvent les logements d'entreprise «rubbish». Ils s'en contentent parce qu'ils impliquent la gratuité, mais il ne faut pas voir là une solution d'ensemble au problème du logement.

Les types et les conditions de logement de la population migrante néo-hébridaise apparaissent donc variable. S'il n'a pas suffi à résorber les îlots d'habitat insalubre, l'accès à la propriété foncière a permis toutefois de diminuer quelque peu la dépendance des migrants à l'égard de leurs compatriotes loueurs de chambres et propriétaires de bidonvilles. Mais le problème pour l'essentiel est loin d'être résolu.

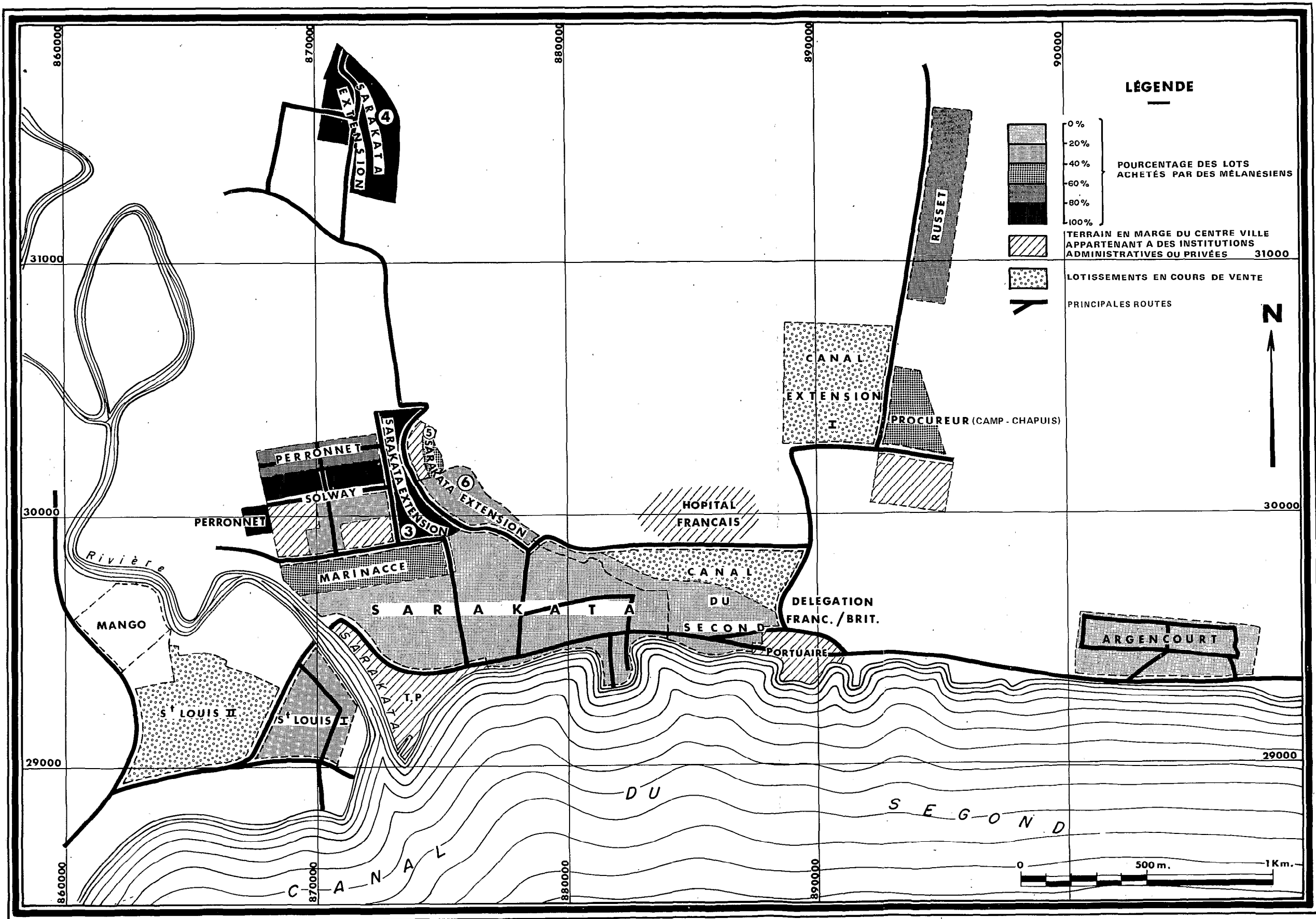
Ces différentes données permettent de mieux comprendre la nouvelle physionomie de la ville qui est peu à peu en train de naître. L'ancien camp américain se structure en effet en quartiers anciens et nouveaux, tandis que de nouvelles lignes de divisions apparaissent au sein de l'espace urbain.

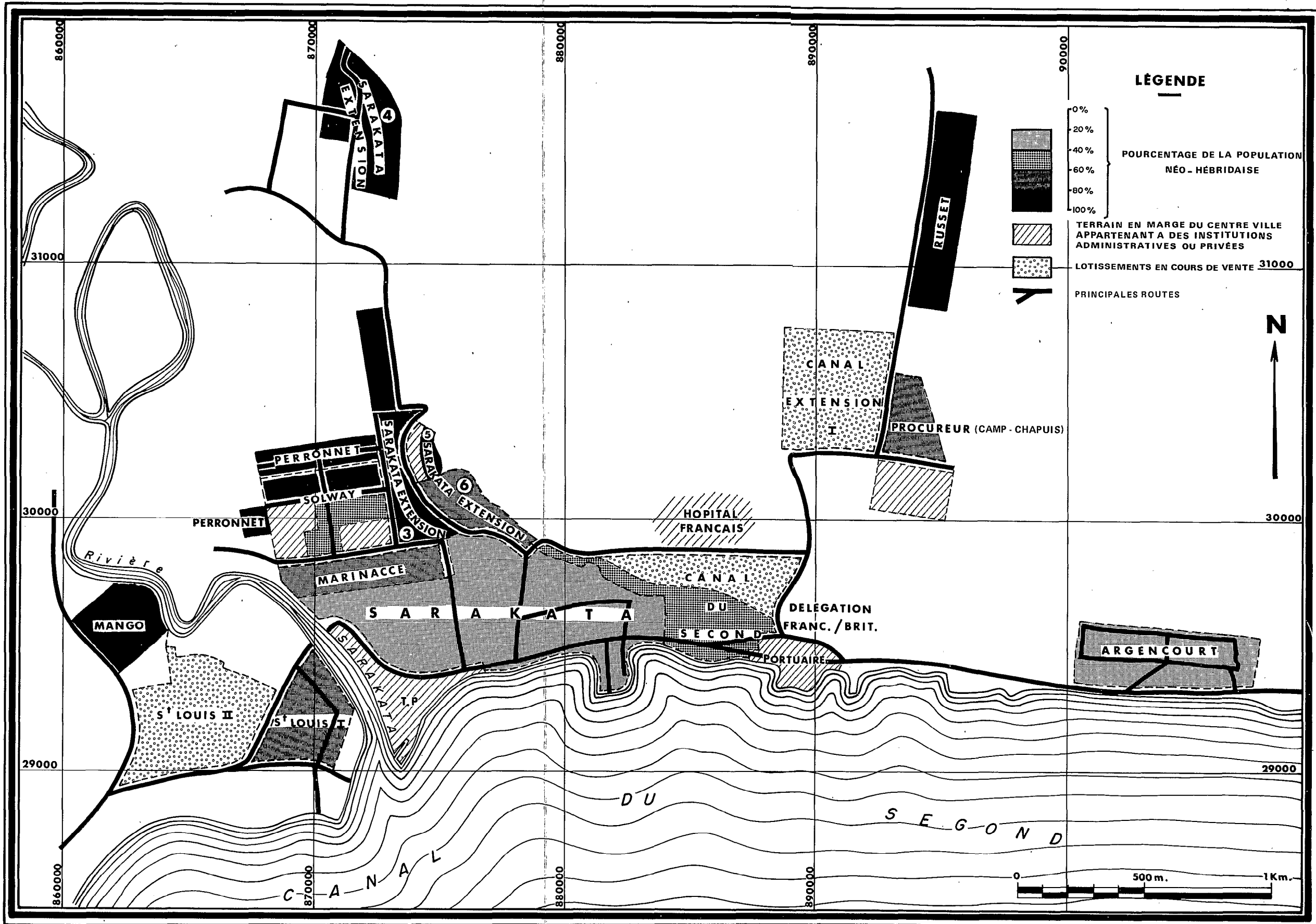
V.3. LES NOUVELLES DIVISIONS DE L'ESPACE URBAIN

Les banlieues-jardins à prédominance mélanésienne prolongent un Centre Ville lui-même constitué de trois ensembles spatiaux ; à l'Ouest de la Sarakata : St Louis ; à l'Est : Sarakata-Centre, plus loin le quartier du canal qui s'étend jusqu'aux deux Délégations (voir figures 18 et 19).

A. LE CENTRE-VILLE (SARAKATA-CENTRE, SAINT-LOUIS, LE CANAL)

Nous avons vu que les trois premiers lotissements mis en vente à Luganville coïncidaient avec le centre de l'ancien camp américain de la guerre du Pacifique. Ils ont gardé de cette époque un réseau routier rationnel qu'il a suffi d'entretenir et toute une infrastructure permettant les adductions d'eau courante et d'électricité.





Grâce à ces privilèges, découlant de l'ancienneté et de la viabilité, ces quartiers sont, en fait, les seuls que l'on peut considérer comme étant réellement «urbanisés». Le prix des terrains y est élevé, entre 1.500 et 3.000 F NH le m² de part et d'autre du boulevard Higginson, entre 600 et 1000 F NH le m² un peu en retrait.

Le paysage urbain du Centre Ville est assez hétérogène. Maisons en dur et demi-lunes plus ou moins aménagées se succèdent, au milieu de terrains souvent laissés en friche. Les commerçants chinois qui ont concentré leurs boutiques le long du boulevard Higginson ont beaucoup contribué au développement de sa fonction commerciale. On peut compter en tout une quarantaine de commerces tenus par des Asiatiques ; leurs boutiques ouvertes tard le soir et les jours de congé, sont le point de rencontre des Néo-Hébridais désœuvrés qui aiment à y circuler au milieu des étalages et des diverses productions de Hong-Kong ou de Chine dont ces boutiques se sont fait une spécialité.

Bien que les terrains détenus par les Mélanésien soient rares (voir tableau 49), la population néo-hébridaise habitant le Centre Ville reste très importante.

Tableau 49 : Répartition de la population par ethnies dans le Centre Ville de Luganville (1972)

	Néo-Hébridais		Européens		Divers		Asiatiques		D'autres îles du Pacifique		Total
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
SAINT-LOUIS	304	67,4	39	8,7	80	17,7	—	—	28	6,2	451
SARAKATA CENTRE	385	46,2	99	11,9	123	14,7	123	14,7	104	12,5	834
LE CANAL	249	55,7	58	13,0	87	19,5	44	9,8	9	2,0	447
TOTAL	938	54,2	196	11,3	290	16,8	167	9,6	141	8,1	1732

L'importance de la population mélanésienne s'explique ici par la présence de «chambres» ou demi-lunes de location, et les logements mis à la disposition de leur main-d'œuvre par les principales entreprises de la ville (Société Portuaire, Burns Philp).

Le principal bidonville de Santo correspond ainsi au camp de la Sarakata qui servait autrefois au logement de la main-d'œuvre tonkinoise des plantations périphériques. Il est aujourd'hui coupé en deux parties. La première est sous le contrôle d'un big man, originaire de Paama, qui y perçoit des droits de location. La seconde appartient à une compagnie du Centre Pentecôte autrefois reliée au mouvement des nat-co (Native Company) sur lequel nous reviendrons plus loin. Le camp accueille aujourd'hui dans les vieilles structures rouillées des demi-lunes américaines près de 300 migrants néo-hébridais et quelques gilbertains.

B. LES NOUVEAUX QUARTIERS DE LUGANVILLE

La véritable ville mélanésienne correspond à l'extension des lotissements-jardins, dont nous avons étudié plus haut les structures foncières. La composition de la population par ethnies dans le nouveau Luganville est la suivante :

Tableau 50 : Répartition de la population par ethnies dans les nouveaux quartiers (lotissements-jardins) (1972)

	Néo-Hébridais		Européens		Divers		Asiatiques		D'autres îles du Pacifique		Total
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
Solway et Sarakata-Extension	674	85,9	24	3,1	62	7,9	1	—	24	3,1	785
Chapuis et Russet	197	63,0	12	3,8	35	11,2	—	—	69	22,0	313
Mango	277	99,9	—	—	—	—	—	—	1	—	278
TOTAL	1148	83,5	36	2,6	97	7,1	1	0,07	94	6,8	1376

Sauf une partie de l'ancien Camp Chapuis, ces quartiers ne sont pas reliés aux réseaux d'adduction d'eau ; il n'y a pas non plus d'électricité ; quant à la voirie, son entretien est nul ou presque. Les routes qui ont été ouvertes au bulldozer lors de la mise en vente n'ont connu depuis aucun entretien et, les jours de pluie, deviennent de magnifiques bourbiers. Quartiers marginaux par conséquent, «oubliés» par les Travaux Publics et par le Service des Eaux, ils n'ont au niveau des infrastructures rien d'urbain, et sont de mauvais villages.

Leur expansion reste toutefois constante : depuis décembre 1972, date des données du tableau précédent, certains endroits ont doublé leur chiffre de population ; chacun de ces quartiers accuse aujourd'hui de plus en plus une personnalité originale.

a - "Sapi" ou le Camp Chapuis (Lotissement Procureur)

Le Camp Chapuis, ancien camp de travailleurs tonkinois, découpé au hasard des demi-lunes, qui servaient de logement, en lots plus ou moins réguliers, fut l'un des premiers lotissements à prix modérés (100 F NH le m²). Il est aujourd'hui pratiquement vendu.

La plupart des demi-lunes étant restée en usage, le paysage est celui d'un enchevêtrement de tôles rouillées qui voisinent par endroit avec des petites maisons bien aménagées et correctes. Les Néo-Hébridais y vivent en petites communautés fondées principalement sur les liens de parenté. Les Paama constituent le groupe le plus compact : ils vivent sur six petites parcelles jointives à côté de la conserverie et dans une grande demi-lune louée à huit familles qui paient chacune une mensualité de 2.000 F NH au propriétaire de la parcelle. Au nord du lotissement, vit également un petit groupe originaire du Nord de Pentecôte, avec également des cases de tôles mises en location.

A l'heure actuelle, le problème majeur du Camp Chapuis tient dans son statut juridique. Il était en effet vendu aux trois quarts lorsqu'intervint le règlement conjoint de 1971 (n.15) portant sur les lotissements. Par effet rétroactif, le Camp Chapuis fut alors refusé ou soumis à des conditions qui ne pouvaient être raisonnablement appliquées : par exemple plusieurs lots étaient déjà vendus à des Néo-Hébridais et occupés lorsqu'ils furent déclarés comme devant être aménagés en «espaces verts». De même, la largeur des routes qu'il aurait fallu créer empiétait sur des lots déjà vendus, etc...

Faire coïncider le Camp Chapuis avec les normes imposées par le règlement n.15 reviendrait donc à expulser des gens arrivés au terme de leur paiement et occupant déjà leur terrain, ce qui serait une solution désastreuse. Il est sans doute possible d'aménager les structures du lotissement sans en bouleverser l'occupation.

b - Lotissements Solway-Marinacce et Perronnet

Avec le Camp Chapuis, le lotissement Solway est le plus ancien des quartiers néo-hébridais de Luganville. Les achats de terrains par des Mélanésiens se sont surtout concentrés dans la partie Nord du Lotissement, la plus marécageuse. Elle est aujourd'hui celle où le taux d'occupation des lots est le plus élevé.

En revanche, le centre du lotissement n'est que très partiellement habité. Les terrains les plus importants ont été vendus à des institutions : 3 ha appartiennent aujourd'hui à l'Eglise Adventiste (S.D.A.), 2,5 ha à l'Eglise Anglicane et à l'Ecole anglaise. Plus au sud, les lots individuels qui appartiennent à des Européens sont très souvent inoccupés. Presque tous ces terrains sont en friche.

Il existe donc une grande différence entre le Sud et le Nord du lotissement. La partie Nord, qui se prolonge directement par le lotissement Perronnet (1), constitue un petit quartier mélanésien où habite, depuis plusieurs années une population stable constituée de famille ne repartant plus dans leur île ou seulement de façon très épisodique.

La plupart des Néo-Hébridais qui occupent ce quartier sont des cadres moyens, de l'Administration ou de Burns Philp, originaires de Paama, du Nord-Pentecôte ou d'Ambrym. En dépit de leurs revenus moyens généralement modestes, on peut noter un effort réel d'amélioration de l'habitat. Les terrains sont propres et bien entretenus ; souvent une maison en dur inachevée voisine avec la maison en tôle provisoire.

L'un des principaux problèmes de ces quartiers est celui du fort mauvais état des routes dont l'entretien s'arrête pratiquement en bordure du petit quartier mélanésien.

(1) Le lotissement Perronnet, bien que vendu et en partie occupé, n'a pas été non plus reconnu par le règlement de 1971. La situation est donc toujours celle de l'attente et les titres de propriété n'ont pu être délivrés. On se heurte donc là, comme pour le Camp Chapuis, à un problème identique de réglementation tardive, ne tenant pas compte des situations existantes.

Dernière caractéristique de Solway : l'influence de la Mission S.D.A. est très forte. La plupart des habitants sont en effet adventistes, religion à forte cohésion communautaire où les pratiques d'entraide et d'épargne sont fortement encouragées. La bonne tenue du quartier et des parcelles mélanésiennes s'explique en partie par cette influence.

c - Le Camp Mango

La camp Mango est une survivance de l'ancien Luganville. Il s'agit, comme à Chapuis, d'un ancien camp désaffecté de la main-d'œuvre tonkinoise utilisé par la Maison Ballande pour y loger sa main-d'œuvre.

Le «camp» comprend 30 demi-lunes et maisons individuelles dont une chapelle anglicane construite en bois et en tôles. Il contenait, lors de notre enquête en 1974, 250 habitants. Chaque demi-lune contient deux ou trois unités familiales, souvent étroitement apparentées, auxquelles sont attachés des célibataires (frères ou cousins) dont les temps de résidence sont plus courts, et qui constituent une population relativement fluctuante.

La population de Mango présente un certain nombre de caractères communs. Tous sont des employés ou d'anciens employés de la Maison Ballande qui résident depuis déjà plusieurs années à Santo — parfois depuis plus de 10 ans —. Ils ne reviennent dans leur île qu'assez rarement, certains, jamais. Cette population stable, du moins en ce qui concerne les familles, est en outre d'une grande homogénéité : elle est originaire à plus de 90 % des îles Banks et Torrès. Les quelques «étrangers» qui résident à Mango ont acquis ce droit par mariage avec des filles ou des garçons des îles Banks ou Torrès.

«Hôtes» de Ballande, les gens de Mango forment ainsi une communauté stable et homogène qui fonctionne comme un véritable centre d'accueil pour les migrants originaires des îles Banks ou Torrès assurés de trouver là, par le jeu des solidarités familiales, un gîte et une aide lorsqu'ils débarquent à Luganville. Pour cette raison, et bien que la population de Mango continue à fournir la plus grande partie de la main-d'œuvre, permanente ou temporaire, des C.F.N.H., nombre de résidents travaillent occasionnellement ailleurs, en particulier à la pêche de Palikolo.

Sur les 40 chefs de ménage habitant Mango depuis plusieurs années, 5 seulement ont acheté ou sont en train d'acheter un terrain à l'extérieur, mais aucun n'a encore pu entreprendre une construction. Les revenus financiers de cette population — constituée surtout de manœuvres mal payés et aux revenus irréguliers — sont en effet modestes.

La viabilité de l'ensemble du camp Mango est en outre très déficiente : routes mauvaises et sans entretien, ni eau ni électricité. L'état des demi-lunes transforme le camp en bidonville. Une atmosphère sombre et humide règne dans la plupart des demi-lunes les rendant propices aux maladies pulmonaires.

En dépit de ces conditions insalubres, Mango n'est pourtant pas un endroit sinistre comme le sont les demi-lunes mises en location au Centre de Sarakata. Les habitants du camp voient un certain nombre d'avantages à Mango. Il y a d'abord la gratuité du logement, mais ce n'est peut-être pas l'essentiel. Les gens du camp forment en effet une communauté ; ils peuvent parler leur langue, sont de la même religion et appartiennent souvent à des familles apparentées : l'ensemble constitue un milieu sécurisant et homogène au sein de la zone urbaine.

Au surplus et par son relatif éloignement du centre de la ville, Mango se situe dans un environnement rural qui permet de nombreux avantages. Sur les terrains avoisinants qui ne sont pas encore lotis, les habitants peuvent faire des jardins vivriers ; les jeunes bénéficient d'espaces naturels, ont leur propre terrain de foot-ball. Dans la plantation voisine, il est possible de chasser, d'aller pique-niquer ; sur les berges de la rivière Sarakata, on peut se baigner ou pêcher. Bref, Mango est un peu un gros village où la population migrante des îles Banks et Torrès a pu reconstituer un milieu de vie qui reste proche de celui auquel elle était accoutumée. L'anonymat et le caractère «acculturant» du milieu urbain y apparaissent plus atténués qu'ailleurs.

Ces faits ne doivent pas être négligés si l'on se préoccupe un jour d'améliorer les conditions de vie et de logement de la population mélanésienne de Santo. Les conditions matérielles sont certainement un aspect essentiel, mais l'expérience de Mango prouve que l'existence d'une communauté, la qualité de l'environnement constituent aux yeux des Mélanésiens des facteurs tout aussi essentiels (1).

(1) Il existe actuellement un projet d'aménagement du Camp Mango auquel nous avons collaboré et dont H. GORON a conçu et dessiné le plan. Le but est de permettre à la population mélanésienne du Camp de devenir propriétaire sans pour autant nuire à son aspect communautaire et de village des "îles Banks".

d - Sarakata-Extension

Au-delà de Solway s'étendent les lotissements-jardins de Sarakata-Extension. Nous avons vu plus haut que les taux d'occupation de ce quartier restaient faibles (25 % seulement de lots habités). En fait la population actuelle de l'ensemble des lotissements de Sarakata-Extension ne dépasse pas 350 personnes : il s'agit là d'un vaste quartier en voie de formation. La lenteur de son développement est en partie due à l'absence de toute politique d'aide à la construction pour les foyers mélanésiens, mais aussi à l'absence de viabilité.

D'autres lotissements à prix modérés sont prévus dans le prolongement direct de ceux de Sarakata-Extension : les plus importants étant ceux de Gherab et de Nething. Par ailleurs, une fois le problème de la succession Peronnet réglé, il est probable que tous les terrains qui se situent entre la rivière Sarakata et le quartier Solway seront lotis. Bref, c'est, dans quelques années, toute la rive gauche de la Sarakata qui risque d'être transformée en banlieue-jardin. Il ne s'agira donc plus d'un quartier mais d'une véritable ville à 80 ou 90 % mélanésienne. Les prémisses de cette transformation de l'espace urbain sont déjà inscrits sur le terrain et dans les projets des lotisseurs.

e - Le quartier du Plateau : Lotissements Russet, Canal Extension

Un peu plus ancien que les lotissements-jardins de Sarakata-Extension, le lotissement Russet (1) connaît un degré d'occupation déjà plus élevé (45 % de lots habités). La plupart des constructions sont rudimentaires, mais on remarque une vingtaine de maisons construites en dur ou en cours de construction.

Au moment de notre enquête, en mai-juin 1974, la population permanente du lotissement atteignait 250 personnes. Celle-ci a donc doublé par rapport à décembre 1972, époque du dernier recensement.

Les travaux d'infrastructure urbaine apparaissent là aussi urgents. Il existe bien un projet de piscine et d'espace vert entre le Camp Chapuis et le lotissement Russet et il sera fort judicieux, d'autant qu'avec la présence du stade au Sud, cette partie de la ville sera dotée d'un ensemble sportif complet. Mais à l'heure actuelle, le non-entretien des routes à l'intérieur du lotissement, l'absence d'eau courante et d'électricité posent le même problème que dans Sarakata-Extension.

Dans le lotissement Russet, par suite d'un prix des terrains plus élevé, les petits cadres et ouvriers qualifiés, les chauffeurs de taxi apparaissent plus nombreux. Cette population plus aisée est mieux stabilisée en ville : son dynamisme apparaît dans la plus grande rapidité avec laquelle les maisons (provisoires ou durables) se construisent dans le lotissement, mais également par la création plus avancée d'un «esprit de quartier».

Cet esprit de quartier est aidé par l'existence de certains regroupements fondés sur des liens culturels, religieux et professionnels. Les Aobans de Ndui-Ndui, ouvriers à la Portuaire se sont par exemple regroupés dans la partie du lotissement où les chefs d'équipe de dockers ont été les premiers à construire des maisons en dur. Plus loin, on retrouve toute une petite colonie d'habitants de Paama, adeptes de l'Eglise S.D.A. Ça et là apparaissent quelques familles de la région de Walaha appartenant à l'Eglise Apostolic Church, au Sud, un groupe de catholiques du Nord-Pentecôte, etc... L'existence de ces microcosmes permet au migrant de mieux s'enraciner dans son nouveau quartier et de s'y sentir «sécurisé».

Si le lotissement commence à vivre d'une vie autonome, celle-ci reste physiquement cachée. Les maisons s'y dissimulent de la route et des regards derrière un rideau d'arbres ou de plantes de jardin (2).

Des indications peuvent en ressortir quant aux types d'habitat mis en place spontanément par la population néo-hébridaise. La maison est en effet «éclatée» dans l'espace-jardin. La cuisine est aménagée à l'air libre (3) sous un auvent en tôles (il faut recueillir l'eau) ; le bloc sanitaire (WC + douches) fait l'objet d'une petite construction particulière un peu à l'écart. Un jardin vivrier, des plantes d'ornement cernent autour d'une mini-pelouse la maison proprement dite qui n'est en fait qu'un «espace-dortoir» (4), divisé par de simples cloisons de roseaux ou de contreplaqué. L'habitude de vie «au dehors» héritée du village se conserve au sein de la zone urbaine : c'est à l'air libre, sur une natte ou à l'ombre d'un arbre, que parents et amis se retrouvent pour discuter ou passer les soirées. La notion de salle de séjour n'existe pas dans ce type d'habitat.

(1) Les Néo-Hébridais continuent à l'appeler «Sapi», mot dérivé du Camp Chapuis.

(2) Les acheteurs préfèrent dans leur grande majorité un lot rectangulaire étiré en longueur avec une petite façade sur la route. Ils peuvent ainsi s'isoler au fond du jardin et cacher leur habitation par une haie d'hibiscus comme c'est le cas dans les lotissements dits «à la tahitienne» (H. GORON, Communication personnelle).

(3) Les modes de cuisson sont en effet toujours ceux du village, c'est-à-dire dans des fours de pierres chauffées, creusés à même le sol, dans lesquels cuit à l'étuvée le lap-lap ou le nalot.

(4) Voir Bernard VIENNE op. cité : «La maison mélanésienne est essentiellement un espace-dortoir...».

L'extension de la banlieue-jardin en deux grands axes constitue la partie la plus dynamique de Luganville. On peut s'attendre dans quelques années à près d'un millier d'habitants sur le quartier du «plateau» (Sapi), à deux fois plus dans l'ensemble Solway-Sarakata-Extension. Il est probable que le glissement de la population néo-hébridaise dans les nouveaux quartiers fera baisser le nombre de ceux qui habitent à l'heure actuelle les quartiers anciens de la ville, en particulier ceux des demi-lunes de location. Mais cette expansion de la banlieue-jardin dépend jusqu'à présent de conditions de viabilité et d'une politique d'aide à la construction qui font entièrement défaut. Remarquons par ailleurs que la création des lotissements-jardins est due à des initiatives uniquement privées (S.F.N.H., Cabinet Sutopex, lotisseurs privés, etc...).

V.4. LA VIE DE RELATIONS A LUGANVILLE : LA FIN DES BIG MEN ?

L'accès à la propriété foncière individuelle favorise l'insertion du migrant dans la vie urbaine. Devenu propriétaire, le migrant peut plus facilement échapper à l'activité des big men qui contrôlent les structures de location : il a un «chez lui» et peut épargner pour une maison qui sera sienne.

Toutefois les germes d'individualisme qui sont ainsi déposés ne signifient pas (ou pas encore ?) rupture avec le mode de vie traditionnel. Les achats de groupe répondent par exemple à une constante profondément inscrite au sein de l'univers coutumier.

Dans leur milieu traditionnel, les Néo-Hébridais manifestent un sens aigu de la propriété et de leurs droits individuels, notamment lors du «business» (1) qui est à la base du système des grades des îles du Nord. Mais cette tendance fondée sur l'individu va toujours de pair avec la création de «compagnies» d'où émergent les «big men» qui sont les hommes de puissance. Dans cette perspective, s'associer à plusieurs pour acheter un terrain où chacun possèdera un droit de résidence (ou de culture s'il s'agit d'un terrain rural) s'inscrit parfaitement dans la logique du monde traditionnel.

Il est probable que dans une autre société, ces achats en co-propriété de terrains déjà passablement exigus (10 ares) conduiraient sans tarder à des querelles et conflits difficiles à résoudre. Le monde mélanésien, habitué à une superposition de plusieurs droits individuels sur une même parcelle s'accommode assez bien de cet état de choses, ne serait-ce que par le jeu de la mobilité des co-propriétaires qui se relaient sur le terrain qu'ils occupent...

En fait, l'accès à la propriété privée, la création des banlieues-jardins permettent à la population migrante de s'adapter au monde urbain, à travers des schèmes qui sont culturellement les siens. Si les relations coutumières deviennent moins apparentes et sans doute moins contraignantes qu'autrefois, elles persistent à l'état sous-jacent et sous une forme différente. Plus en profondeur, c'est la notion de «big men» qui, à Luganville, commence à changer de dimension...

A. LES «BIG MEN» DES VILLES ET L'ÉPISODE DES «NAT-CO»

Avant-guerre, lorsque Luganville n'était qu'un comptoir administratif et commercial en face de l'île d'Aoré, les plantations étaient les seuls endroits où les Néo-Hébridais trouvaient à s'embaucher. Les premiers à s'engager volontairement comme ouvriers sur celles-ci furent les Ndui-Ndui d'Aoba ; curieux du monde extérieur, ils venaient par petites compagnies et ne restaient qu'un temps relativement bref, quelques mois au plus jusqu'à ce que d'autres équipes prennent le relais. La migration des gens d'Aoba cessa aux alentours de 1920, lorsque les cocoteraies qu'ils avaient plantées dans leur île commencèrent à fructifier : ils déclarèrent alors à leurs employeurs qu'ils préféreraient faire du coprah pour leur propre compte plutôt que chez les Européens.

Face à cette carence, les planteurs qui de toutes façons manquaient cruellement de main-d'œuvre, avaient pris l'habitude de faire du «recrutement». Ils allaient en bateau recruter des équipes d'ouvriers qui leur étaient plus ou moins fidèles, à Santo même, mais aussi à Ambrym, Malikolo, Pentecôte. Cette migration restait encore peu structurée et dépendait essentiellement du réseau de recrutement que le planteur européen réussissait à se créer en s'entendant avec les chefs locaux.

(1) Voir «Système des grades et différences régionales en Aoba» op. cit.

Cette situation commença à changer après guerre, lorsque certains «leaders» autochtones comprirent l'intérêt qu'ils pouvaient tirer du recrutement. Ils vinrent directement offrir aux planteurs la main-d'œuvre dont ils avaient besoin, à condition d'en retirer certains avantages financiers et psychologiques. Ils devinrent ce que les Néo-Hébridais appellent en bichelamar les «boss bilong boys».

Ce système prit peu à peu de l'extension. Les premières communautés néo-hébridaises qui s'établirent de façon stable à Luganville furent ainsi des groupes de travailleurs étroitement contrôlés par des big men autochtones. Les gens de Paama «colonisèrent» le recrutement des plantations les plus proches de Luganville (Surrenda, Lecerf etc...), puis dès que les maisons de commerce prirent de l'ampleur, fournirent des équipes de manutentionnaires à Burns Philp ou aux C.F.N.H. (1). Un certain J... essaya ainsi de devenir le grand maître de la main-d'œuvre à Santo et plus particulièrement des Paama qui constituaient à l'époque le groupe le plus nombreux. Intermédiaire privilégié de la S.F.N.H., dont les plantations réclamaient beaucoup de décortiqueurs de coprah, il se fit offrir par celle-ci, dans de bonnes conditions, les terrains qui sont actuellement les siens dans le Centre Ville et les loua à la main-d'œuvre qu'il contrôlait. De «boss bilong boys», J. devint ainsi progressivement «business man» et «propriétaire foncier».

L'autorité du big men s'est toutefois atténuée au fur et à mesure que les gens de Paama prenaient la mesure du milieu urbain. Progressivement, d'autres petites compagnies se créèrent qui ne tardèrent pas à prendre leur distance avec l'ancien big men : les achats de «taxis» en compagnie, plus tard de terrains, échappèrent ainsi au leader originel. Celui-ci garde toutefois son emprise sur les demi-lunes de location et sur les ouvriers des plantations périphériques.

Un processus analogue s'est produit lors de la création de la Société Portuaire de Santo. Les chefs coutumiers de l'Ouest Aoba (Ndui Ndui, Walaha et Vilakalaka) proposèrent de fournir des équipes de dockers périodiques, se renouvelant régulièrement lors de l'arrivée et du départ des gros bateaux. Dès lors l'accord tacite entre la Direction de la Portuaire et les big men fournissant des équipes de dockers temporaires se reproduit à chaque arrivée de bateau. La Direction paie un forfait global aux chefs d'équipe correspondant au tonnage manipulé : ceux-ci rétribuent ensuite leurs hommes en fonction du travail effectué. L'émigration des Aobans vers Luganville s'est donc au départ effectuée à l'intérieur de canaux étroitement contrôlés par les leaders coutumiers et religieux de Ndui Ndui et de Walaha. Là aussi une évolution ultérieure est intervenue qui a fait déborder la migration et l'a placée hors de la dépendance des big men ; toutefois ceux-ci conservent tout leur prestige et une partie de leur clientèle.

Peu après la deuxième guerre mondiale, le mouvement des «native Company» (Nat Co) essaya de reprendre à son propre compte le contrôle des migrations de travail vers Luganville. L'histoire des Nat Co est assez complexe : au départ ce fut un mouvement d'inspiration messianique qui annonçait le retour des Américains et de l'abondance des biens matériels de toute sorte qui avait tant fasciné les hommes des îles lors de la guerre du Pacifique (2). Dans cet esprit un certain nombre de «compagnies» se créèrent spontanément dans les îles du Nord afin de mieux «attendre» les Américains et de promouvoir un développement économique qui se ferait en association avec eux : création de plantations nouvelles, ouverture de routes dans les îles, de docks à coprah, création de stores et organisation de migration de travail vers les plantations, etc...

Un certain nombre de leaders autochtones, puis plus tard un Européen de Santo, se prétendirent alors les intermédiaires entre les Américains et les Nat Co, détournant à leur profit une grande partie du travail effectué par les compagnies. Les Nat Co livrèrent ainsi du coprah contre des bons à valoir sur une soi-disante banque «America» qui n'existait pas, elles payèrent des taxes sur leurs stores et sur leurs wharfs et fournirent des équipes de travail au «chef» européen qui les reventilait auprès des différentes plantations du canal, sans les payer ou en les sous-payant. L'escroquerie dura ainsi plusieurs années. Depuis, les Nat Co ont disparu, mais il en reste encore un certain nombre de survivances, notamment ça et là quelques «compagnies» regroupées auprès de leur leader. Certaines possèdent un terrain et des demi-lunes mises en location, d'autres des taxis et même pour l'une d'entre elles un bateau chargé du commerce et du transport du coprah dans les îles.

Tous ces épisodes prouvent que les premiers mouvements de migration vers Luganville ne furent que rarement individuels, mais eurent lieu en groupe, sous le contrôle étroit de big men autochtones qui surent en tirer profit. Si certains se révélèrent honnêtes, d'autres le furent moins : les loueurs de demi-lunes en particulier qui, de pourvoyeurs de main-d'œuvre et de boss bilong boys, sont devenus aujourd'hui des business man parfois prospères.

(1) A l'heure actuelle, les manœuvres et manutentionnaires de Burns Philp à Port-Vila et Luganville sont encore très souvent des migrants originaires de Paama. Les C.F.N.H. (Ballande) de Luganville recrutent par contre leurs manœuvres parmi les hommes des îles Banks. Bien qu'atténuée, la structure de monopole au bénéfice d'un groupe particulier reste donc toujours vivante dans les entreprises les plus anciennes.

(2) A la même époque et à partir d'une inspiration messianique analogue se développait à Tanna le mouvement de John Frum.

B. MICRO-REGROUPEMENTS ET NÉO-BIG MEN

Nous avons vu que ces structures de groupe étaient liées à une mobilité circulaire qui n'est plus aujourd'hui la seule forme de migration. Le développement d'une migration sauvage qui a été décrite plus haut, l'émergence progressive d'une population scolarisée plus individualiste ont aujourd'hui changé les conditions de vie en ville. Dans de nombreux cas, les migrants ne reviennent plus dans leur île, surtout celles où les cocoteraies sont devenues trop exigües pour une population qui reste nombreuse (Paama, Ouest Aoba). Par ailleurs, l'extension des lotissements-jardins a permis à nombre de migrants, surtout ceux qui occupent des emplois stables, de se libérer des contraintes de groupe, notamment en échappant aux demi-lunes de location ou à certains logements d'entreprises qui restent sous l'emprise des leaders traditionnels.

Cette évolution favorise la libération par rapport aux big men qui furent les premiers à organiser la migration vers Luganville. De petites compagnies, plus indépendantes, qui se juxtaposent plus qu'elles ne s'unissent, font éclater les structures anciennes ; de nouveaux leaders contestent l'autorité des «boss bilong boys». Des compagnies de taille plus réduite correspondant à de micro-regroupements se volatilisent et se dispersent dans l'espace urbain au hasard des nouveaux lotissements.

Toutefois ces micro-groupes restent fondés sur des liens de parenté, culturels ou ethniques. Tant par leur mode de vie que par leurs aspirations, ils restent, peut-être plus qu'à Port-Vila, proches de leurs racines rurales et de l'esprit qui anime le monde coutumier. L'habitat qui est spontanément construit dans les lotissements-jardins est celui du village ; la vie se passe dehors avec les voisins ou amis. Si chacun aime son indépendance et son intimité, on aime se retrouver entre gens du même village, de la même île ou de la même langue.

L'idéal des Néo-Hébridais en ville semble celui du grand village. Le cas de Mango est à cet égard révélateur. Les gens des Banks s'y plaisent malgré l'absence totale de confort, parce qu'un certain environnement humain et naturel y reste préservé.

L'évolution actuelle, si elle révèle une indépendance croissante par rapport aux grandes structures de groupes et à leurs leaders originels, traduit à l'inverse un renforcement des liens à l'intérieur des petits groupes qui constituent actuellement le milieu de vie du migrant. Mais ces petits groupes restent presque toujours fondés sur la base traditionnelle que représentent les liens de sang ou d'origine. S'agit-il d'une étape intermédiaire vers un genre de vie plus individualiste, plus urbain en quelque sorte ? Rien jusqu'à présent n'autorise à le dire. Les big men traditionnels ont perdu leur suprématie. Une nouvelle génération plus dynamique, mieux versée dans les différents «business» de la vie moderne tend à les remplacer : propriétaires de bars, de taxis, petits chefs d'entreprises, leaders de groupes religieux, et maintenant politiques. Mais sur le fond, les mécanismes restent comparables. Un homme seul ne peut réussir. Il ne peut arriver qu'en manipulant le groupe plus ou moins nombreux qu'il est parvenu à reconstituer grâce à l'étendue de ses relations familiales et de ses solidarités ethniques. Plus qu'une inversion des relations sociales, l'évolution de la population mélanésienne de Luganville manifeste aujourd'hui un changement d'échelle dans ses relations sociales et l'émergence d'une nouvelle génération de «big men».

Les lotissements-jardins, ceux de la S.F.N.H. en particulier, ont créé les conditions d'une dynamique sociale nouvelle. Mais encore faut-il, pour que cette dynamique aboutisse, que les conditions d'hygiène et de salubrité soient apportées aux nouveaux quartiers qui se créent, qu'il n'y ait pas comme aujourd'hui un Centre Ville viable et en dehors une vaste banlieue sans eau, ni électricité, où les routes sont laissées à elles-mêmes (1). L'aide à la construction devra également être apportée aux nouveaux propriétaires urbains ; enfin les conditions d'une vie sociale et culturelle équilibrée devront être partout favorisées, ne serait-ce qu'en donnant aux migrants des espaces où pourraient se recréer des lieux de réunion et de rencontre authentiquement mélanésiens. Les «espaces verts» prévus dans chaque lotissement par la réglementation de 1971 pourraient par exemple être aménagés dans ce but : possibilité de construire des nakamals, des clubs, etc... (Projet Mango). Dans la politique urbaine qui reste encore à mener, tant à Port-Vila qu'à Luganville, le rôle que doivent mener les pouvoirs publics est en effet essentiel. Le but de cette étude était de préciser les principales urgences et le cadre social et géographique d'une telle politique.

(1) On peut à cet égard regretter qu'un lotissement aussi bien situé que celui de "Capricorne" qui bénéficie d'une parfaite viabilité, en particulier des adductions d'eau courante et de l'électricité, n'ait pas été mieux utilisé. Etendre les lotissements-jardins sur le littoral Ouest du Canal et le long de la route qui relie Luganville à St Michel pourrait être, en raison des conditions particulièrement favorables de cette zone, un des objectifs prioritaires de la nouvelle municipalité.

CONCLUSION

POUR UN DEVELOPPEMENT RURAL

L'étude de la population migrante mélanésienne vers les zones urbaines pose à terme un problème général de développement économique et social :

- Entre 1967 et 1972, les migrations de ruraux vers la zone urbaine n'ont cessé d'aller en s'amplifiant. A ce jour la population migrante néo-hébridaise de Port-Vila augmente à un rythme de 11,6 % par an, celle de Luganville de 7,1 %. Port-Vila est aujourd'hui avec Port-Moresby la ville d'Océanie qui se développe le plus rapidement.
- Longtemps «circulaire», la migration tend aujourd'hui à évoluer vers une «fixation» en zone urbaine, tandis que les formes nouvelles de migration sauvage deviennent plus importantes en particulier sous l'influence de la scolarisation de la jeunesse et de l'affaiblissement des structures rurales traditionnelles.
- Rien n'indique jusqu'à présent un ralentissement du flux migratoire : les migrations vers les zones urbaines sont beaucoup plus liées à un phénomène de fond — la transformation agraire et culturelle des sociétés paysannes de l'Archipel — qu'à une conjoncture économique particulière, comme la fluctuation des cours du coprah.
- Par ailleurs l'insertion sociale des migrants dans le milieu urbain apparaît fort inégale. Une «classe moyenne» urbanisée tend à se stabiliser et à s'intégrer dans la ville, alors que la masse des manœuvres, journaliers et migrants de fraîche date forme un milieu instable, regroupé en communautés marginales.
- La situation des migrants apparaît toutefois meilleure à Luganville, en raison d'un taux migratoire plus mesuré et de l'accès d'une partie de cette population (30 à 40 %) à la propriété de terrains dans la zone péri-urbaine.

Il reste que d'une façon globale l'ampleur prise par la migration vers les villes pose un problème. Le risque principal étant que l'hypertrophie progressive des zones urbaines ne se crée aux dépens d'une mosaïque de sociétés rurales qui, à l'inverse, seront de moins en moins dynamiques.

Un équilibre est à maintenir, ou plutôt à redécouvrir, entre le développement urbain et celui des zones rurales, entre les migrants qui vont vers la ville et ceux qui en repartent. A partir d'un certain seuil numérique la migration devient en effet exode vers la ville : elle signifie alors désaveu du monde rural et à l'autre bout du processus, déracinement et prolétarianisation de la population «urbanisée».

A l'heure actuelle, ce stade n'est pas atteint à Port-Vila parce que la persistance du courant circulaire ramène une partie des migrants régulièrement dans leur île et empêche la fixation en ville des catégories sociales qui sont les plus marginales. En fait c'est le renouvellement constant des couches urbaines les moins favorisées qui atténue le caractère aigu des problèmes. Pour combien de temps ?

La migration circulaire est en effet liée à la cohésion de la société rurale et du monde culturel traditionnel. La création de groupes et de communautés de migrants en zone urbaine à partir des liens qui sont les leurs dans l'île d'origine est une expression directe de la solidarité traditionnelle. En organisant ses propres structures d'accueil, chaque communauté, insulaire ou régionale, garde un certain contrôle des flux migratoires et une relation maintenue avec ses migrants. Elle évite par là une rupture trop grande et ce qu'on appelle ailleurs les effets de la «détribalisation».

Le jour où s'effriteront ces structures communautaires, tant dans les zones de départ que dans les zones urbaines, la migration cessera progressivement d'être circulaire. Ce stade est déjà atteint dans certaines petites îles

du Centre de l'archipel, en particulier les îles du Nord Vaté comme Leleppa, Nguna ou Pélé. Dans les îles de Paama et de Tongoa, les formes de migration sauvage deviennent de plus en plus importantes. Par contre dans les îles aux structures coutumières plus fortes : Tanna, Emau et les autres îles Shepherds en général, ce stade n'est pas atteint.

Ce problème nous paraît d'autant plus grave que le développement urbain repose par ailleurs sur des données économiques fragiles. En dehors de l'expansion commerciale et touristique, du développement du secteur administratif et de celui des activités de construction qui en grande partie dépend d'une spéculation foncière assez artificielle, il n'y a pas eu d'activités nouvelles réellement productives à Port-Vila. On arrive même à un début de saturation du marché de la construction. A la fin de 1973 la stabilisation des investissements extérieurs entraînait par exemple un ralentissement net de l'activité des chantiers de construction. Il n'est pas sûr que le développement économique de Port-Vila, lié jusqu'à présent à des investissements surtout immobiliers et en grande partie extérieurs à l'archipel, continue dans les années à venir.

Jusqu'à présent les bases sûres de l'économie néo-hébridaise restent rurales : production de coprah et de cacao, débuts de plus en plus prometteurs de l'élevage. Les potentialités sont dans ce dernier domaine exceptionnelles et les marchés existent.

A ce titre, le risque de détournement progressif de la migration circulaire en migration sauvage pouvant devenir exode rural apparaît inquiétant pour l'avenir de l'archipel. C'est essentiellement pour cette raison qu'il nous paraît nécessaire de préserver les structures communautaires des migrants à Port-Vila. Celles-ci, en assurant la permanence du contact entre l'île d'origine et les migrants, permettent en effet le libre jeu de la mobilité circulaire et la possibilité des retours.

Il en va bien sûr différemment des populations aux emplois stables et plus ou moins qualifiés qui entrent dans ce que nous avons appelé les classes moyennes urbanisées. Le destin urbain de celles-ci est évident et il convient de faciliter au maximum leur insertion dans le contexte urbain ; la politique de lotissement individuel à prix modéré est une condition à cette meilleure insertion.

L'actuel développement urbain ne doit donc pas faire perdre de vue l'ampleur des problèmes ruraux. L'accélération des migrations vers la ville révèle en effet des déséquilibres insulaires qui vont en s'accroissant.

Nous avons évoqué ailleurs (1) les problèmes d'ordre agraire ou social qui dérivent d'une extension trop rapide de l'agriculture de plantation en milieu autochtone. Celle-ci en effet, lorsqu'elle tend à devenir monoculture, bouleverse un équilibre «agro-culturel». L'élevage des porcs disparaît, mais aussi l'agriculture vivrière dans sa forme la plus intensive. Les habitudes de consommation en sont, entre autres conséquences, bouleversées : le riz et les boîtes de conserve importées remplacent les aliments traditionnels. La migration vers les zones urbaines s'accroît de plus en plus. Au-delà d'une superficie de cocoteraie autochtone supérieure à un hectare par habitant nous avons vu que le solde migratoire dépassait 15 % et parfois 25 ou 30 % de la population résidente totale comme c'est le cas des îles de Paama et de Tongoa.

La modération du courant migratoire passe par une rénovation des zones rurales qui ne peut être réalisée que si un nouvel équilibre agraire et économique est instauré au sein de la société paysanne. Cet équilibre implique essentiellement une diversification de l'activité agraire et une rupture de la dépendance trop étroite envers l'économie de plantation, source de surpeuplement relatif. La remontée actuelle des cours du coprah qui survient après deux ans de baisse ne doit pas en effet faire illusion. L'essor de l'élevage et plus exactement la participation de la société mélanésienne aux grands projets d'élevage bovin doit être partout favorisée, mais également le maintien et l'amélioration des types agraires plus traditionnels. Nous pensons à l'élevage des porcs, mais aussi aux plantes vivrières à tubercule. Il y a en effet quelque chose de profondément absurde dans la transformation actuelle des habitudes de consommation et l'engouement pour la nourriture importée. Dans les zones urbaines, mais aussi dans les zones rurales «évoluées», la mode revient à délaisser les produits locaux pour le riz, les biscuits et les boîtes de conserve achetées — à prix fort — dans les stores (bœuf, poisson, lait concentré sucré, etc...). Or les cultures de taro, d'igname, les bananes sont, d'un point de vue strictement nutritionnel, excellentes (2) ; le développement de l'élevage bovin et porcin peut dans les îles apporter le complément diététique nécessaire en protéines animales.

(1) «Espaces et paysages agraires aux Nouvelles-Hébrides» op. cit.

(2) Voir l'article de J. BARRAU, G. LOISON, G. JARDIN : «Alimentation et nutrition dans le Pacifique Sud» in *Medecine Tropicale* (1973) Vol. 73, mars-avril n. 2.

C'est en diversifiant au maximum la production agricole dans les îles et en aidant les paysannes de l'Archipel à redécouvrir la qualité de leurs propres produits qu'une première adéquation entre celles-ci et leur environnement naturel pourra survenir.

Si l'on n'y prend garde, l'habitude qui règne par exemple dans les écoles publiques de l'archipel de donner aux enfants une nourriture reposant presque exclusivement sur des aliments importés peut être profondément nocive. Combien de parents dans les îles de Tongoa, d'Aoba ou de Malikolo ne nous ont-ils pas dit qu'ils achetaient du riz, moins pour leur propre goût que pour celui de leurs enfants qui s'y étaient accoutumés à l'école et refusaient les produits du jardin. Le problème de l'école ne s'arrête pas d'ailleurs à celui de la nourriture ; il est aussi lié à celui d'un enseignement général qui ne tient compte ni des réalités culturelles propres à l'archipel, ni d'un monde rural dans lequel la majorité des enfants auront bon gré, mal gré à se réinsérer.

Le résultat en est trop souvent vérifié : l'adolescent qui sort de l'école est devenu «étranger» non seulement à son propre environnement naturel, mais aussi à la société qui est la sienne. Il n'a, dès lors, plus d'autre choix que celui du départ vers la ville.

L'action des services de l'Agriculture ou des équipes d'animation rurale visant à rénover et à diversifier la production agricole des sociétés paysannes de l'archipel doit, à notre sens, se doubler d'une action dès le stade scolaire. Plusieurs mesures sont souhaitables. A côté de l'enseignement général déjà dispensé pourquoi ne pas ajouter un enseignement agricole pratique ?

Celui-ci pourrait être assuré à la fois par des hommes du village et par les services techniques : des équipes d'animation rurale ou des moniteurs agricoles assurant des cycles d'enseignement pratique pour les cultures nouvelles (cultures maraîchères, arachide, etc...) et les petits élevages ; les hommes du village enseignant eux-mêmes la culture des plantes à tubercule qui leur est familière et dont ils sont d'incontestables spécialistes (taros, ignames, patates douces) ; noms et classification traditionnelle des variétés, façon de culture, etc... Cet enseignement se traduirait par un jardin collectif entretenu par les élèves eux-mêmes.

Trop d'enfants sont en effet, à la sortie des écoles, parfaitement ignorants en matière d'agriculture qu'ils jugent comme une activité inférieure. Mais cet enseignement pourrait aller plus loin. Il n'est pas bon en effet que les chants et les danses de la culture néo-hébridaise soient méconnus par les élèves, de même que tout ce qui a trait à leur milieu naturel et à la vie culturelle de leur peuple.

Cet enseignement «autochtone» ou «coutumier» ne peut être assuré que par les communautés paysannes elles-mêmes et dans leur propre langue (importance de la littérature orale). Il implique un effort d'imagination et de concertation entre les enseignants et les villageois. Mais surtout et sans rien enlever aux programmes d'enseignements généraux en langue européenne, il aurait l'immense richesse de s'articuler, non plus seulement sur le pôle culturel européen, mais aussi sur celui de la culture mélanésienne. Il aurait par conséquent moins de chance de fournir des désadaptés, candidats désignés à l'émigration, mais en aidant à redécouvrir leur propre richesse, d'aider à la formation d'hommes en accord avec eux-mêmes et avec leur environnement naturel.

Dans la perspective d'un avenir urbain encore incertain, l'émigration vers les villes risque, si elle ne se ralentit pas, de créer une situation de plus en plus difficile à maîtriser tant d'un point de vue économique que d'un point de vue social. Mais ce ralentissement de l'émigration rurale ne pourra être obtenu que si par ailleurs deux conditions indispensables sont réunies : d'abord, le maintien des mouvements circulaires qui évitent la rupture entre le monde paysan et le migrant urbain ; ensuite, la mise en place d'une politique concertée de développement rural assurant un équilibre culturel et agricole aux sociétés paysannes de l'archipel.

BIBLIOGRAPHIE

- BARRAU (J.), LOISON (G.), JARDIN (G.) – Alimentation et nutrition dans le Pacifique Sud.
Médecine Tropicale vol. 37 - mars-avril n° 2.
- BEDFORD (R.D.), 1972 – New-Hebridan mobility : a study of circular migration.
Research School of Pacific Studies. Australian National University - Publication H.G. 9 - Canberra. 164 p.
- BEDFORD (R.D.), 1973 – A transition in Circular Mobility : Population Movement in the New Hebrides 1800-1970.
in Brookfield Editor : The Pacific in transition. Geographical perspectives on Adaption and change. ANU Press.
Canberra.
- BONNEMAISON (J.), 1972 – Système de grades et différences régionales en Aoba.
Cah. ORSTOM sér. Sci. Hum., vol. IX, n° 1, 87-108.
- BONNEMAISON (J.), 1973 – Migrations et création urbaine à Port-Vila.
Centre ORSTOM de Nouméa, 131 p., multigr.
- BONNEMAISON (J.), 1974 – Espaces et paysages agraires dans le Nord des Nouvelles-Hébrides.
Journal de la Société des Océanistes, septembre et décembre 1974, n°s 44 et 45.
- BONNEMAISON (J.), 1975 – L'accès des Mélanésiens à la propriété dans les nouveaux quartiers de Luganville (Santo).
Rapport ORSTOM ronéo, 81 p.
- BONNEMAISON (J.), 1975 – Papouasie Nouvelle-Guinée : l'expérience de l'Office du Logement à Port-Moresby.
Journal de la Société des Océanistes, n° 48, septembre 1975, p. 351 à 364.
- BONNEMAISON (J.) – The impact of population patterns and cash-cropping in increased urban migrations in New-Hebrides.
A paraître dans "Pacific Viewpoint" 1977, Wellington, New-Zealand.
- BROOKFIELD (H.C.) et Paula BROWN GLICK, 1969 – The people of Vila.
Research School of Pacific Studies, Australian National University, Canberra, 64 p., multigr.
- BROOKFIELD (H.C.) et HART (D.), 1971 – Mélanesia : a geographical interpretation of an island world.
Methuen, London.
- Bureau de la Statistique du Condominium, 1973 – HANSLOW, CHENAIS, PIERCE. Recensement de la population et de l'habitat à Port-Vila et Luganville : 29 octobre 1972.
Bull. I et 2.
- CHAPMAN (M.), 1973. – Mobility in a non-literate society : method and analysis for two gouadalcanal communities.
A paraître dans «People on the move». London Methuen.
- JACKSON (R.), 1974 – Une nouvelle politique de l'habitat pour les migrants au Papoua-Nouvelle-Guinée.
Bulletin du Pacifique Sud, vol. 24, n° 2, 2ème trimestre 1974.

- MAC ARTHUR (N.) et YAXLEY (J.F.), 1967 – Rapport sur le premier recensement de la population aux Nouvelles-Hébrides. 488 p.
- VIENNE (B.) et VIENNE (C.) – L'habitat social dans les agglomérations de Port-Vila et de Luganville.
Etude socio-économique, multigr., SCET/COOP.
- WARD (R.G.), 1971 – International migration and urbanisation in Papua New Guinea.
New Guinea Research Bulletin. n° 42.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
Première PARTIE : LE SYSTEME DE MIGRATION	3
I.1. La mobilité circulaire	3
I.2. Vers la migration sauvage	7
I.3. Changements dans les flux de migration	9
Deuxième PARTIE : SITUATION SOCIO-PROFESSIONNELLE DE LA POPULATION MIGRANTE A PORT-VILA	15
II.1. L'évolution de la main-d'œuvre néo-hébridaise à Port-Vila entre 1967 et 1972	15
II.2. La main-d'œuvre du secteur privé	17
II.3. "Couches pauvres" et émergence d'une bourgeoisie mélanésienne à Port-Vila	31
Troisième PARTIE : POPULATION MIGRANTE ET CROISSANCE URBAINE A PORT-VILA	35
III.1. Les structures démographiques	35
III.2. Les structures foncières	37
III.3. La distribution spatiale des ethnies	40
III.4. Quartiers nouveaux et densité de population	44
III.5. Les types de logement	49
III.6. Modes et types de logement occupés par la population migrante néo-hébridaise	55
III.7. Structures de groupe et formes nouvelles d'individualisme à Port-Vila	56
III.8. Eléments pour une politique d'accueil des migrants en zone urbaine	58
Quatrième PARTIE : L'ACCES DES MELANESIENS A LA PROPRIETE DANS LES NOUVEAUX QUARTIERS DE LUGANVILLE	61
IV.1. Données générales sur la population mélanésienne de Luganville	62
IV.2. Les étapes de l'appropriation foncière	66
IV.3. Une nouvelle frange sociale : les propriétaires urbains ?	71
Cinquième PARTIE : NOUVEAUX QUARTIERS ET VIE DE RELATIONS A LUGANVILLE	77
V.1. La "Banlieue-Jardin"	77
V.2. La répartition des migrants dans les chambres de location ou les logements d'entreprise	79
V.3. Les nouvelles divisions de l'espace urbain	80
V.4. La vie de relations à Luganville : la fin des big men ?	87
CONCLUSION : Pour un développement rural	91
BIBLIOGRAPHIE	95

Composé et imprimé
sur les presses de COPEDITH
7, rue des Ardennes – 75019 PARIS

Dépôt Légal 1^{er} trimestre 1977
n° 5847

Les Editions de l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer tendent à constituer une documentation scientifique de base sur les zones intertropicales et méditerranéennes, les pays qui en font partie et sur les problèmes posés par leur développement.

CAHIERS ORSTOM (séries périodiques)

- **biologie**: études consacrées à diverses branches de la biologie végétale et animale: agronomie, biologie et amélioration des plantes utiles, entomologie agricole, nématologie.
- **entomologie médicale et parasitologie**: systématique et biologie des arthropodes d'intérêt médical et vétérinaire, parasitologie, épidémiologie des grandes endémies tropicales, méthodes de lutte contre les vecteurs et les nuisances.
- **géologie**: pétrologie et cycles des éléments (géochimie) - hydrogéologie - altération et érosion - sédimentologie - stratigraphie - orogénèse continentale - métallogenèse - paléogéographie - structure et évolution des fonds océaniques.
- **hydrologie**: études, méthodes d'observation et d'exploitation des données concernant les cours d'eau intertropicaux et leurs régimes.
- **océanographie**: hydrologie, physico-chimie, hydrodynamique, écologie, caractérisation des chaînes alimentaires, niveaux de production, dynamique des stocks, prospection faunistique (Sud-ouest Pacifique, Canal de Mozambique et environs, Atlantique Tropical Est).
- **hydrobiologie**: physico-chimie, écologie, caractérisation des chaînes alimentaires, dynamique des stocks, action des insecticides sur la faune (Bassin Tchadien, Côte d'Ivoire).
- **pédologie**: problèmes soulevés par l'étude des sols: morphologie, caractérisation physico-chimique et minéralogique, classification, relations entre sols et géomorphologie, problèmes liés aux sels, à l'eau, à l'érosion, à la fertilité.
- **sciences humaines**: études géographiques, sociologiques, économiques, démographiques et ethnologiques.

MÉMOIRES ORSTOM: consacrés aux études approfondies (synthèses régionales, thèses...) dans les diverses disciplines scientifiques (85 titres parus).

ANNALES HYDROLOGIQUES: depuis 1959, deux séries sont consacrées: l'une, aux Etats africains d'expression française et à Madagascar, l'autre aux Territoires et Départements français d'Outre-Mer.

FAUNE TROPICALE: collection d'ouvrages principalement de systématique, pouvant couvrir tous les domaines géographiques où l'ORSTOM exerce ses activités (19 titres parus).

INITIATIONS/DOCUMENTATIONS TECHNIQUES: mises au point et synthèses au niveau, soit de l'enseignement supérieur, soit d'une vulgarisation scientifiquement sûre (33 titres parus).

TRAVAUX ET DOCUMENTS DE L'ORSTOM: cette collection, diverse dans ses aspects et ses possibilités de diffusion, a été conçue pour s'adapter à des textes scientifiques ou techniques très variés quant à leur origine, leur nature, leur portée dans le temps ou l'espace, ou par leur degré de spécialisation (66 titres parus).

Les études en matière de géophysique (gravimétrie, sismologie, magnétisme...) sont publiées, ainsi que certaines données (magnétisme) dans des séries spéciales: **GÉOPHYSIQUE** et **OBSERVATIONS MAGNÉTIQUES**.

L'HOMME D'OUTRE-MER: cette collection, exclusivement consacrée aux sciences de l'homme, est réservée à des textes d'auteurs n'appartenant pas à l'ORSTOM, mais dont celui-ci assure la valeur scientifique (co-édition Berger-Levrault) (10 ouvrages parus).

De nombreuses **CARTES THÉMATIQUES**, accompagnées de **NOTICES**, sont éditées chaque année, intéressant des domaines scientifiques ou des régions géographiques très variées.

BULLETIN ANALYTIQUE D'ENTOMOLOGIE MÉDICALE ET VÉTÉRINAIRE (périodicité mensuelle; ancienne dénomination jusqu'en 1970: Bulletin signalétique d'entomologie médicale et vétérinaire) (XXIV^e année).

O.R.S.T.O.M.

Direction générale :

24, rue Bayard, 75008 PARIS

Services Scientifiques Centraux.

Service des Publications

70-74, route d'Aulnay, 93140 BONDY

Imprimerie COPEDITH
O.R.S.T.O.M. Editeur
Dépôt Légal : 1^{er} trim. 1977
ISBN 2-7099-0439-X